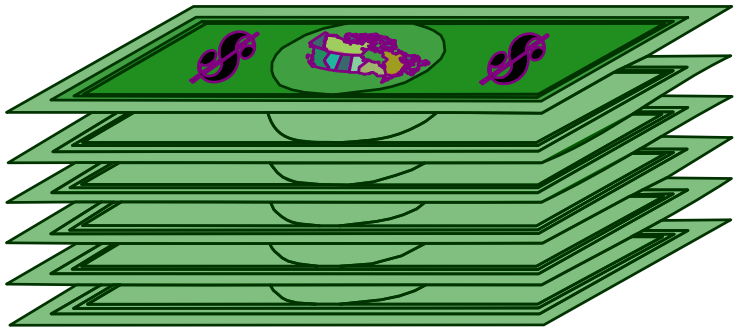
National Defence | Défense nationale

MAKING SENSE OUT OF DOLLARS

AU-DELÀ DES DOLLARS

2001-2002 EDITION



ÉDITION 2001-2002

PREPARED BY THE DIRECTOR BUDGET - STRATEGIC FINANCE AND ECONOMICS,
DIRECTOR GENERAL FINANCE,
ASSISTANT DEPUTY MINISTER (FINANCE AND CORPORATE SERVICES)
NATIONAL DEFENCE HEADQUARTERS

PRÉPARÉE PAR LE DIRECTEUR - BUDGET - FINANCE STRATÉGIQUE ET L'ÉCONOMIE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL - FINANCES,
SOUS-MINISTRE ADJOINT (FINANCES ET SERVICES DU MINISTÈRE)
QUARTIER GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Canada

PREFACE

February 2002

This Financial Information Overview has been prepared by the Director Budget, Strategic Finance and Economics (SF&E). It is an updated version of the January 2001 issue.

Its aim is to provide you with finance-related details that you may find informative and useful to incorporate in presentations, internal and external to your organization. The booklet includes financial and economic information on the Federal Government and National Defence, including comparisons with other countries. We have re-ordered some pages to improve consistency of presentation and flow of the information presented.

An explanation of each graph/table is included with details and caveats related to the information portrayed. This publication is also available on the Internet (www.dnd.ca/admfincs/) and the Defence Information Network (DIN) (http://admfincs.dwan.dnd.ca/). More information on this publication can be obtained by calling (613) 992-1247.

We would appreciate, again this year, any constructive comments on the content and format of this booklet. These should be addressed to the Director Budget, Strategic Finance and Economics, NDHQ, Pearkes Building, Ottawa, Ontario K1A 0K2.

AVANT-PROPOS

février 2002

Le présent document est un survol de l'information financière préparé par le Directeur - Budget, Finance stratégique et l'économie (FSE). Il constitue une mise à jour de l'édition de janvier 2001.

Son but est de fournir une information intéressante et utile qui pourrait être intégrée aux présentations données tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation. Il inclut de l'information financière et économique sur le gouvernement fédéral et le ministère de la Défense nationale ainsi que des évaluations comparatives avec d'autres pays. Nous avons changé l 'ordre de quelques pages dans le but d 'améliorer l 'uniformité et la structure de la présentation du document.

Les graphiques et tableaux sont accompagnés de notes explicatives. Cette publication est aussi disponible sur Internet (www.dnd.ca/admfincs/) et le Réseau d'information de la Défense (RID) (http://admfincs.dwan.dnd.ca/). Pour de plus amples renseignements, téléphonez au (613) 992-1247.

Cette année encore, nous aimerions recevoir vos commentaires sur le contenu et la présentation du document. Veuillez les adresser au Directeur - Budget, Finances stratégiques et économie, Quartier général de la Défense nationale, Édifice Pearkes, Ottawa (Ontario) K1A 0K2.

Le Sous-ministre adjoint (Finances et Services du Ministère)

R.M. Emond
Assistant Deputy Minister (Finance and Corporate Services)

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

FEDERAL GOVERNMENT	Page	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Federal Government Revenues, Expenditures, Deficits and Surpluses.	1.....	Recettes, dépenses, déficits et excédents du gouvernement fédéral
Trend in Share of Federal Government Revenues.....	3.....	Évolution de la répartition des recettes du gouvernement fédéral
Trend in Share of Federal Government Expenditures.....	5.....	Évolution de la répartition des dépenses du gouvernement fédéral
Federal Government Spending…….....	7.....	Dépenses du gouvernement fédéral
Federal Government Budgetary Expenditures.....	9.....	Dépenses budgétaires du gouvernement fédéral
Comparison of Federal Government Revenues and Deficit with Federal Program Expenditures plus Debt charges…...……...…..…….	11.…	Comparaison des recettes et du déficit du gouvernement fédéral avec les dépenses de programmes et frais de la dette
Trend in Annual Federal Deficit and Net Public Debt...……...	13....	Évolution du déficit annuel et de la dette publique nette du gouvernement fédéral
Trend in Federal Government Net Public Debt.....	15....	Évolution de la dette publique nette du gouvernement fédéral
Trend in Government Spending by Level.....	17....	Évolution des dépenses des différents ordres de gouvernement
ECONOMIC ANALYSIS		**ANALYSE ÉCONOMIQUE**
G-7 Countries Real Gross Domestic Product (GDP) Growth.....…….	19....	Croissance du produit intérieur brut (PIB) réel des pays du Groupe des Sept
GDP Growth by Major Component..... .....….	21....	Croissance du PIB par composante majeure
Provincial GDP per Capita Relative to National Average.....…	23....	PIB provincial par habitant par rapport à la moyenne nationale
Provincial GDP Shares.....	25....	Part du PIB par province
NATIONAL DEFENCE IN PERSPECTIVE		**PERSPECTIVE SUR LA DÉFENSE NATIONALE**
GDP in Perspective.....…….....	27....	Perspective sur lePIB
Consolidated Government Expenditures as a Percentage of GDP.....	29....	Dépenses agrégées du gouvernement en pourcentage du PIB
Consolidated Government Expenditures per Capita.....	31....	Dépenses agrégées du gouvernement par habitant
Defence Share of Federal Expenditure by Object.....	33....	Part du MDN, par article, des dépenses du gouvernement fédéral
NATIONAL DEFENCE EXPENDITURES		**DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (MDN)**
Canadian Forces Military Installations……..	35....	Installations militaires des Forces canadiennes
Our Economic Presence…….	37....	Notre présence économique

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	Page	
Defence Expenditures Historical Trend	39	Évolution des dépenses du MDN
DND Expenditures by Service Line	41	Dépenses du MDN par gamme de services
Trend in DND Expenditures Breakdown	43	Évolution de la répartition des dépenses du MDN
DND Expenditure Breakdown	45	Répartition des dépenses du MDN
Personnel (P) Share of DND Spending	47	Part des dépenses du MDN consacrée au personnel (P)
DND Gross Operations and Maintenance (O&M) Spending	49	Dépenses brutes de fonctionnement et d'entretien (F&E) du MDN
DND Capital Spending	51	Dépenses en capital du MDN
Significant Major Crown Projects in DND Capital Spending	53	Impact des grands projets de l'État sur les dépenses en capital du MDN
DND Personnel, Operations & Maintenance Costs by Role	55	Coûts du MDN pour le personnel, le fonctionnement et l'entretien, par fonction
Allied Spending in Local Economies	57	Dépenses des alliés dans les économies locales
Defence Industrial Activities	59	Activités industrielles de la défense
NATIONAL DEFENCE PERSON-YEARS		ANNÉES-PERSONNES DE LA DÉFENSE NATIONALE
Trend in DND Military (Regular and Reserve) and Civilian Personnel Strength	61	Évolution de l'effectif militaire (Force régulière et Réserve) et de l'effectif civil du MDN
Regular and Reserve Force Military Person-Years by Service Line	63	Années-personnes militaires (Force régulière et Réserve) par gamme de services
Civilian Workforce by Service Line	65	Personnel civil, par gamme de services
Primary Reserve Strength by Component	67	Effectif de la Première réserve, par composante
COMPARISON WITH OTHER COUNTRIES		ÉVALUATION COMPARATIVE AVEC D'AUTRES PAYS
NATO Defence Budgets in US$	69	Budgets de la défense de l'OTAN en dollars US
NATO Defence Expenditures as a Percentage of Gross Domestic Product	71	Dépenses militaires de l'OTAN en pourcentage du produit intérieur brut
NATO Equipment Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures	73	Dépenses d'équipement de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires
NATO Personnel Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures	75	Dépenses en personnel de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires
NATO Armed Forces	77	Forces armées de l'OTAN
Comparison of NATO Countries' Regular & Reserve Personnel Strengths	79	Évaluation comparative des effectifs des forces régulières et de réserve des pays de l'OTAN

National Defence / La Défense nationale

A National Institution /

Une institution nationale

FEDERAL GOVERNMENT REVENUES, EXPENDITURES, DEFICITS AND SURPLUSES

During the period 1990-91 to 2001-02, annual Revenues grew from $119.4B to an estimated $171.3B and annual Expenditures from $151.4B to an estimated $171.3B. The annual Deficit increased from $32.0B in 1990-91 to $42B in 1993-94 and then decreased to $8.9B in 1996-97. In 1997-98, the first Surplus was recorded in 28 years at $3.5B. In 1998-99, a second consecutive surplus of $2.9B was recorded, followed in 1999-00 by a third consecutive surplus of $12.3B. For 2000-01, the fourth consecutive annual surplus of $17.1B is the largest annual surplus since Confederation. Given the current economic situation, the Government has decided not to pay down any debt for 2001-2002. Medium term private sector average forecasts (as presented in the Budget Plan 2001 – Page 147) are:

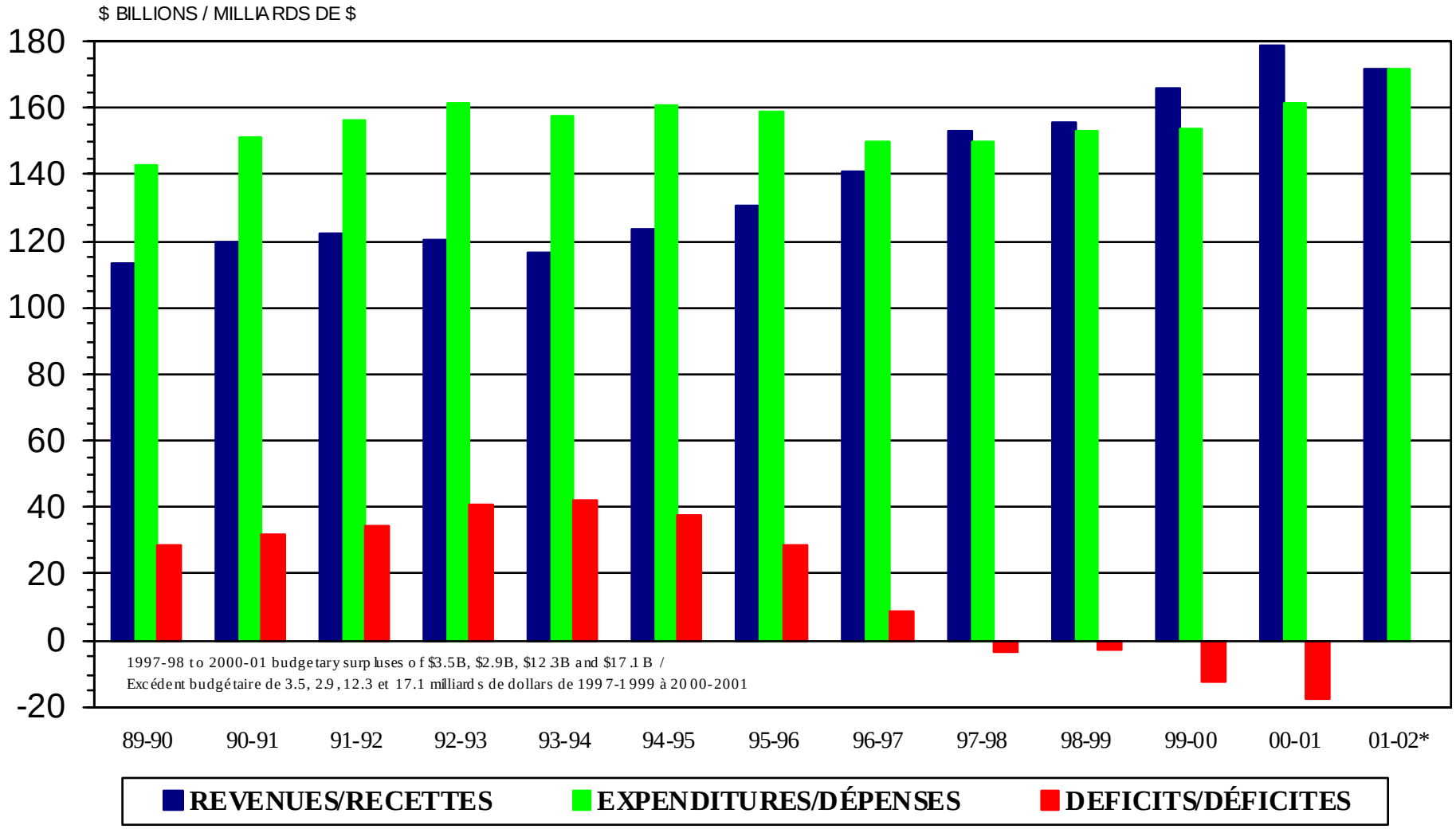
	Billions		
	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Surplus (Pre-2001 budget measures)	6.2	2.1	4.8
Budget 2001 measures			
Spending Initiatives	-2.7	-2.6	-2.7
Revenues measures	-2.0	2.4	0.4
Net impact	-4.7	-0.1	-2.3
Less: Contingency Reserve	1.5	2.0	2.5
Fiscal Planning Surplus	**0.0**	**0.0**	**0.0**

RECETTES, DÉPENSES, DÉFICITS ET EXCÉDENTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Au cours de la période 1990-1991 à 2001-2002, les recettes annuelles sont passées de 119,4 milliards de dollars à environ 171,3 milliards de dollars, et les dépenses annuelles, de 151,4 milliards de dollars à environ 171,3 milliards de dollars. Le déficit annuel est passé de 32,0 milliards de dollars en 1990-1991 à 42 milliards de dollars en 1993-1994, puis a été ramené à 8,9 milliards de dollars en 1996-1997. En 1997-1998, le premier excédent budgétaire en 28 ans a été enregistré, soit 3,5 milliards de dollars. En 1998-1999, le gouvernement a enregistré un deuxième excédent, soit 2,9 milliards de dollars, suivi en 1999-2000 d'un troisième excédent consécutif de 12,3 milliards de dollars. En 2000-2001, un quatrième excédent de 17,1 milliards de dollars est enregistré, soit l'excédent le plus élevé depuis la Confédération. Étant donnée la situation économique actuelle, le gouvernement a décidé de ne pas réduire la dette pour l'année 2001-2002. Voici les prévisions moyennes du secteur privé à moyen terme (tel qu'illustré dans le plan budgétaire 2001 – page 147) :

	Milliards de dollars		
	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Excédent budgétaire avant les mesures du budget de 2001	6,2	2,1	4,8
Mesures du budget de 2001			
Mesures de dépenses	-2,7	-2,6	-2,7
Mesures de recettes	-2,0	2,4	0,4
Incidence nette	-4,7	-0,1	-2,3
Moins : Réserve pour éventualités	1,5	2,0	2,5
Excédent pour planification budgétaire	**0.0**	**0.0**	**0.0**

FEDERAL GOVERNMENT REVENUES, EXPENDITURES, DEFICITS AND SURPLUSES / RECETTES, DÉPENSES, DÉFICITS ET EXCÉDENTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



* ESTIMATED / ESTIMATION

SOURCE: MINISTER OF FINANCE'S 10 DECEMBER 2001 - BUDGET PLAN

SOURCE: LE PLAN BUDGÉTAIRE DU MINISTRE DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES

This chart depicts the six federal revenue categories as a percentage of total Federal Government revenues. Since 1990-91, Personal Income Tax has decreased slightly from 48% to 46% of total revenue, Corporate Income Tax has increased from 10% to 15%, Employment Insurance Contributions have decreased from 11% to 10%, and Other Revenues have decreased from 9% to 7%. Excise Tax and Duties have decreased from 20% to 7% due to the elimination of the Federal Sales Tax, the North American Free Trade Agreement with the United States and Mexico, and tariff reductions as part of the Uruguay Round of trade agreements. GST was added in 1990-91 and is estimated to be just over 15% of total revenues for 2001-02.

Budget 2001 estimated revenues of $ 171.3B for 2001-2002. In addition, the Budget Plan provided an average of **private sector projections**. A breakdown of this average is as follows:

	(Estimate in billions)
Personal Income Tax	$ 80.8
Corporate Income Tax	26.5
EI Contributions	17.8
Other Revenues	12.4
Excise Tax and Duties	11.5
GST revenue	25.8
TOTAL	$174.8

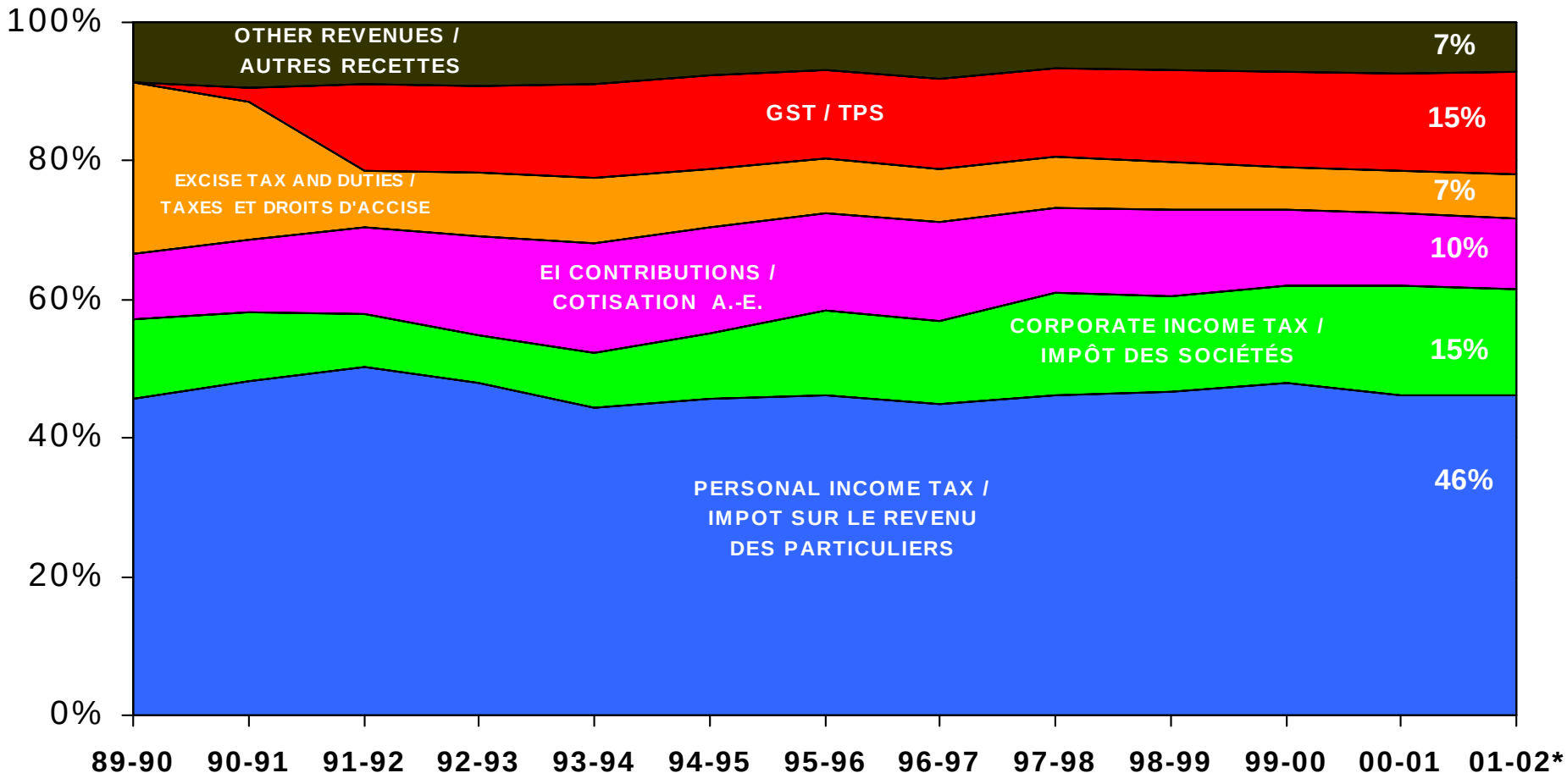
ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES RECETTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Ce graphique montre les six catégories de recettes fédérales en tant que pourcentage des recettes totales du gouvernement fédéral. Depuis 1990-1991, l'impôt sur le revenu des particuliers est passé de 48 à 46 % des recettes totales, l'impôt des sociétés est passé de 10 à 15 %, les cotisations d'assurance-emploi sont passées de 11 à 10 % et les autres recettes ont été réduites de 9 à 7 %. Les taxes et droits d'accises ont chuté de 20 à 7 % en raison de la suppression de la taxe de vente fédérale, de l'Accord de libre-échange nord-américain avec les États-Unis et le Mexique et des réductions tarifaires en marge des accords de l'Uruguay Round. La TPS a été ajoutée en 1990-1991 et représenterait un peu moins de 15 % des recettes totales de 2001-2002.

Le budget 2001 a prévu des revenus de 171,3 milliards de dollars pour 2001-02. Le plan budgétaire a aussi fourni des **prévisions moyennes établies par le secteur privé**. Voici la répartition des prévisions moyennes du secteur privé pour 2001-2002 :

	(Estimation en milliards de dollars)
Impôt sur le revenu	80,8 $
Impôt des sociétés	26,5
Cotisations d'a.-e.	17,8
Autres recettes	12,4
Taxes et droits d'accise	11,5
Recettes de la TPS	25,8
TOTAL	174,8 $

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES / ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES RECETTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES - SEPTEMBER 2001 AND MINISTER OF FINANCE'S 10 DECEMBER 2001 BUDGET PLAN

SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE - DE SEPTEMBRE 2001 ET LE PLAN BUDGÉTAIRE DU MINISTRE DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT EXPENDITURES

Federal Government expenditures have been categorized as:

- Defence;
- Transfers to Individuals - includes such items as Elderly Benefits and Employment Insurance;
- Transfers to Other Levels of Governments - includes such Items as Canada Health and Social Transfer (CHST), Medical Equipment Fund, Fiscal arrangements and alternative payments for standing programs;
- Public Debt Charges - the cost of financing the Federal Public Debt; and
- Other Expenditures - includes direct program spending (such as Agriculture, Industry and Regional Development, Foreign Affairs, Health, Human Resource Development, Indian and Northern Development), payments to Crown Corporations, and all other departmental spending.

Due to the higher levels of interest and servicing costs on the public debt, this expenditure category rose from 28% of expenditures in 1989-90 to 30% in 1996-97. It is forecast to decrease to 22.9% for 2001-02. Of the amount remaining for program spending, a decreasing percentage is attributable to Defence (from 8% in 1989-90 to 6.3% in 2001-02) and to Transfers to Other Levels of Government (from 17% in 1989-90 to just under 16% in 2001-02). The Transfers to Individuals category has remained at a relatively constant percentage of program spending over the period.

The following information is calculated using the 2001 Federal Budget and the latest Economic and Fiscal Update documents. The following table depicts the estimated expenditure levels for the period 2001-02:

	Billions	Percent
Defence	$ 10.8	6.3
Transfers to Individuals	39.3	22.9
Transfers to Other Levels of Government	27.2	15.9
Public Debt Charges	39.2	22.9
Others	54.8	32.0
TOTAL	$ 171.3	100.0

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Les dépenses du gouvernement fédéral ont été réparties comme suit :

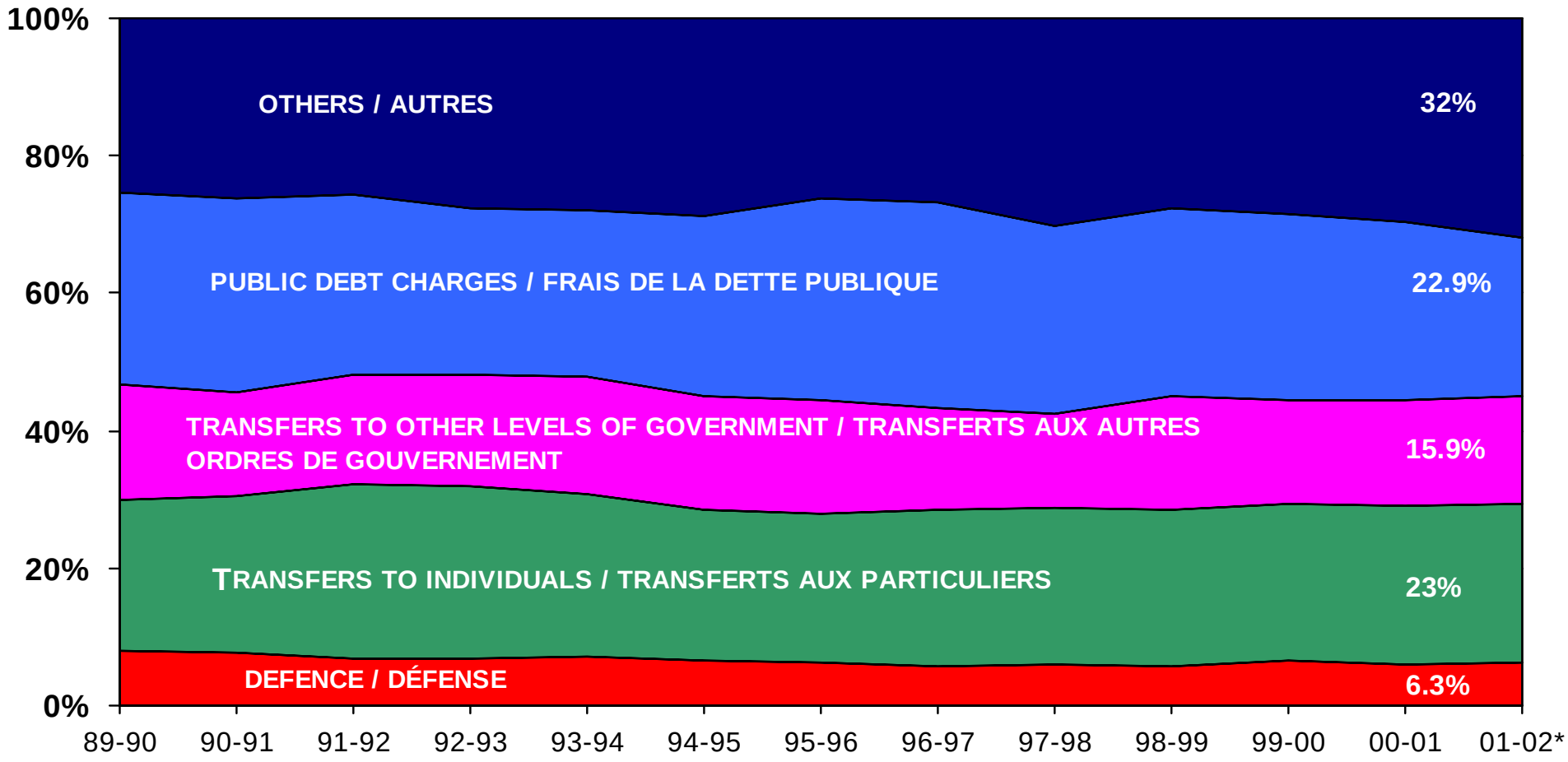
- défense;
- transferts aux particuliers - y compris les prestations aux aînés et l'assurance-emploi;
- transferts aux autres ordres de gouvernement - y compris le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), Fonds pour le matériel médical, les Accords fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents;
- frais de la dette publique - ce qu'il en coûte pour financer la dette publique;
- autres dépenses - y compris les dépenses directes de programmes (p. ex., Agriculture, Industrie et Développement régional, Affaires étrangères, Santé, Développement des ressources humaines, Affaires indiennes et du Nord canadien), les paiements aux sociétés d'État et toutes les autres dépenses des ministères.

Vu les frais d'intérêt et de service plus élevés sur l'encours de la dette publique, cette catégorie de dépenses est passée de 28 % des dépenses en 1989-1990 à 30 % en 1996-1997. Il est prévu que ce pourcentage va baisser à 22,9% pour 2001-2002. Sur ce qui reste pour les dépenses de programmes, un pourcentage décroissant est attribuable à la défense (de 8 % en 1989-1990 à 6.3% en 2001-2002) ainsi qu'aux transferts aux autres ordres de gouvernement (de 17 % en 1989-1990 à un peu moins de 16% en 2001-2002). Le pourcentage des dépenses de programmes afférent à la catégorie des transferts aux particuliers est demeuré relativement constant au cours de la période.

L'information suivante découle du budget fédéral de 2001 et de la dernière Mise à jour économique et financière. Voici la répartition des niveaux de dépenses prévus pour la période 2001-2002 :

	Milliards de $	Pourcentage
Défense	$ 10,8	6,3
Transferts aux particuliers	39,3	22,9
Transferts aux autres ordres de gouvernement	27,2	15,9
Frais de la dette publique	39,2	22,9
Autres	54,8	32,0
TOTAL	$ 171,3	100,0

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT EXPENDITURES / ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES - SEPTEMBER 2001 AND MINISTER OF FINANCE'S 10 DECEMBER 2001 BUDGET PLAN.

SOURCE: TABLEAU DE RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE - SEPTEMBRE 2001 ET LE PLAN BUDGÉTAIRE DU MIN. DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001.

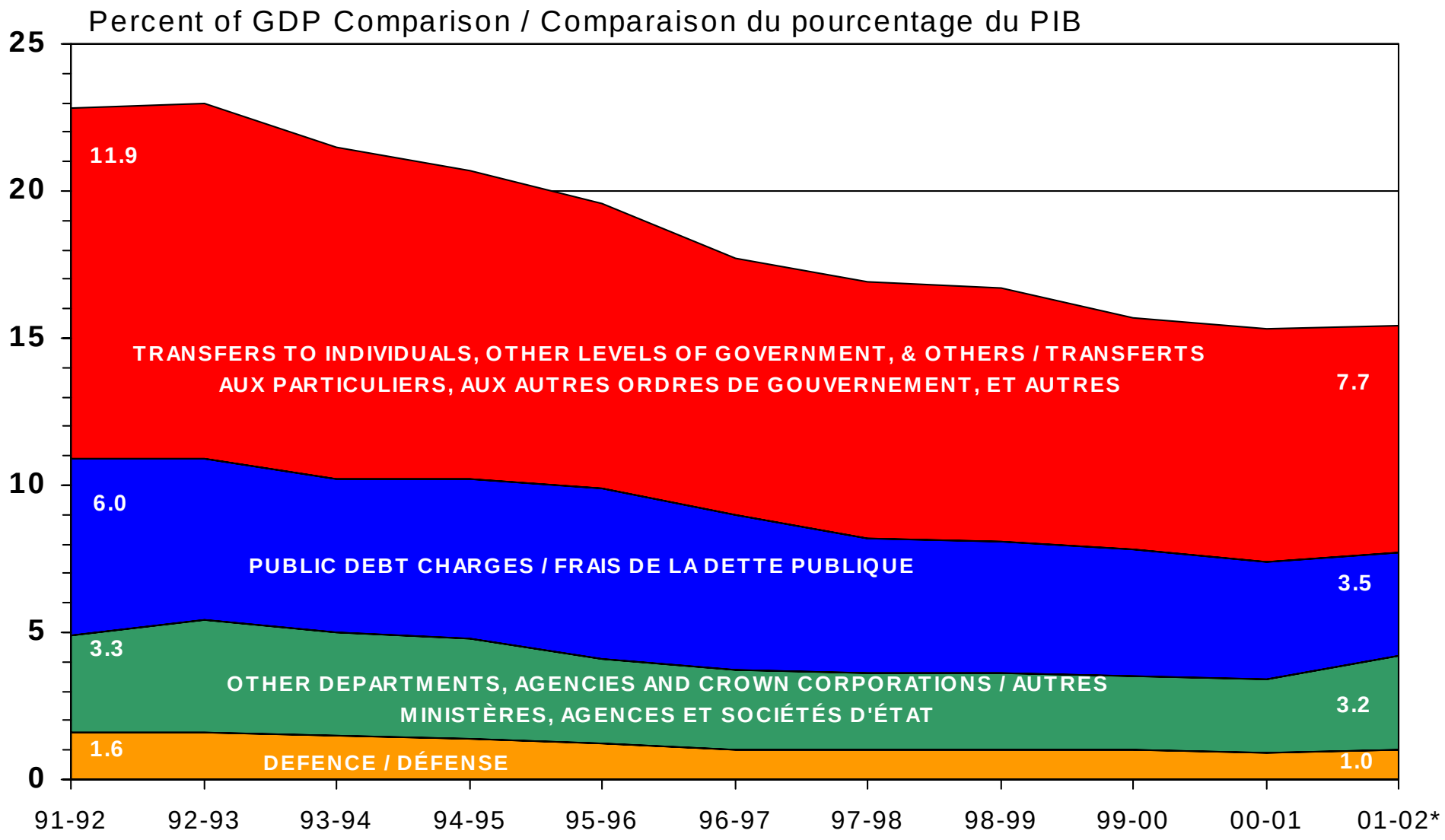
FEDERAL GOVERNMENT SPENDING

This chart shows that the estimated Federal Government expenditures for FY 01-02 in all categories, as a percentage of GDP, are lower than expenditure percentages for FY 91-92. These overall declines are indicative of the shrinking importance of government spending in the economy. This change is most evident in the Transfers section, which has declined from in excess of 12% in FY 92-93 to 7.7% in FY 01-02. In relative terms, Defence has experienced the greatest decline. This decline of 0.6% represents close to $6.6B annually on a GDP forecast of $1,105.8B for FY 01-02.

DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Ce graphique montre que les dépenses estimatives du gouvernement fédéral pour l'AF 2001-2002 dans toutes les catégories, exprimées en pourcentage du PIB, sont inférieures aux pourcentages des dépenses de l'AF 1991-1992. Ce recul global indique que les dépenses du gouvernement ont moins d'impact sur l'économie, notamment dans la section des transferts, qui est passée de plus de 12 % au cours de l'AF 1992-1993 à 7,7% en 2001-2002. En termes relatifs, la défense a connu le plus grand recul. Cette baisse de 0,6 % représente près de 6,6 milliards de dollars annuellement, compte tenu d'un PIB prévu de 1 105,8 milliards de dollars pour l'AF 2001-2002.

FEDERAL GOVERNMENT SPENDING / DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES - SEPTEMBER 2001 AND MIN. OF FINANCE'S 10 DECEMBER 2001 BUDGET PLAN

SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE DE SEPTEMBRE 2001 ET LE PLAN BUDGÉTAIRE DU MIN. DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001

* ESTIMATE / ESTIMATION

FEDERAL GOVERNMENT BUDGETARY EXPENDITURES AS PERCENTAGE OF TOTAL EXPENDITURES

This comparison of Federal Government spending patterns illustrates the major fluctuations within expenditure types between the two fiscal years noted. Of note is the decrease, as a percentage of total government spending, of expenditures on Crown Corporations, Defence, and Public Debt Charges.

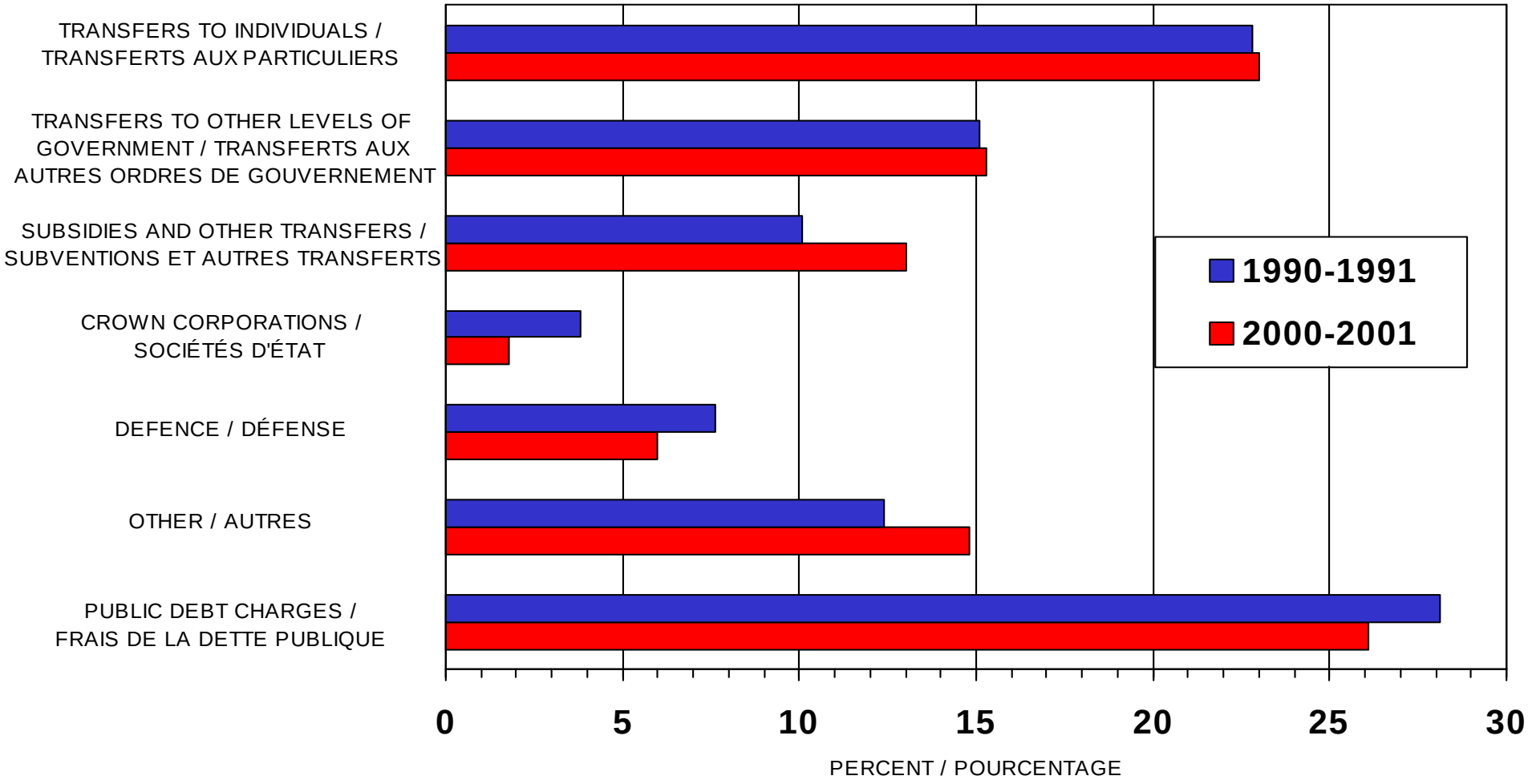
In relative terms, transfers to individuals and transfers to Other Levels of Government have remained relatively stable when measured as a percentage of Federal Government budgetary expenditures between these two fiscal years.

DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL COMME POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES

La comparaison des habitudes de dépense du gouvernement fédéral montre les importantes fluctuations dans les types de dépense entre les deux années financières signalées. Il est à noter que, comme pourcentage des dépenses totales du gouvernement, les dépenses relatives aux sociétés d'État et à la défense, ainsi que les frais de la dette publique, ont diminué.

En termes relatifs, les transferts aux particuliers et les transferts aux autres ordres de gouvernement sont demeurés relativement stables comme pourcentage des dépenses budgétaires du gouvernement fédéral entre ces deux années financières.

FEDERAL GOVERNMENT BUDGETARY EXPENDITURES / DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES - SEPTEMBER 2001 AND MIN OF FINANCE'S BUDGET PLAN 10 DECEMBER 2001

SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE - SEPTEMBRE 2001 ET LE PLAN BUDGÉTAIRE DU MIN DES FINANCES 10 DÉCEMBRE 2001

COMPARISON OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES AND DEFICIT WITH FEDERAL PROGRAM EXPENDITURES PLUS DEBT CHARGES

For 2001-02, the Economic Statement and Budget Plan of December 10, 2001, forecasts total budgetary expenditures of $171.3B against revenues of $171.3B, with Program spending totaling $130.6B (76 percent) and Public Debt Charges forecast at $39.2B (23 percent). The subtraction of the Government's Contingency Reserve of $1.5B from the resulting $1.5B Budgetary Balance leaves a zero fiscal deficit/surplus for planning purposes. This chart presents these figures in the perspective of relative percentage shares.

Of particular interest is that the Public Debt charges for the period exceed the combined expenditures on Defence, Other Government Departments, and Crown Corporations. This confirms that, while forecasting an operating balance of $40.7B ($171.3B less $130.6B) for 2001-02, public debt charges of $39.2B remain a very significant drain on the federal fiscal position.

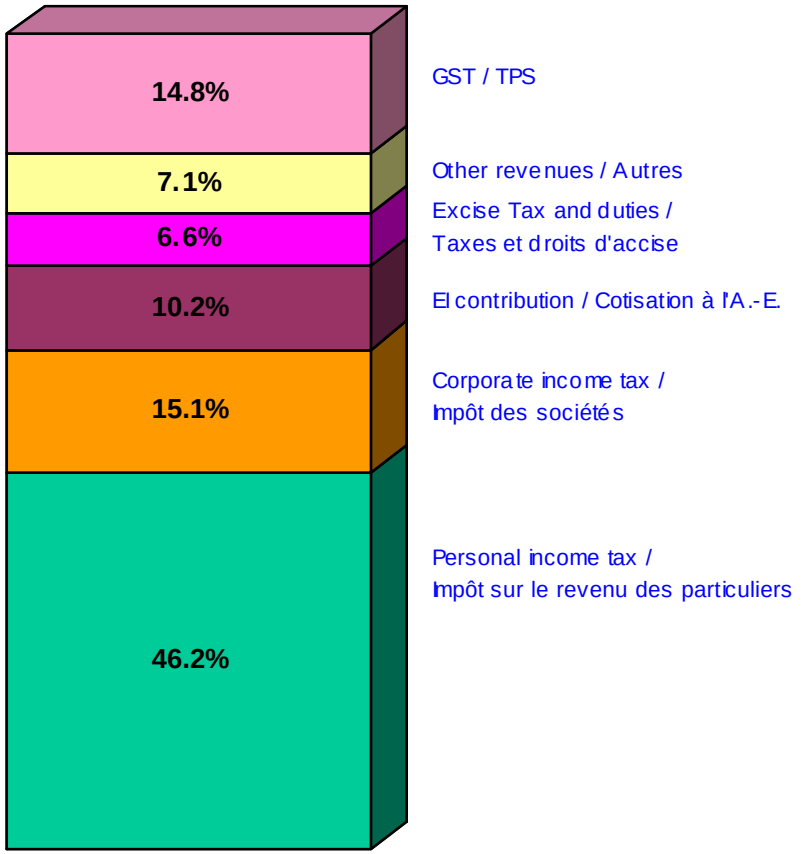
COMPARAISON DES RECETTES ET DU DÉFICIT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AVEC LES DÉPENSES DE PROGRAMMES ET LES FRAIS DE LA DETTE

En 2001-2002, l'Énoncé économique et le plan budgétaire du 10 décembre 2001 prévoit des dépenses budgétaires totales de 171,3 milliards de dollars par rapport à des recettes de 171,3 milliards de dollars, ce qui comprend 130,6 milliards de dollars (76 %) pour les dépenses de programmes et 39,2 milliards de dollars (23 %) pour les frais de la dette publique. Si l'on soustrait la réserve pour éventualités du gouvernement de 1,5 milliards de dollars du solde budgétaire de 1,5 milliards de dollars, il reste un déficit/excédent financier de zéro dollars aux fins de planification. Ce graphique rend compte de ces données sous forme de pourcentages relatifs.

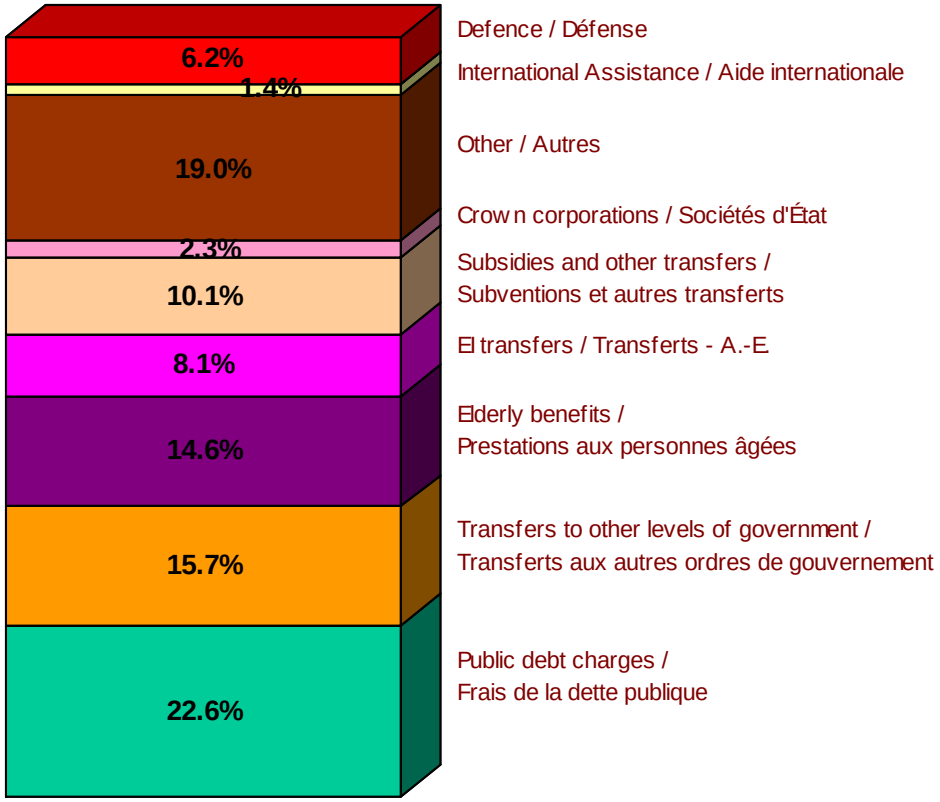
Fait à remarquer, les frais de la dette publique pour la période dépassent l'ensemble des dépenses collectives pour la défense, les autres ministères et les sociétés d'État. Cela confirme qu'en dépit d'un solde de fonctionnement prévu de 40,7 milliards de dollars (171,3 milliards moins 130,6 milliards) pour 2001-2002, les frais de la dette publique totalisant 39,2 milliards de dollars demeurent une brèche importante dans la situation budgétaire du gouvernement fédéral.

COMPARISON OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES WITH FEDERAL PROGRAM EXPENDITURES PLUS DEBT CHARGES / COMPARAISON DES RECETTES ET DU DÉFICIT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AVEC LES DÉPENSES DE PROGRAMMES ET LES FRAIS DE LA DETTE

2001-2002



REVENUES / RECETTES



PROGRAM EXPENDITURES PLUS DEBT CHARGES / DÉPENSES DE PROGRAMMES ET FRAIS DE LA DETTE

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES - SEPTEMBER 2001 AND MIN. OF FINANCE'S 10 DECEMBER 2001 BUDGET PLAN

SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE - SEPTEMBRE 2001 ET LE PLAN BUDGÉTAIRE DU MIN. DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001

TREND IN ANNUAL FEDERAL DEFICIT AND NET PUBLIC DEBT

The annual Budgetary Deficit was $32.0B in 1990-91, peaked at $42.0B in 1993-94, and declined to $8.9B in 1996-97. The Federal Government recorded budgetary surpluses of $3.5B in 1997-98, $2.9B in 1998-99, $12.3B in 1999-2000 and $17.1B in 2000-2001. A budgetary balance is forecast for 2001-02. The accumulated net public debt increased from $390.8B in 1990-91 to $579.7B in 1997-98. With the 1998-99 to 2000-2001 surpluses having been applied directly to the debt, and with a budgetary balance forecasted for 2001-2002, the net federal debt is calculated to be at $547.4B.

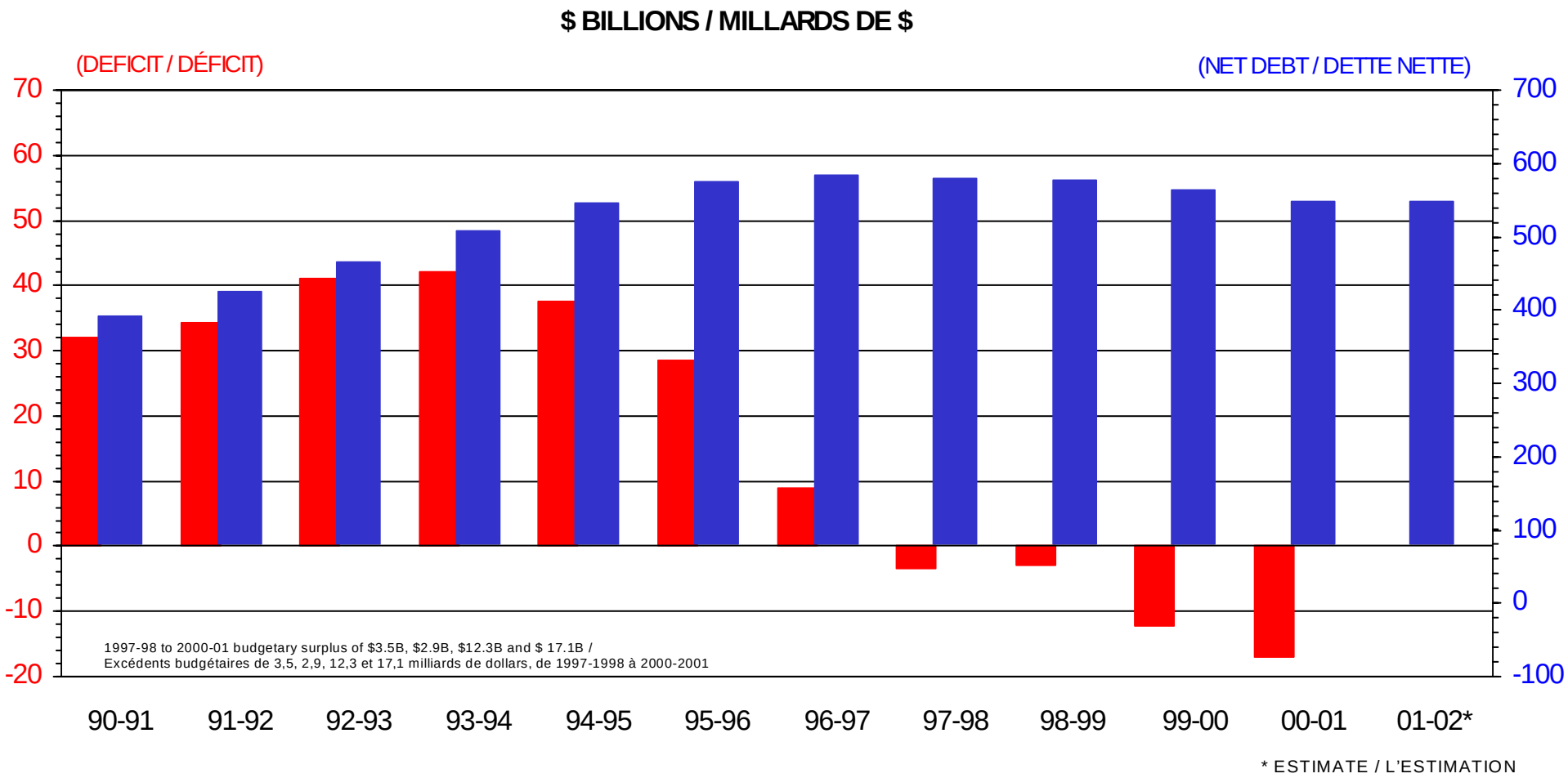
The 2001 Budget Plan builds on the Government's long term plan for a stronger economy and a more secure society by keeping Canadians safe, terrorists out and our borders open and efficient. The Government also plans on balancing the budget for this year (2001-2002) and for the next two years, and fully protect the $100 billion tax cut and the $23.4 B in increased support for health care and early childhood development.

ÉVOLUTION DU DÉFICIT ANNUEL ET DE LA DETTE PUBLIQUE NETTE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Le déficit budgétaire était de 32,0 milliards de dollars en 1990-1991; il a culminé à 42 milliards de dollars en 1993-1994 et descendu à 8,9 milliards de dollars en 1996-1997. Le gouvernement fédéral a enregistré un excédent budgétaire de 3,5 milliards de dollars en 1997-1998, de 2,9 milliards de dollars en 1998-1999, de 12,3 milliards de dollars en 1999-2000 et de 17,1 milliards de dollars en 2000-2001. La dette publique nette accumulée est passée de 390,8 milliards de dollars en 1990-1991 à 579,7 milliards en 1997-1998. L'excédent budgétaire de 1998-1999 à 2000-2001 ayant été directement appliqué à la dette, et la prévision d'un équilibre budgétaire pour AF 2001-2002, la dette fédérale nette se chiffre maintenant à 547,4 milliards de dollars.

Le budget de 2001 fait avancer le plan à long terme du gouvernement, visant à bâtir une économie forte et à assurer la sécurité de la société en protégeant les Canadiens, en maintenant les terroristes hors du pays et en gardant une frontière ouverte et efficace. Le gouvernement planifie d'équilibrer le budget pour cet exercice financier (2001-2002) et pour les deux suivants. Il prévoit aussi maintenir intégralement le plan de réductions des impôts de 100 milliards de dollars et l'aide supplémentaire de 23,4 milliards de dollars accordée au titre des soins de santé et du développement de la petite enfance.

TREND IN ANNUAL FEDERAL DEFICIT AND NET PUBLIC DEBT / ÉVOLUTION DU DÉFICIT ANNUEL ET DE LA DETTE PUBLIQUE NETTE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



* ESTIMATE / L'ESTIMATION

SOURCE: MINISTER OF FINANCE'S 10DECEMBER 2001 BUDGET PLAN - PAGE 24

SOURCE: PLAN BUDGÉTAIRE DU MIN. DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001 - PAGE 24

TREND IN FEDERAL GOVERNMENT NET PUBLIC DEBT

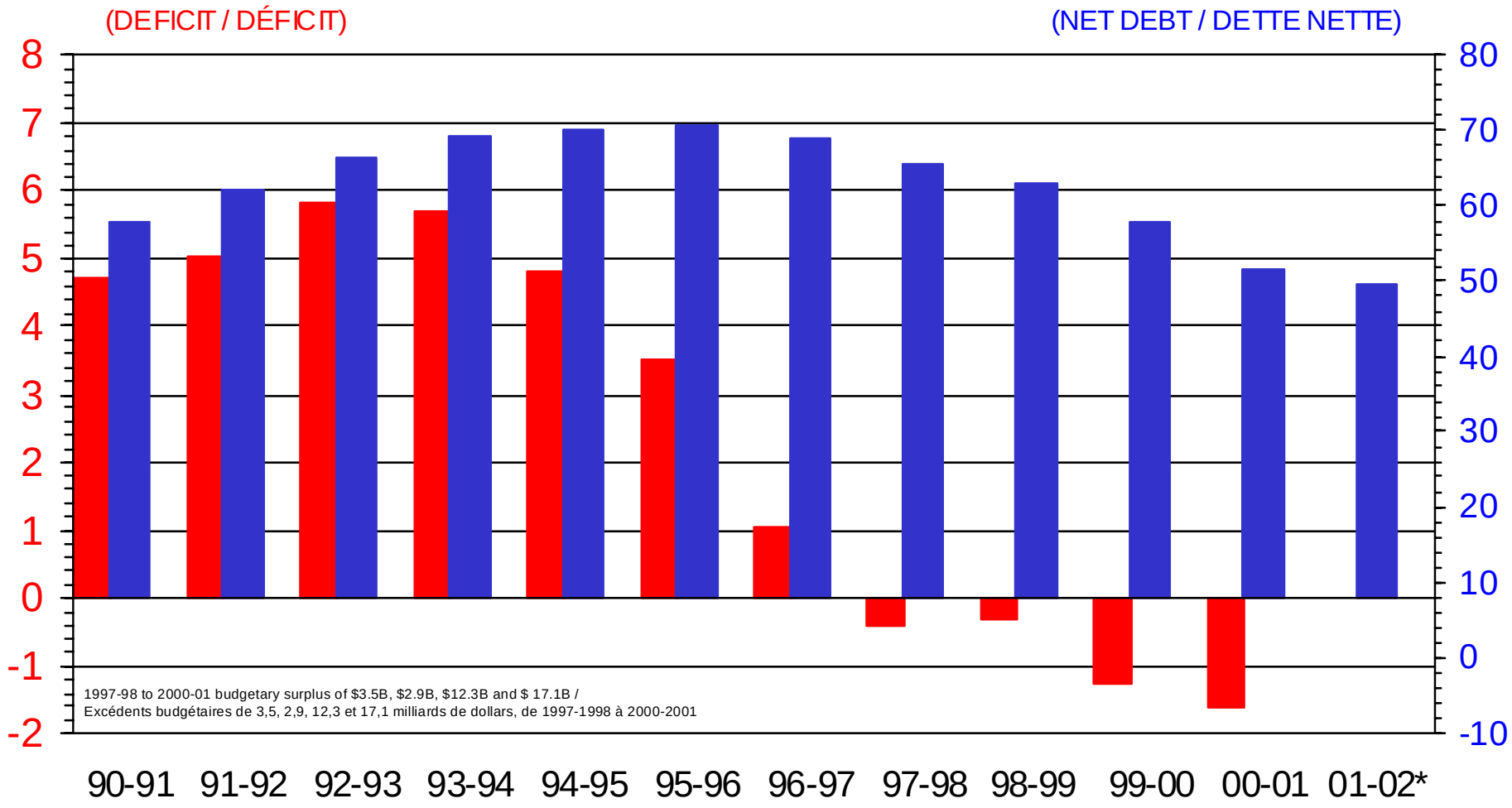
The federal net public debt has increased from just under $391B in 1990-91 to an estimated $547.4B in 2001-02. While this level of growth is significant, it must be tempered by the fact that the Canadian economy has also undergone significant growth over the same period. This chart portrays the size of Canada's public debt and annual deficits/surpluses in relation to the economy, as measured by the Gross Domestic Product (GDP). The net public debt as a percentage of GDP rose from 57% in 1990-91 to 70.7% in 1995-96 before starting to decline. The deficit, as a percentage of GDP, has been falling from a high of near 6% in 1992-93 (having reached close to 9% in mid 1980s) to a surplus of 1.6% of GDP for 2000-01. The December 2001 Budget forecasts a decline of net federal debt as a percentage of GDP from 51.8% in 2000-01 to 49.5% for 2001-02.

ÉVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE NETTE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

La dette publique nette du gouvernement fédéral a augmenté, passant de juste en deçà de 391 milliards de dollars en 1990-1991 à environ 547.4 milliards de dollars en 2001-2002. Bien qu'il s'agisse d'une hausse appréciable, il faut tenir compte du fait que l'économie canadienne a connu, elle aussi, une forte croissance au cours de la même période. Ce graphique illustre l'importance de la dette publique et des déficits/excédents annuels par rapport à l'économie, mesurée en fonction du produit intérieur brut (PIB). À titre de pourcentage du PIB, la dette publique nette est passée de 57 % en 1990-1991 à 70,7 % en 1995-1996, avant de commencer à baisser. Le déficit, exprimé en pourcentage du PIB, a chuté d'un niveau élevé, soit près de 6 % en 1992-1993 (il était près de 9 % au milieu des années 80) pour aboutir à un surplus d'environ 1,6 % du PIB en 2000-01. Le budget de décembre 2001 prévoit une baisse de la dette publique nette du gouvernement fédéral comme pourcentage du PIB, de 51,8 % en 2000-2001 à 49,5 % en 2001-2002.

TREND IN FEDERAL GOVERNMENT NET PUBLIC DEBT / ÉVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE NETTE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

PERCENT OF GDP / POURCENTAGE DU PIB



SOURCE: MINISTER OF FINANCE'S 10 DECEMBER 2001 BUDGET PLAN

SOURCE: PLAN BUDGÉTAIRE DU MINISTRE DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001

* ESTIMATE / L'ESTIMATION

TREND IN GOVERNMENT SPENDING BY LEVEL

Under Canada's multi-tiered government system, expenditures are undertaken at different levels. At each level the funds spent are either raised directly at that level, through taxation or borrowing, or are received as transfers from other levels of government. The expenditures as a percentage of GDP as shown here are after adjustment for transfers. Thus, the Federal spending amount shown here as a percentage of GDP is actually lower than the amount of total Federal spending when presented in isolation. The same logic applies to the Provincial and Local Governments regarding these adjustments.

Federal spending fluctuated between 11.7% and 15.8% of GDP throughout the period 1963 to 1981 as shown on the chart. The share moved closer to 20% in the subsequent years, peaking in 1991 at 19.2%. Provincial spending has displayed consistent growth, from 7.2% of GDP in 1962 to 17.2% in 2001. Some of that increase is attributable to the costs of public health care introduced during the 1960s. Local Government spending has held steady between 6% and 10% of GDP.

It is particularly noteworthy that, for the past eight years, spending by all levels of government is declining as shares of GDP.

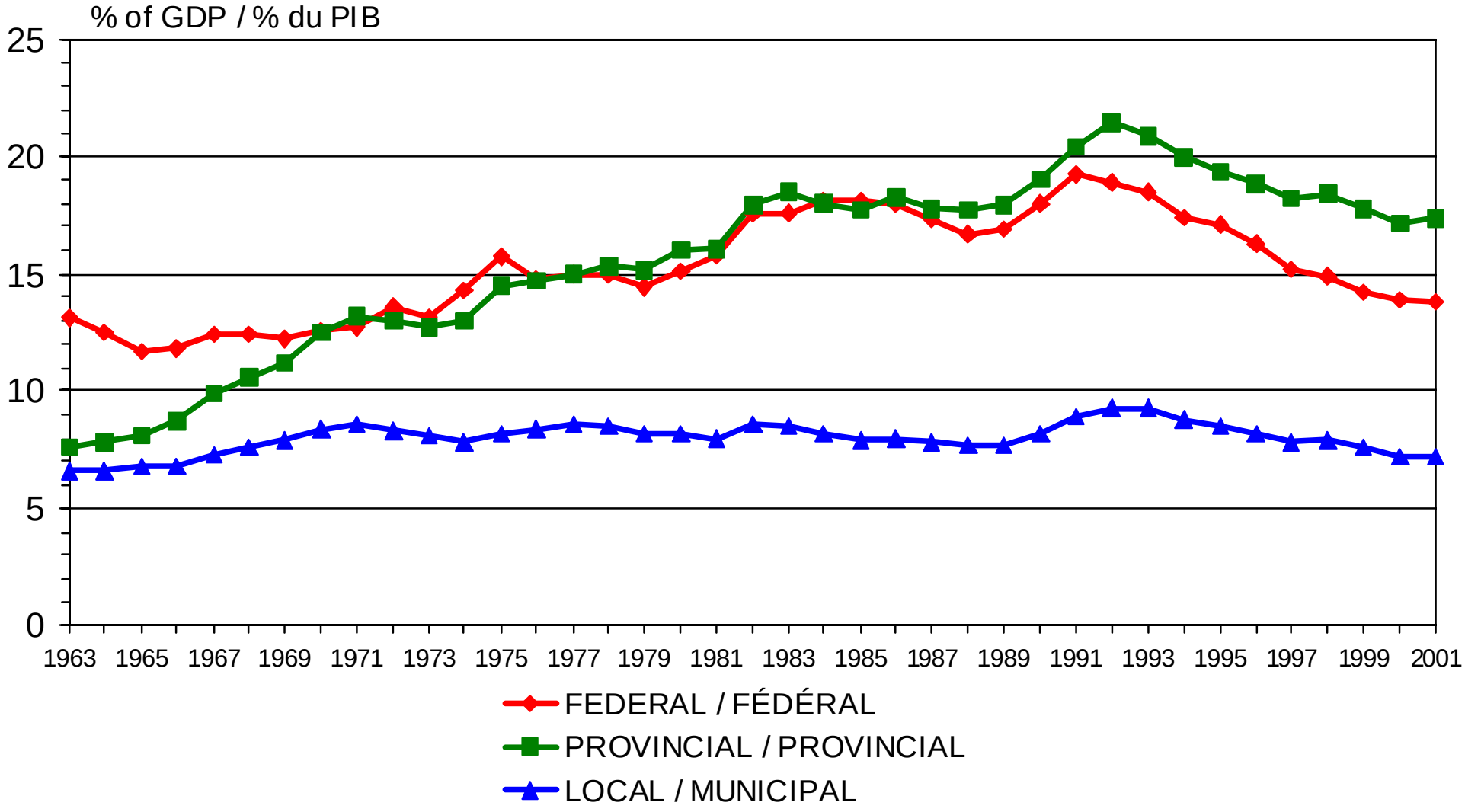
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES DIFFÉRENTS ORDRES DE GOUVERNEMENT

Au Canada, les dépenses de l'État s'effectuent dans plusieurs ordres de gouvernement. Chacun de ces ordres doit générer les fonds qu'il dépense par des impôts ou des emprunts ou les tirer de paiements de transfert provenant d'autres ordres de gouvernement. On présente ici les dépenses calculées en pourcentage du PIB et rajustées pour tenir compte des transferts. Ainsi, le montant des dépenses fédérales indiqué ici en pourcentage du PIB est en fait moins élevé que le montant total des dépenses fédérales présenté isolément. Le même raisonnement s'applique aux rajustements des gouvernements provinciaux et des administrations municipales.

Comme le montre le graphique, les dépenses fédérales ont fluctué entre 11,7 et 15,8 % du PIB de 1963 à 1981. Toutefois, elles se sont approchées des 20 % dans les années suivantes, culminant à 19,2 % en 1991. Les dépenses provinciales ont enregistré une croissance constante et sont passées de 7,2 à 17,2 % du PIB entre 1962 et 2001. Une partie de cette augmentation s'explique par les coûts des soins de santé qui se sont ajoutés durant les années 60. Les dépenses des administrations municipales ont varié entre 6 et 10 % du PIB.

Il est intéressant de noter que, ces huit dernières années, les dépenses calculées en pourcentage du PIB sont à la baisse à tous les ordres de gouvernement.

TREND IN GOVERNMENT SPENDING BY LEVEL / ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES DIFFÉRENTS ORDRES DE GOUVERNEMENT



SOURCE: STATISTICS CANADA

SOURCE: STATISTIQUE CANADA

G-7 COUNTRIES REAL GDP GROWTH

This chart shows that the members of the G-7 are not a fully homogeneous group in terms of economic performance. The Japanese economy continues to experience the effects of a recession, which began in 1997. The authorities have struggled to implement macroeconomic policies to stem the steadily worsening conditions with limited success for stabilisation in the medium term, with a negative growth rate of 0.7% in 2001. The Canadian economy maintained momentum in 2000, after experiencing considerable growth in 1999 at 5.1%. Strong US demand, an enhanced competitive position due to exchange rate-depreciation, a changing of fiscal policy with the achievement of a budgetary surplus, and low inflation all combined to maintain a growth rate of 4.4% in 2000. For 2001, the GDP is expected to stabilise at 1.3% in light of current economic conditions.

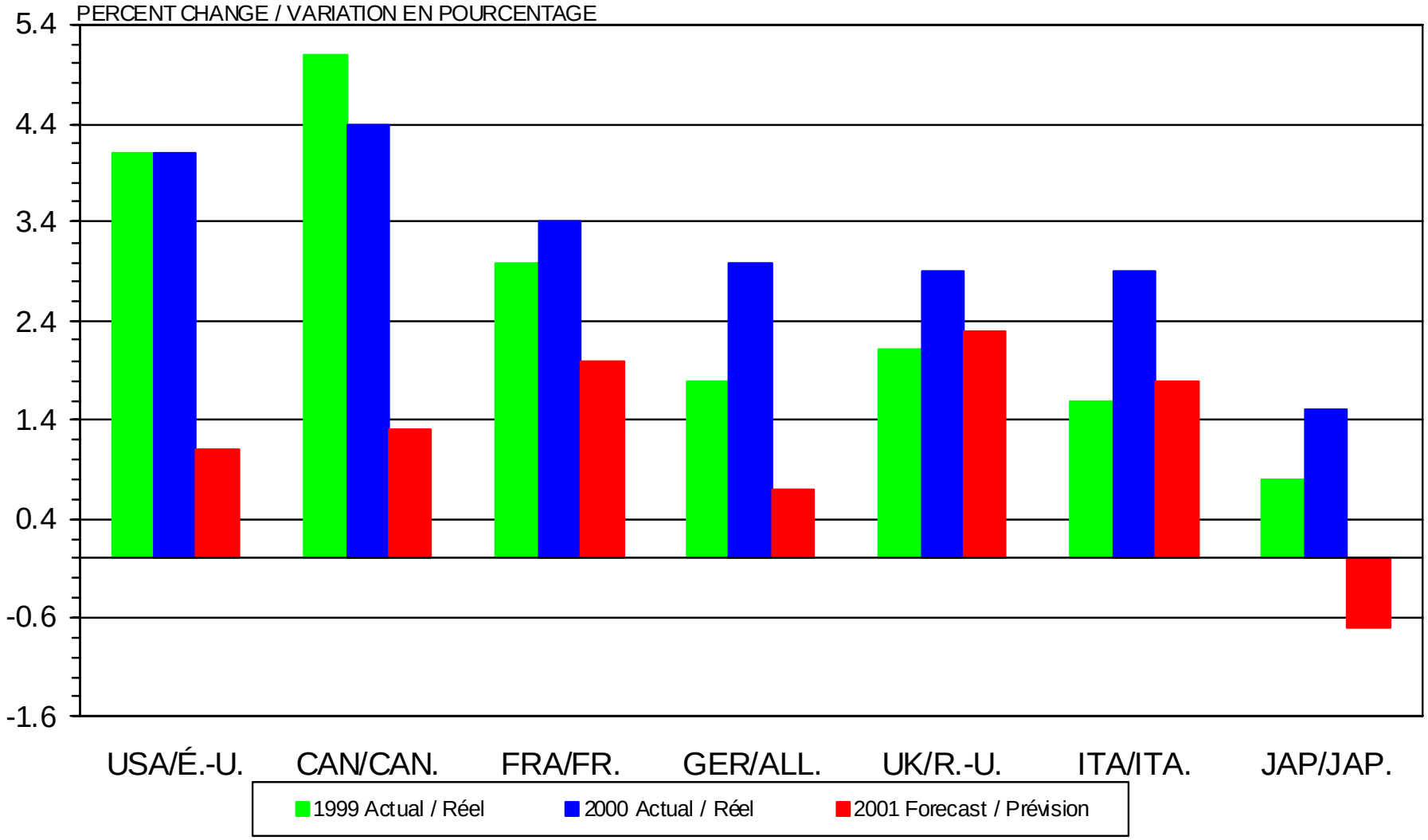
The US economy continued to progress in 2000, with real GDP growth attaining 4.1%. It is projected to decline at a lower level of 1.1% in 2001. Italy's GDP improved in 2000 finishing at 2.9% compared with 1.6% in 1999; activity slowed in 2001 with a 1.8% growth rate. For the United Kingdom, stable growth was maintained at 2.1% for 1999 and 2.9% for 2000; economic growth is forecasted at 2.3% for 2001. All the G-7 countries are expected to experience a decrease in economic growth in 2001 over 2000 levels.

CROISSANCE DU PIB RÉEL DES PAYS DU GROUPE DES SEPT

Ce graphique démontre que les membres du G7 ne constituent pas un groupe homogène en termes de performance économique. L'économie du Japon subit toujours les effets d'une récession qui a débuté en 1997. En appliquant tant bien que mal des politiques macro-économiques, les autorités n'ont réussi à empêcher la situation de se détériorer davantage à moyen terme, et l'on projette un taux de croissance négatif de 0,7 % en 2001. L'économie canadienne a maintenu son élan après avoir connu une croissance considérable de 5,1 % en 1999. Une demande américaine soutenue, une position plus concurrentielle attribuable à la dépréciation du change, un changement de politique financière avec la réalisation d'un excédent budgétaire et un faible taux d'inflation ont permis de maintenir un taux de croissance de 4,4 % en 2000. Pour 2001, le PIB est prévu se stabiliser à 1,3 % en raison des conditions économiques actuelles.

L'économie américaine a continué de progresser en 2000, le PIB réel atteignant 4,1 %. On s'attend à une décélération du taux de croissance, soit de 1,1 % en 2001. En Italie, le PIB s'est amélioré en 2000, clôturant à 2,9 %, comparativement à 1,6 % en 1999; l'activité a légèrement ralentie en 2001, avec un taux de croissance de 1,8 %. Au Royaume-Uni, une croissance stable a été maintenue à 2,1 % en 1999 et 2,9 % en 2000 ; on prévoit une croissance économique de 2,3 % en 2001. Tous les pays du groupe des sept s'attendent à un ralentissement dans la croissance économique en 2001 comparativement à 2000.

G-7 COUNTRIES REAL GDP GROWTH / CROISSANCE DU PIB RÉEL DES PAYS DU GROUPE DES SEPT



SOURCES: OECD ECONOMIC OUTLOOK - TABLE 1 (DECEMBER 2001)

SOURCES: "PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L' OCDE" - TABLEAU 1 (DÉCEMBRE 2001)

GDP GROWTH BY MAJOR COMPONENT

The size of the Canadian economy in constant terms, as measured by GDP, has experienced a three-fold increase over the past thirty years. The major expenditure components of GDP, Consumption, Investment, and Government spending, have all increased, although by differing rates. Investment spending has grown at an annual compound rate of 5.0%, Government by 2.7%, and Consumption by 3.4%.

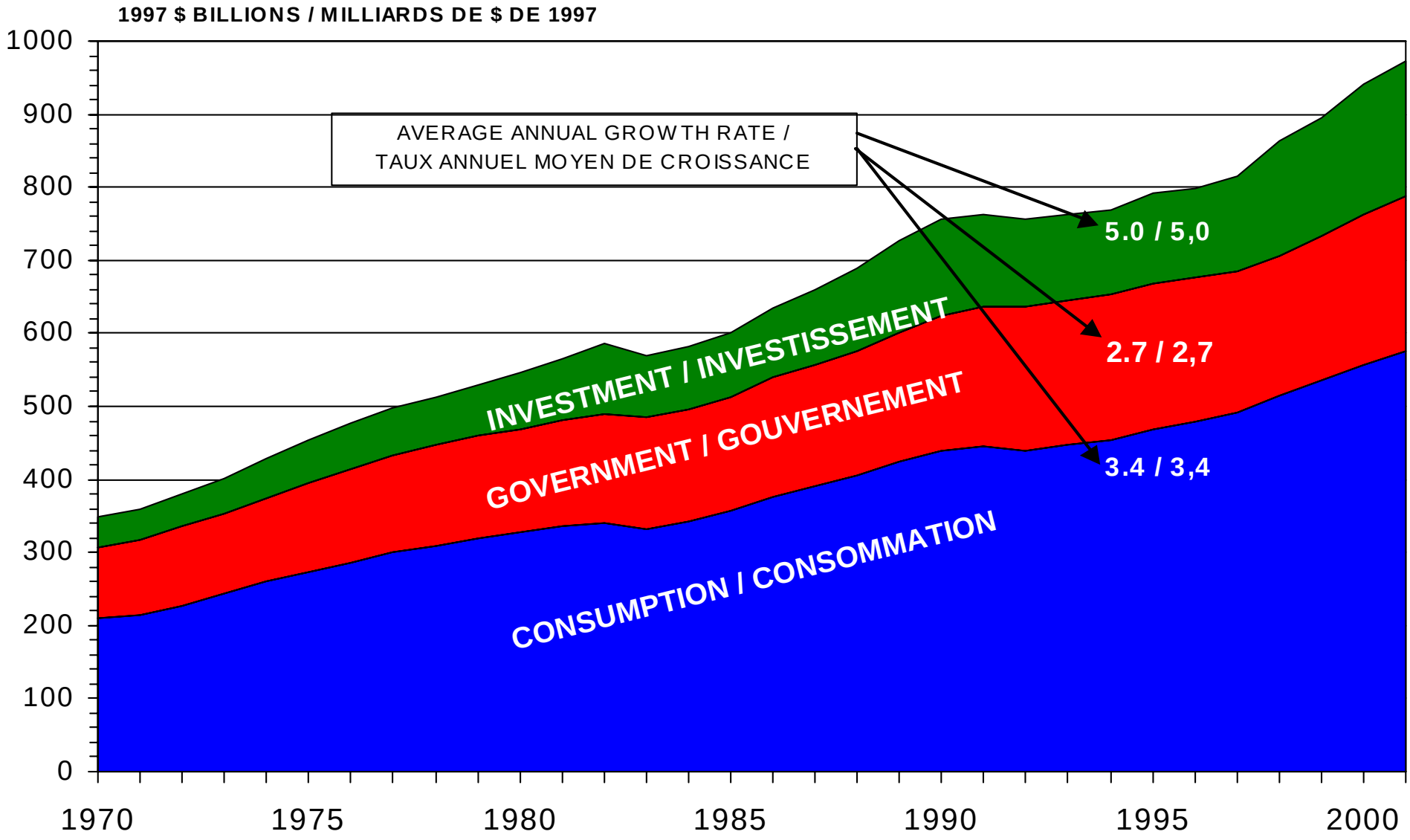
Investment, Government and Consumption spending all continued to increase in 2000. As a contributing factor to GDP growth, Government spending has been increasing since 1998, and rose again in 2000.

CROISSANCE DU PIB PAR COMPOSANTE MAJEURE

Mesurée en termes constants par le PIB, l'économie canadienne a triplé au cours des 30 dernières années. Les composantes majeures du PIB, soit la consommation, l'investissement et les dépenses gouvernementales, ont toutes connu une hausse, qui s'est produite à un taux différent dans chaque cas. Les dépenses d'investissement ont progressé à un taux composé annuel de 5,0 %, les dépenses gouvernementales à un taux de 2,7 % et la consommation à un taux de 3,4 %.

L'investissement, le gouvernement et la consommation ont tous continué d’augmenter en 2000. À titre de pourcentage contributif de la croissance du PIB, les dépenses gouvernementales augmente depuis 1998, et ont encore augmenté en 2000.

GDP GROWTH BY MAJOR COMPONENT / CROISSANCE DU PIB PAR COMPOSANTE MAJEURE



SOURCE: STATISTICS CANADA

SOURCE: STATISTIQUE CANADA

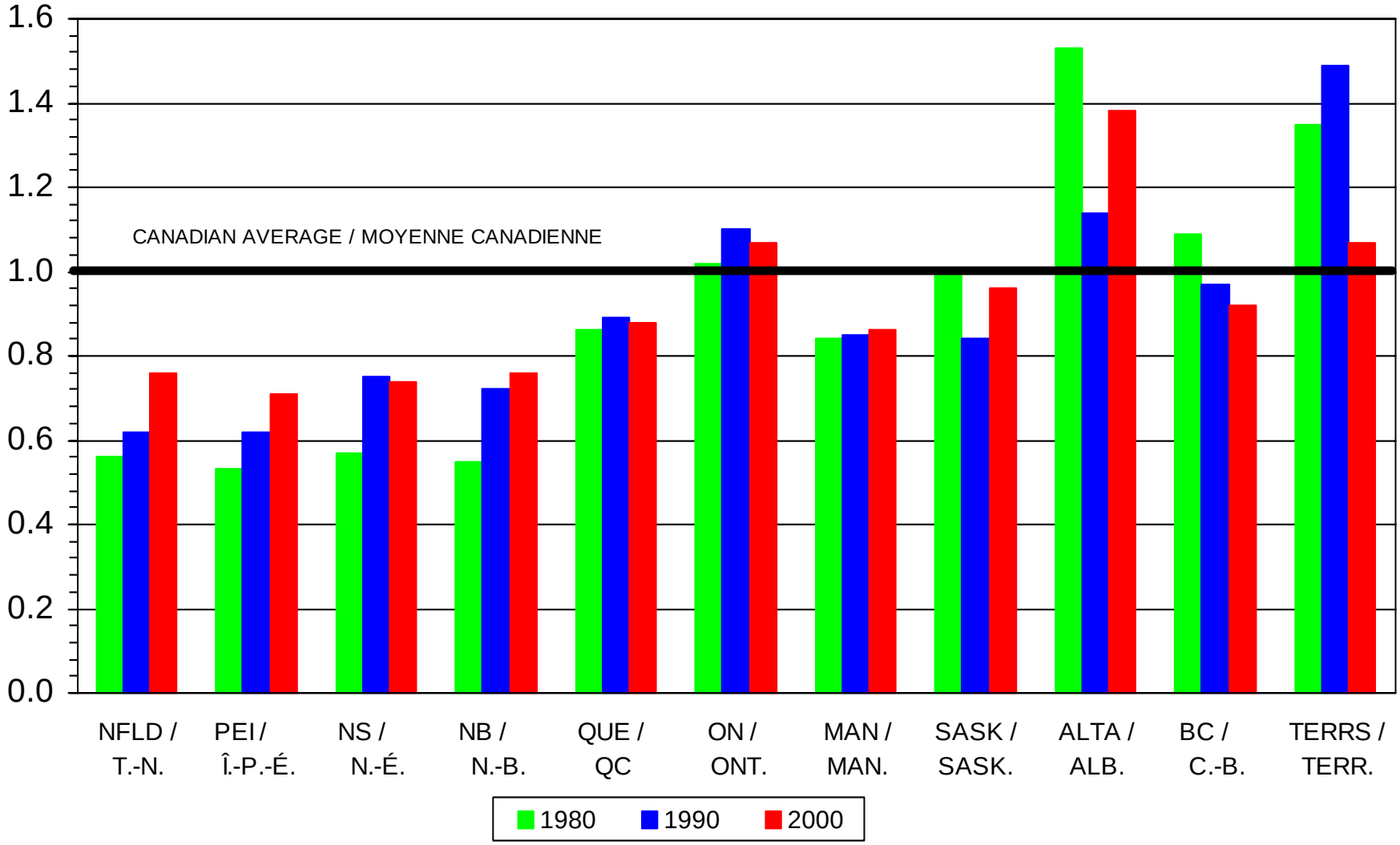
PROVINCIAL GDP PER CAPITA RELATIVE TO NATIONAL AVERAGE

Per Capita GDP varies widely across the country. In comparison to the national average, on a provincial basis, the 2000 per capita GDP varies from 71% in Prince Edward Island to about 138% in Alberta. This dispersion of wealth has only changed modestly over the past twenty years, although there has been a definite narrowing of the inter-provincial gaps. For example, in 1980 the Alberta per-capita GDP was 2.7 times that of Prince Edward Island, whereas the ratio in 2000 was 1.9.

PIB PROVINCIAL PAR HABITANT PAR RAPPORT À LA MOYENNE NATIONALE

Le PIB par habitant varie considérablement d'un bout à l'autre du pays. Comparativement à la moyenne nationale, le PIB par province et par habitant variait en 2000 de 71 % à Île-du-Prince-Édouard à environ 138 % en Alberta. Cette distribution de la richesse a très peu changé au cours des 20 dernières années, bien qu'on ait observé une nette diminution des écarts entre les provinces. À titre d'exemple, en 1980, le PIB par habitant en Alberta était 2,7 fois celui de l'Île-du-Prince-Édouard, alors que cette proportion était tombée à 1,9 en 2000.

PROVINCIAL GDP PER CAPITA RELATIVE TO NATIONAL AVERAGE / PIB PROVINCIAL PAR HABITANT PAR RAPPORT À LA MOYENNE NATIONALE



SOURCE: STATISTICS CANADA

SOURCE: STATISTIQUE CANADA

PROVINCIAL GDP SHARES

The wide variation in economic strength among the Canadian provinces, as measured by provincial shares of Canada's GDP, is evident here. Despite some small changes over the past twenty years, the Atlantic provinces' shares remain very small, even in relation to the Western provinces. Quebec and Ontario, in terms of relative size, remain the two giants representing between them just over 61% of the national economy.

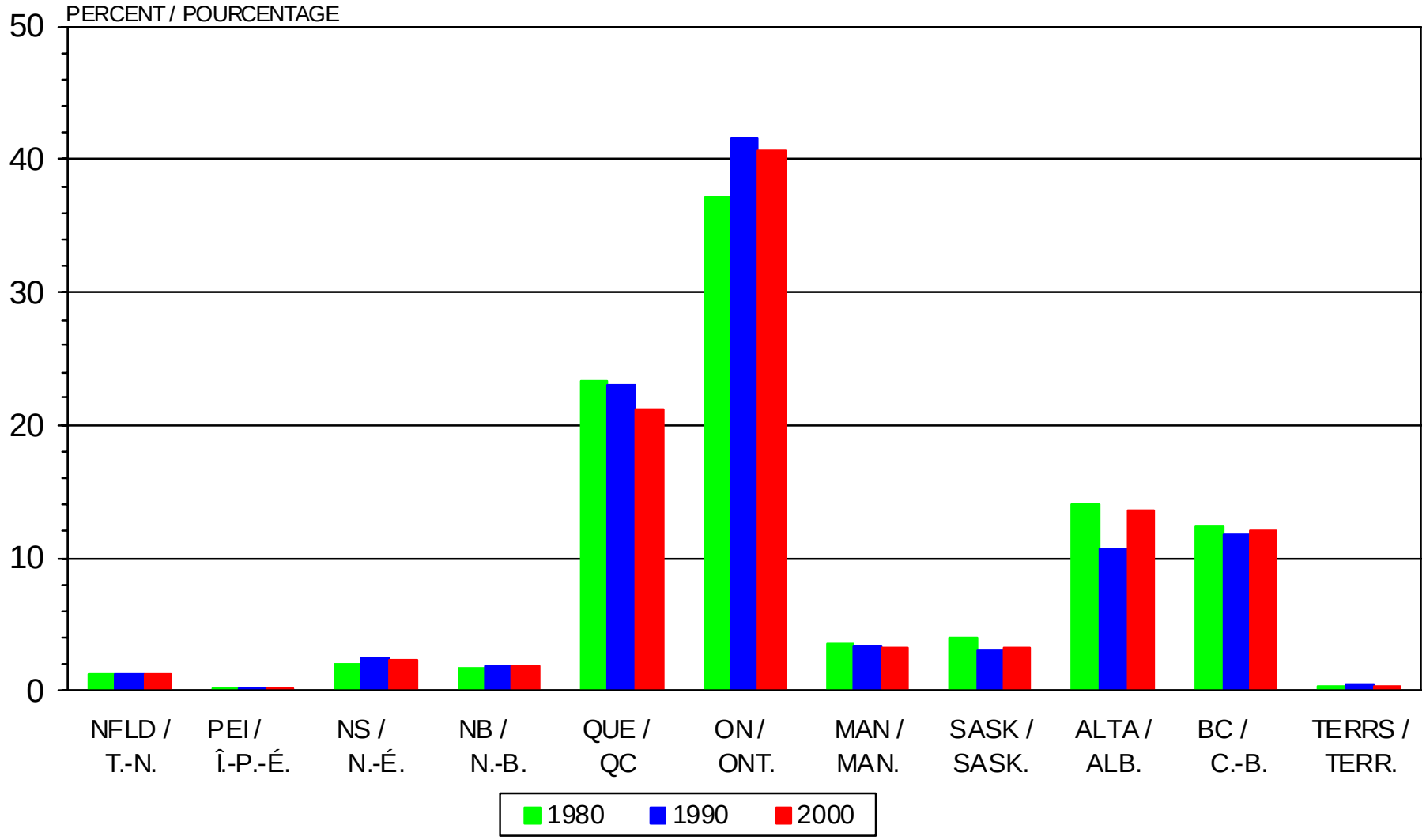
The provincial shares of national GDP follow a pattern similar to their share of the country's population. However, population shares for Quebec and the Atlantic provinces are slightly higher than their GDP shares, while the opposite holds true for Ontario and the Western provinces.

PART DU PIB PAR PROVINCE

On constate ici l'écart important qui existe entre les provinces canadiennes quant à leur force économique, comme l'indique leur part respective du PIB national. Malgré quelques changements mineurs survenus au cours des 20 dernières années, la part des provinces Atlantiques demeure minime même par rapport à celle des provinces de l'Ouest. Pour ce qui est de leur taille respective, le Québec et l'Ontario restent les deux géants, représentant entre eux un peu plus de 61 % de l'économie nationale.

La répartition du PIB national entre les provinces ressemble à la répartition démographique. Toutefois, pour le Québec et les provinces Atlantiques, les statistiques démographiques sont légèrement plus élevées que leur part du PIB, alors que l'inverse est vrai pour l'Ontario et les provinces de l'Ouest.

PROVINCIAL GDP SHARES/
PART DU PIB PAR PROVINCE



SOURCE: STATISTICS CANADA

SOURCE: STATISTIQUE CANADA

GROSS DOMESTIC PRODUCT (GDP) IN PERSPECTIVE

This chart provides a portrayal of the relative size of total Gross Domestic Product, government debts, Federal Government spending and Defence spending.

GDP, which is the value of goods and services produced in the Canadian economy, is forecast to be approximately $1,105.8B for FY 2001-02. The total government debt forecast includes $547.4B of federal debt, $237.8B of provincial debt, and $15.9B of local debt. The Federal Government 2001-02 spending figure of approximately $171.3B includes program spending for major transfers to persons, major transfers to other levels of government, direct program spending, Crown Corporations, Defence, and Public Debt charges. The Defence figure is based on FY 2001-02 Estimates, including Supplementary Estimates A and B, totaling approximately $12.3B, which is 1.1 % of GDP.

Note: The Provincial and Local debt figures are indicative estimates only, gathered from a variety of sources and are the best available at this time. They do not include unfunded pension liabilities. Inconsistent practices among jurisdictions, and from year to year, often lead to significant fluctuations in these figures.

PERSPECTIVE SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

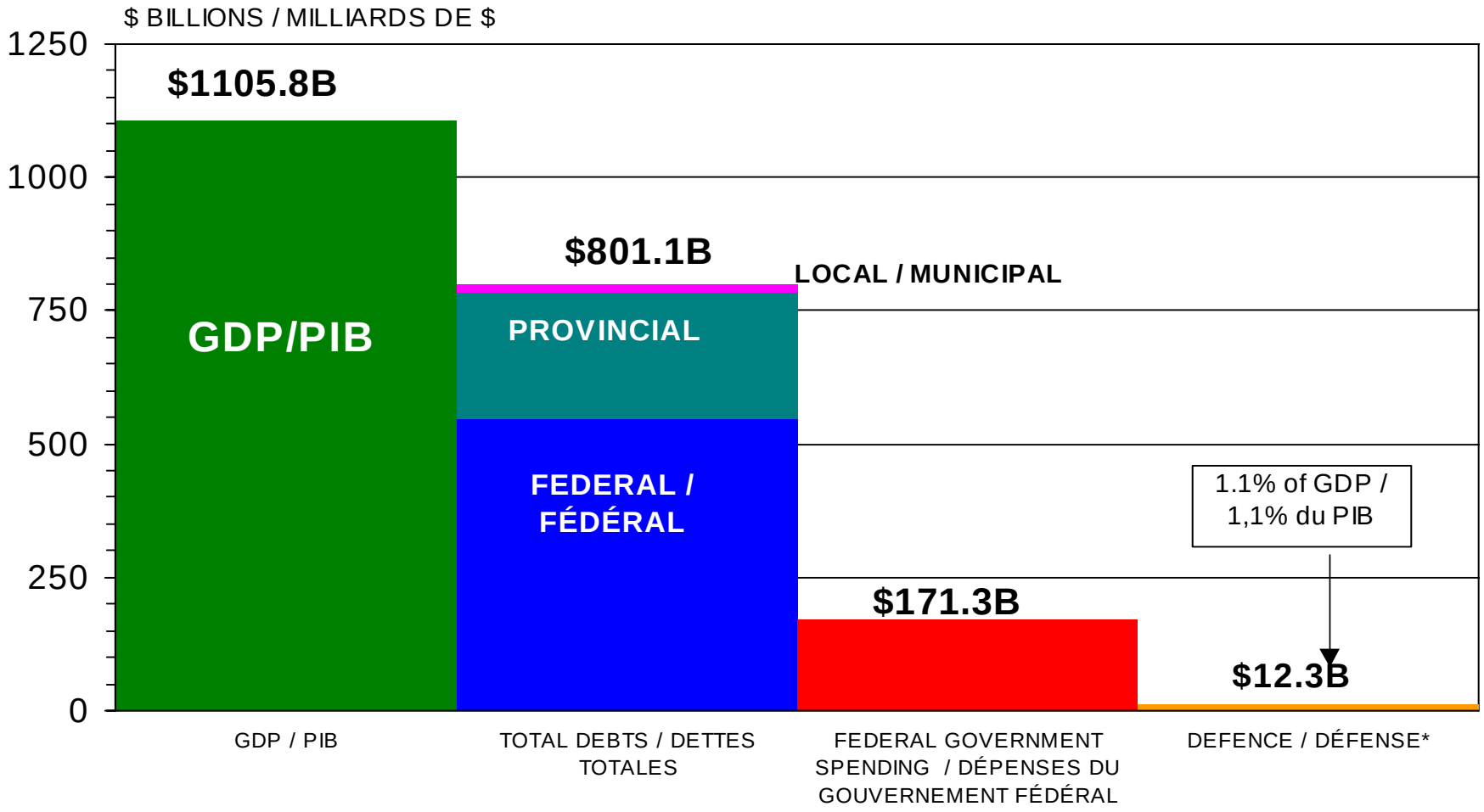
Le graphique démontre l'importance relative du produit intérieur brut, de la dette gouvernementale, des dépenses du gouvernement fédéral et des dépenses de défense.

Le PIB, qui se définit comme la valeur des biens et services produits dans l’économie canadienne, devrait se chiffrer à environ 1 105,8 milliards de dollars pour l’AF 2001-2002. La dette gouvernementale totale prévue, comprend une dette fédérale de 547,4 milliards de dollars, une dette provinciale de 237,8 milliards de dollars et une dette municipale de 15,9 milliards de dollars. La somme d'environ 171,3 milliards de dollars avancée dans le budget fédéral de 2001-2002 comprend les dépenses de programmes pour les principaux transferts aux particuliers, les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement, les dépenses directes de programmes, les paiements aux sociétés d’État, la défense, et les frais de la dette publique. Les dépenses de défense d'environ 12,3 milliards de dollars sont basées sur le Budget des dépenses 2001-2002, incluant le budget des dépenses supplémentaire A et B, et représentent 1,1 % du PIB.

Nota : Les chiffres provinciaux et municipaux ayant trait à la dette sont des estimations indicatives seulement; ils proviennent de sources diverses et sont les meilleures données disponibles en ce moment. Ils n’englobent pas les engagements de retraite non capitalisés. L'emploi de pratiques différentes d'une année à l'autre et d'un ordre de gouvernement à l'autre entraîne souvent d'importantes fluctuations dans ces chiffres.

GROSS DOMESTIC PRODUCT (GDP) IN PERSPECTIVE / PERSPECTIVE SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

2001-02 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2001-2002



NOTE: DEFENCE AMOUNT INCLUDES SUPPLEMENTARY ESTIMATES A AND B / LE MONTANT POUR LA DÉFENSE INCLU LE BUDGET DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRE A ET B.

SOURCE: MIN. OF FINANCE'S BUDGET PLAN, DECEMBER 10, 2001 AND STATISTICS CANADA

SOURCE: PLAN BUDGÉTAIRE MIN. DES FINANCES, 10 DÉCEMBRE 2001 ET STATISTIQUE CANADA

CONSOLIDATED GOVERNMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GDP

Consolidated government expenditures are the sum of federal, provincial, and local municipal expenditures after adjustments for inter-government transfers to eliminate double counting. The Gross Domestic Product is the value of the goods and services produced in the Canadian economy. It includes the returns on foreign capital invested in Canada, but excludes the returns from Canadian investment abroad.

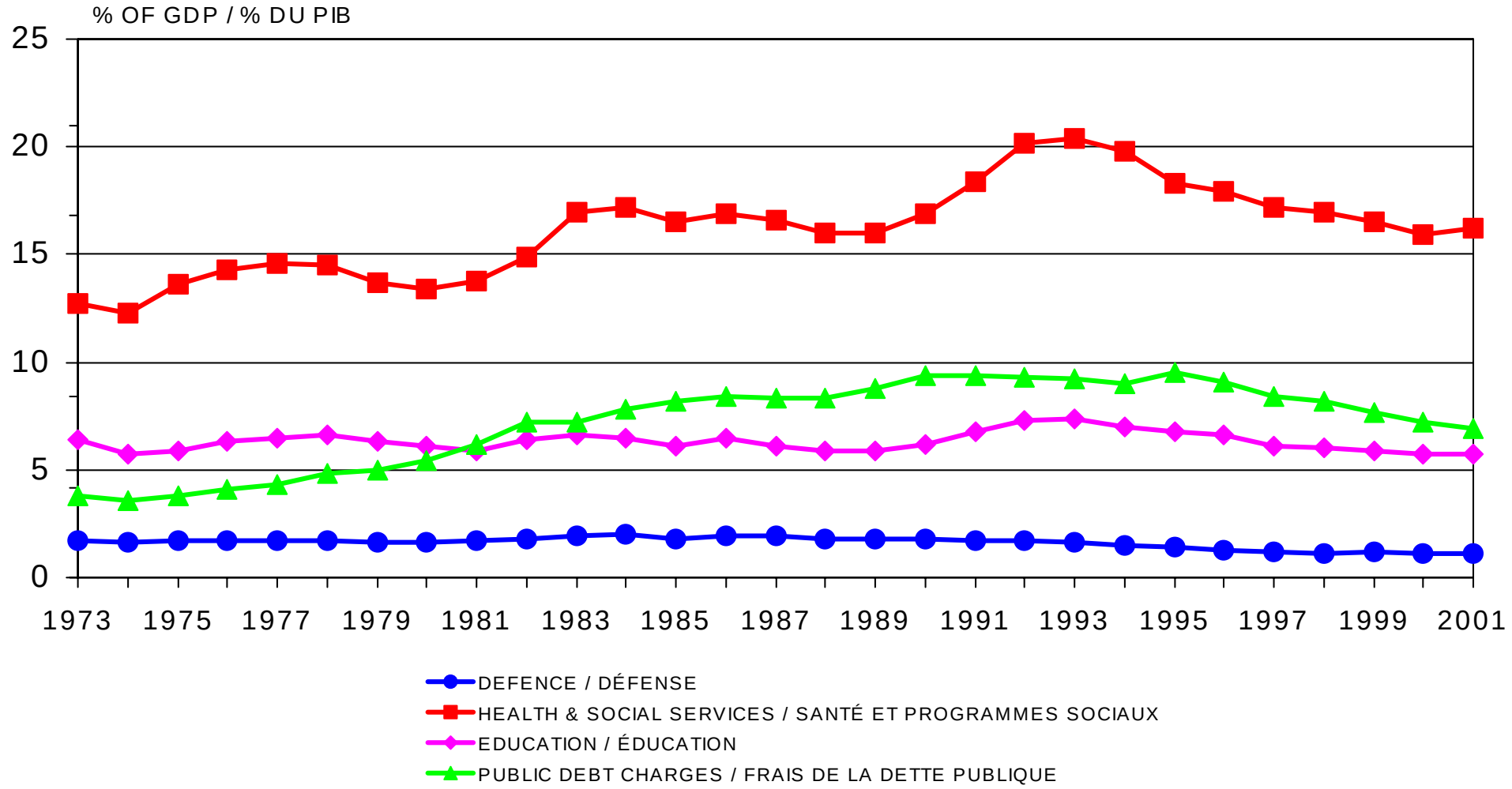
This comparison of selected areas of government spending shows the trend toward greater expenditures in health and social services. In 2001, 1.1% of GDP was spent on Defence while 6.9% was spent on Public debt charges. The downward trend shown on the health and social services line since 1994 has been reversed by a slight increase in expenditures for 2001.

DÉPENSES AGRÉGÉES DU GOUVERNEMENT EN POURCENTAGE DU PIB

Les dépenses agrégées du gouvernement sont la somme des dépenses fédérales, provinciales et municipales après rajustement compte tenu des transferts entre gouvernements pour éliminer la double comptabilisation. Le produit intérieur brut est la valeur des biens et services produits au sein de l'économie canadienne. Il comprend les recettes provenant de l'entrée de capitaux étrangers au Canada, mais non les produits des investissements canadiens à l'étranger.

Cette comparaison de secteurs choisis des dépenses publiques indique la tendance à l'accroissement des dépenses dans les domaines de la santé et des programmes sociaux. En 2001, 1,1 % du PIB était consacré à la défense tandis que 6,9 % était consacré aux frais de la dette publique. Le mouvement de baisse des dépenses liées à la santé et aux programmes sociaux depuis 1994 a été renversé par une petite augmentation des dépenses en 2001.

CONSOLIDATED GOVERNMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GDP / DÉPENSES AGRÉGÉES DU GOUVERNEMENT EN POURCENTAGE DU PIB



SOURCE: STATISTICS CANADA

SOURCE: STATISTIQUE CANADA

CONSOLIDATED GOVERNMENT EXPENDITURES PER CAPITA

Consolidated Government Expenditures, encompassing all levels of government, are shown here on a per capita basis for four selected areas: Defence; Health & Social Services; Education; and Public Debt charges.

In real terms (2001 constant dollars), over the past 29 years, Defence spending per capita, after rising slightly through the 1980s, has remained essentially unchanged, averaging $427. The Public Debt charge per capita has decreased from $2,515 in 2000, to $2,401 in 2001. Education spending has remained practically the same in recent years and has plateaued at approximately $1,900. Health and Social Services have enjoyed relatively stable and steady growth to approximately $5,689.

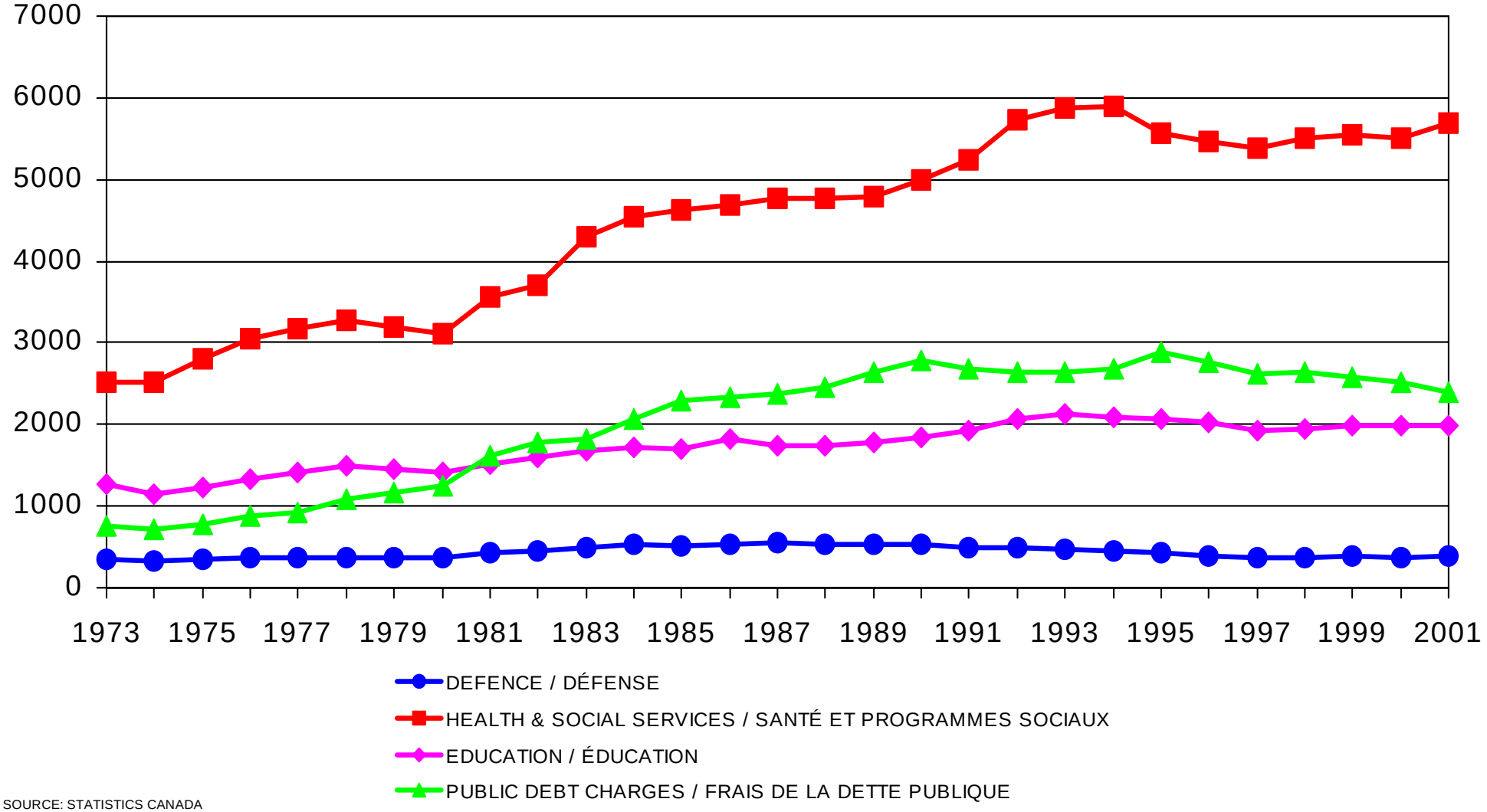
DÉPENSES AGRÉGÉES DU GOUVERNEMENT PAR HABITANT

Les dépenses agrégées du gouvernement, qui englobent tous les ordres de gouvernement, sont indiquées par habitant dans quatre secteurs choisis : défense, santé et programmes sociaux, éducation et frais de la dette publique.

En chiffres absolus (en dollars constants de 2001), au cours des 29 dernières années, les dépenses de défense par habitant, après avoir augmenté quelque peu pendant les années 80, sont restées essentiellement au même niveau, atteignant en moyenne 427 $. Les frais de la dette publique, par habitant, ont diminué de 2 515 dollars en 2000 à 2 401 dollars en 2001. Les dépenses en éducation sont restées pratiquement inchangées et elles ont plafonné à environ 1 900 dollars ces dernières années. Dans les domaines de la santé et des programmes sociaux, les dépenses ont connu une croissance relativement régulière et soutenue à environ 5 689 dollars.

CONSOLIDATED GOVERNMENT EXPENDITURES PER CAPITA / DÉPENSES AGRÉGÉES DU GOUVERNEMENT PAR HABITANT

2001 CONSTANT YEAR DOLLARS / EN DOLLARS CONSTANTS DE 2001



SOURCE: STATISTICS CANADA

SOURCE: STATISTIQUE CANADA

DEFENCE SHARE OF FEDERAL EXPENDITURE BY OBJECT

Although the Federal Government Expenditure Plan and Main Estimates for 2001-02 announced planned spending of approximately $163B, the amount that the Government actually spends directly on goods and services (its Operating and Capital budget) represents only 22% of the total.

These figures, from the 2001-02 Main Estimates Part ll, show planned expenditures by Object. The term Object identifies the nature of the items on which expenditures are made, starting with Standard Objects reported to Parliament (as portrayed here), further subdivided into Reporting Objects, and Departmental Objects (General Ledger Accounts).

Personnel is clearly the predominant item, accounting for roughly one-half of the planned total. These figures include all Defence expenditures, which represent a large share of the repair and maintenance, materials and supplies, and machinery and equipment objects.

PART DU MDN, PAR ARTICLE, DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

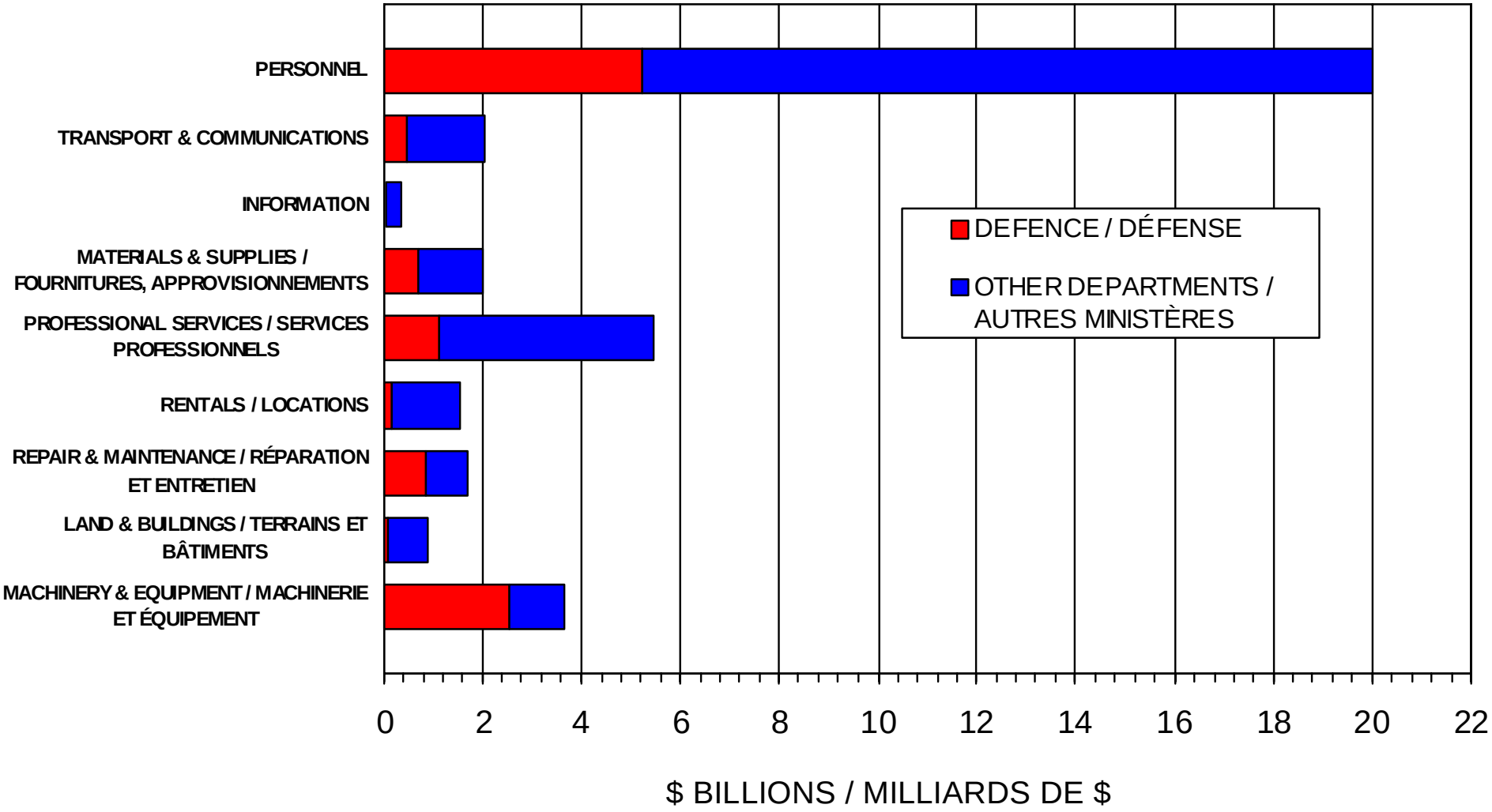
Bien que le Plan de dépenses du gouvernement et Budget principal des dépenses de 2001-2002 s'élève à environ 163 milliards de dollars, en réalité, le gouvernement ne dépense directement en produits et services (budget de fonctionnement et d'immobilisations) qu'approximativement 22 % de cette somme.

Les données présentées ici sont tirées du Budget principal des dépenses 2001-2002, Partie ll, et montrent les dépenses prévues par article. Le mot «article» désigne l'objet sur lequel portent les dépenses; on présente d'abord les articles courants devant faire l'objet d'un rapport au Parlement (comme il est illustré ici), puis les subdivisions «articles de rapport» et «articles d'exécution» (comptes du grand livre général).

La part du personnel est nettement prédominante et représente environ la moitié du total prévu. Ces montants comprennent toutes les dépenses de défense, qui sont constituées en grande partie des dépenses de réparation et d'entretien, de fournitures et d'approvisionnements ainsi que de machinerie et d'équipement.

DEFENCE SHARE OF FEDERAL EXPENDITURE BY OBJECT / PART DU MDN, PAR ARTICLE, DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

2001-02 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2001-2002



SOURCE: 2001-02 ESTIMATES PART II - Pages 1-24 to 1-31

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002, PARTIE II - Page 1-24 À 1-31

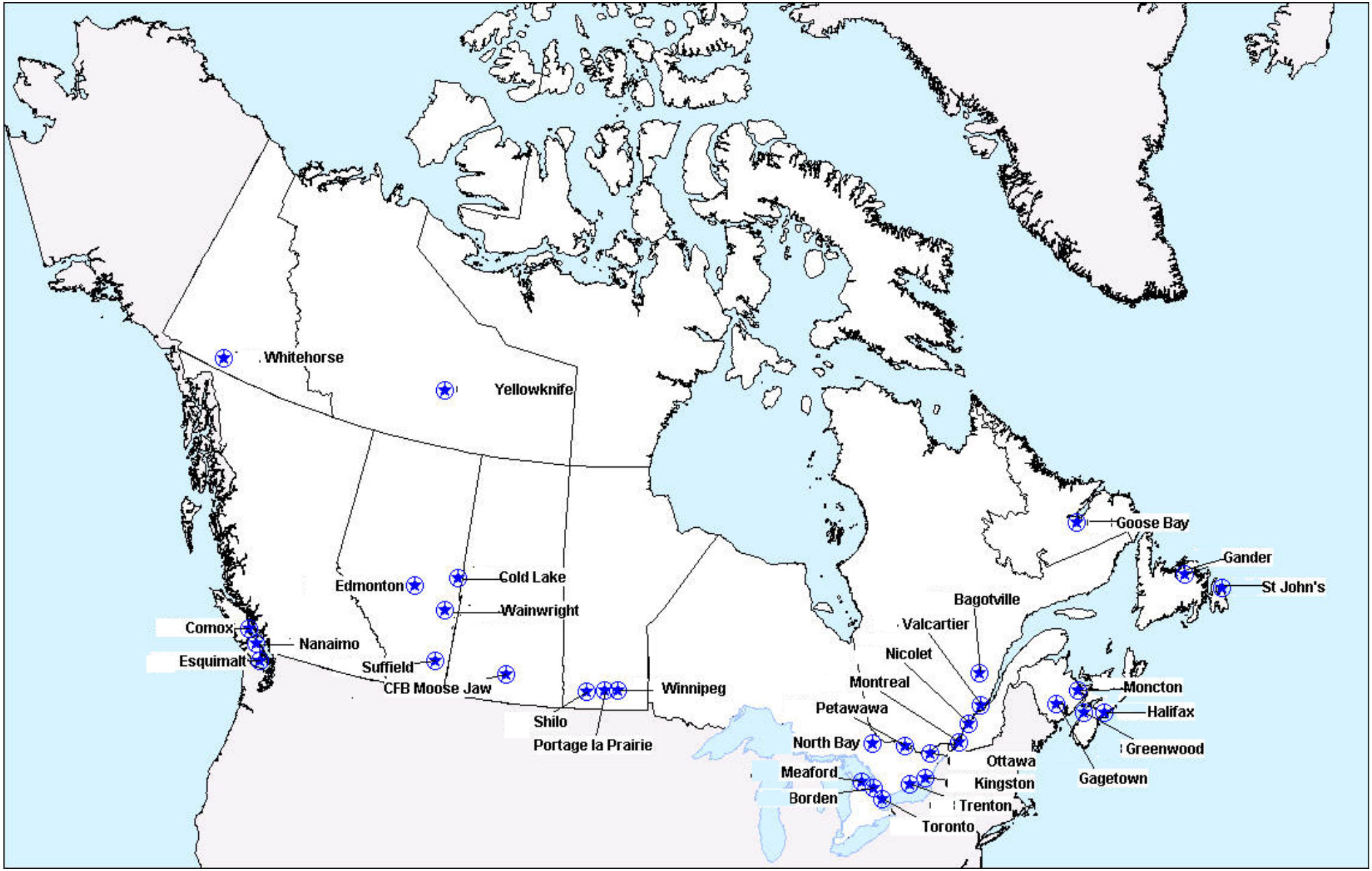
CF MILITARY INSTALLATIONS

This chart displays the various Canadian Forces installations in Canada. The Forces' presence is further extended by over 300 Reserve units, over 125 Canadian Ranger patrols and over 1,100 Cadets units and Junior Ranger patrols. The importance of these units can be viewed as a "Link" or "Bridge" between the Canadian Forces and the community at large. In total, Defence has a presence in every province and territory, and in more than 3,000 communities across the country.

INSTALLATIONS MILITAIRES DES FC

Ce graphique montre les diverses installations militaires des Forces canadiennes sur le territoire national. À cela s'ajoutent 300 unités de la Réserve, plus de 125 patrouilles de Rangers canadiens et plus de 1 100 unités de cadets et patrouilles de Junior Rangers. Ces unités sont importantes, car elles servent de «lien» ou de «pont» entre les Forces canadiennes et les collectivités environnantes. Au total, les Forces canadiennes sont présentes dans chaque province et territoire et dans plus de 3 000 collectivités à travers le pays.

CF MILITARY INSTALLATIONS / INSTALLATIONS MILITAIRES DES FC



SOURCE: DIRECTOR GENERAL REALTY, POLICY AND PLANS (DGRPP)
SOURCE : DIRECTEUR GÉNÉRAL - POLITIQUES ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRES – DGPPI

OUR ECONOMIC PRESENCE

DND's Military (Regular and Reserve Force) and Civilian personnel distribution in Canada, while heavily concentrated in Ontario and Quebec, is quite comparable to that of the Canadian population.

The dollar amounts in each of the boxes on this chart represent the 2000-01 DND Personnel, Operations and Maintenance, and Capital spending by province. The dispersion of the expenditures is not directly comparable to that of the population. This can be explained by the fact that DND Capital expenditures, which vary by project and by location, can be more concentrated in some provinces than others. Therefore, more spending would be tied to the province where the equipment/building construction has occurred. Also, the number of facilities (Headquarters, Bases/Stations, Reserve and Cadet units), located in certain provinces, is greater than others due to military requirements; therefore, expenditures in all provinces will vary accordingly.

It should be noted that the data is provided for the 2000-2001 FY and not 2001-2002 since the information was not yet available at the time of publication.

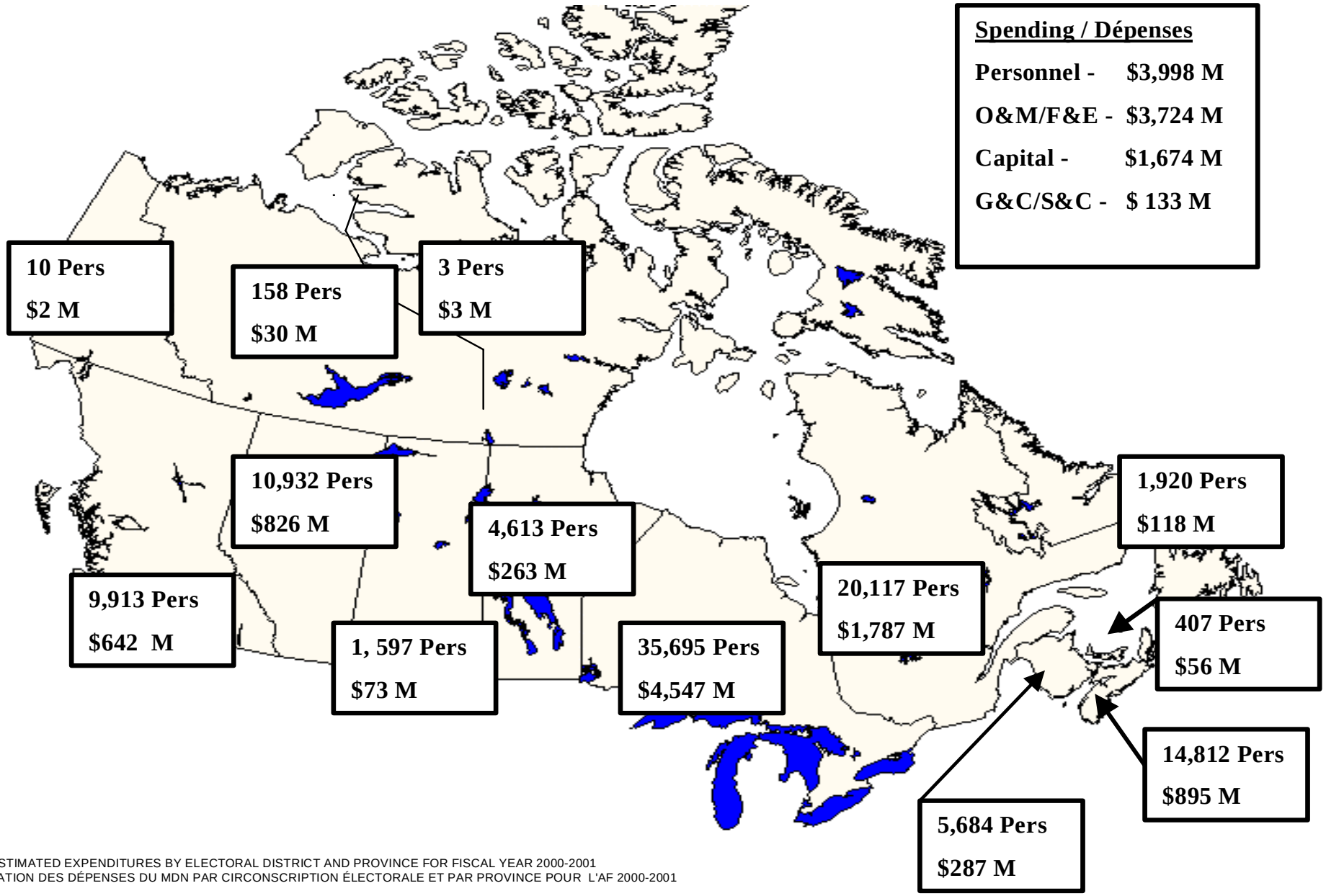
NOTRE PRÉSENCE ÉCONOMIQUE

La répartition du personnel militaire (Force régulière et Réserve) et civil du MDN au Canada, quoique fortement concentrée en Ontario et au Québec, est assez comparable à celle de la population canadienne.

Les montants en dollars dans chacune des cases du graphique représentent les frais de personnel, de fonctionnement et d'entretien du MDN, ainsi que ses dépenses en capital, par province, pour 2000-01. La distribution des dépenses n'est pas directement comparable à celle de la population. Cela peut s'expliquer par le fait que les dépenses en capital du MDN, qui varient selon le projet et l'endroit, peuvent être davantage concentrées dans certaines provinces que dans d'autres. Par conséquent, il y aurait plus de dépenses dans la province où l'équipement a été acheté et où les bâtiments ont été construits. En outre, le nombre d'installations (quartiers généraux, bases/stations, unités de la Réserve et de cadets) situées dans certaines provinces est supérieur à celui d'autres provinces en raison des besoins militaires; les dépenses dans chacune varient donc en conséquence.

Il faut souligner que les données sont fournies pour l'AF 2000-2001 et non 2001-2002, parce que l'information n'était pas encore disponible au moment de la publication.

OUR ECONOMIC PRESENCE / NOTRE PRÉSENCE ÉCONOMIQUE 2000-2001



SOURCE: DND ESTIMATED EXPENDITURES BY ELECTORAL DISTRICT AND PROVINCE FOR FISCAL YEAR 2000-2001
SOURCE: ESTIMATION DES DÉPENSES DU MDN PAR CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE ET PAR PROVINCE POUR L'AF 2000-2001

DEFENCE EXPENDITURES HISTORICAL TREND

The trend in Defence spending is shown in this chart, which depicts Defence spending in constant 2001 dollars, inflated using the DND Economic Model. The line shows a pattern of real growth during the 1980s. From 1990 to 1998, Defence spending declined in real terms. Consequently, today's spending level has a purchasing power roughly equivalent to that of the early 1980s.

The Economic Model is an official publication produced by DND and is used as a means of measuring the impact of inflation on the purchasing power of DND budget dollars. The requirement for the model stemmed from the realization that civilian market price indicators were inappropriate representations of price trends for goods and services purchased by military programs.

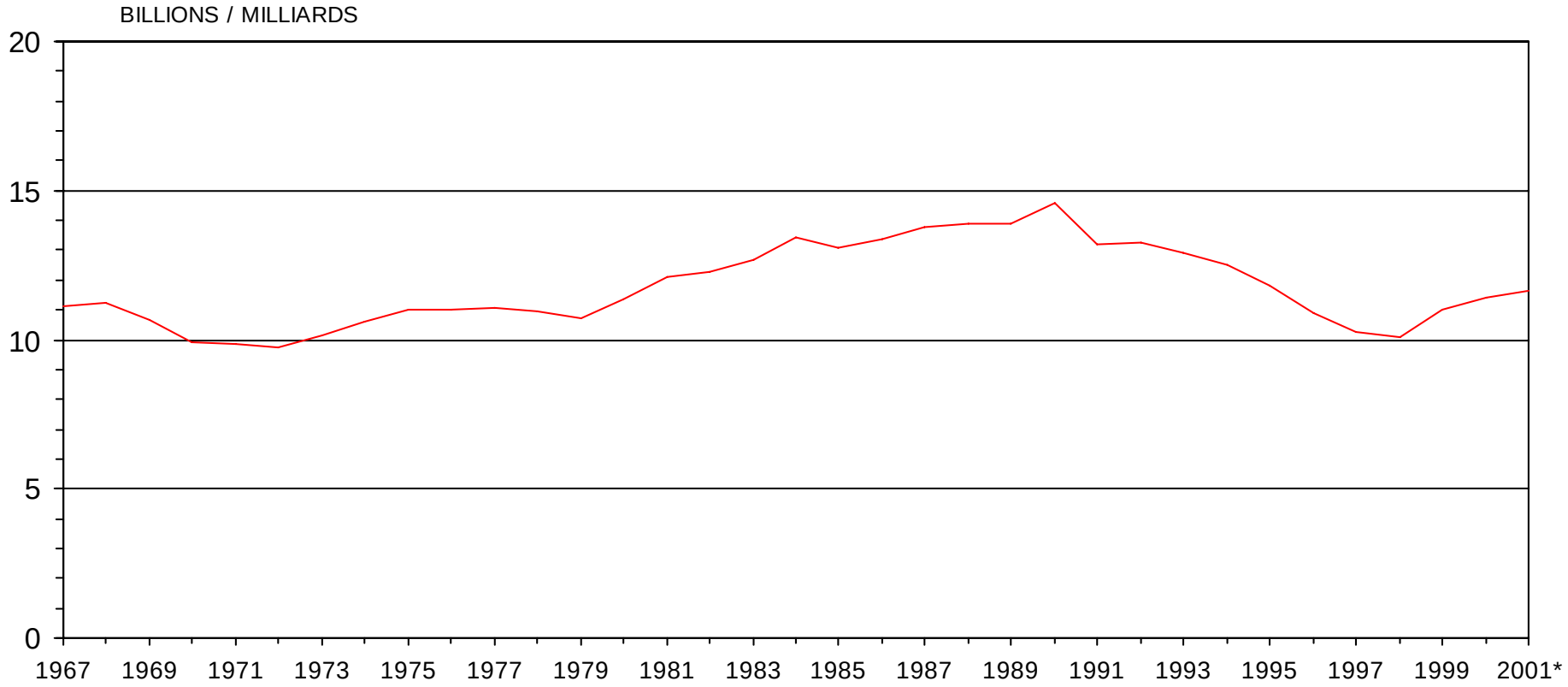
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE DÉFENSE

Le graphique suivant illustre l'évolution des dépenses de défense; elles y sont présentées en dollars constants de 2001, indexés suivant le Modèle économique du MDN. On note une croissance réelle au cours des années 80. De 1990 à 1998, ces dépenses ont diminué en valeur réelle. Par conséquent, le pouvoir d'achat de leur niveau actuel est à peu près égal à celui du début des années 80.

Le Modèle économique est une publication officielle du MDN. Il a été élaboré dans le but de mesurer les effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat du MDN, une fois qu'on a constaté que les indices des prix du marché dans le secteur civil ne représentaient pas adéquatement les tendances des prix des biens et services achetés par l'entremise des programmes militaires.

DEFENCE EXPENDITURES HISTORICAL TREND / ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE LA DÉFENSE

2001 CONSTANT YEAR DOLLARS / EN DOLLARS CONSTANTS DE 2001



*ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: PUBLIC ACCOUNTS, ESTIMATES PART III AND THE DND ECONOMIC MODEL

SOURCE: COMPTES PUBLICS, BUDGET DES DÉPENSES, PARTIE III ET LE MODELE ÉCONOMIQUE DU MDN

DND EXPENDITURES BY SERVICE LINE

This chart shows the breakdown of DND expenditures by service line. Land Forces in Canada account for $3.15B; Air Forces in Canada (including air support to Maritime and Land Forces in Canada) account for $3.02B; Maritime Forces account for $1.9B; Materiel, Infrastructure and Environment Support $0.71B; Personnel Support (including personnel development, personnel management, personnel services, and health services) $0.75B; Department/Forces Executive services $0.43B; Communications and Information Management $0.45B; and, Joint Operations and Civil Emergency Preparedness $0.98B.

For a detailed description of each service line, please refer to the National Defence 2001-02 Estimates, Part III – Report on Plans and Priorities.

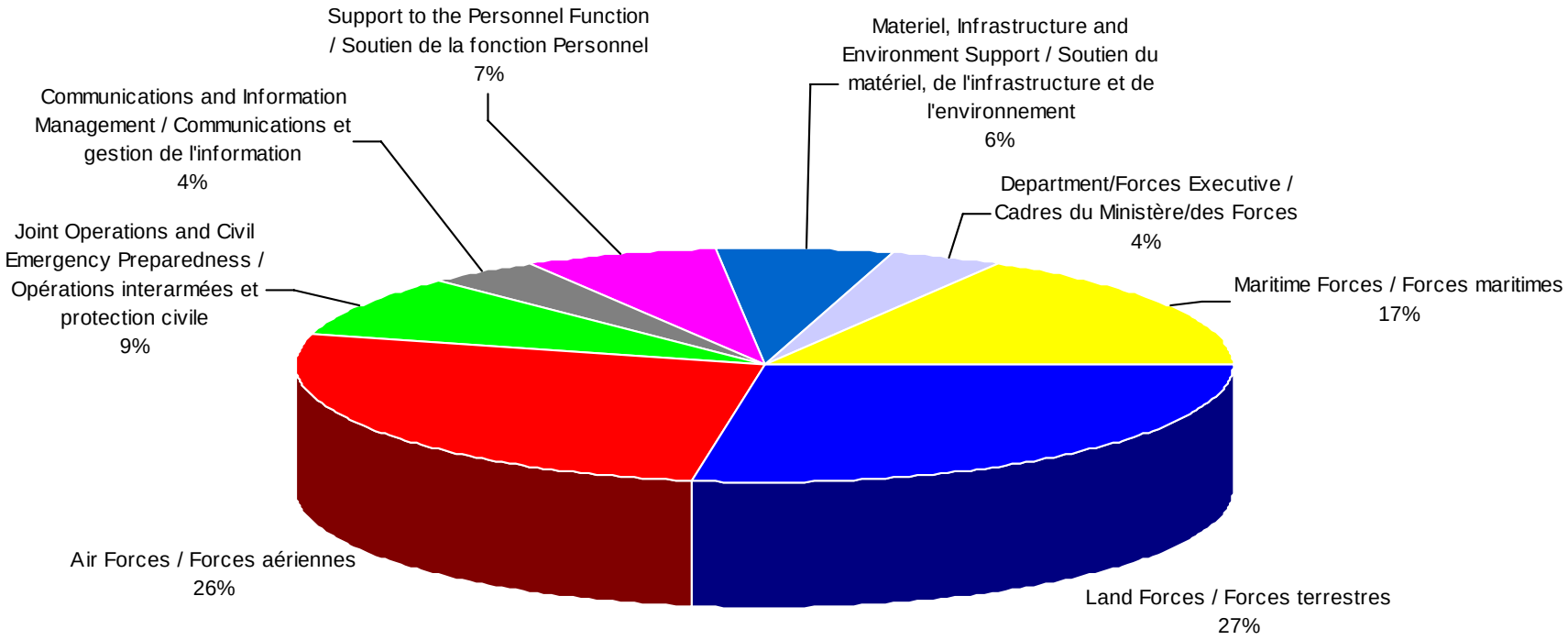
DÉPENSES DU MDN PAR GAMME DE SERVICES

Le graphique présente la répartition des dépenses du MDN par gamme de services : force terrestre au Canada, 3,15 milliards de dollars; force aérienne au Canada (y compris l'appui aérien aux forces maritimes et terrestres au Canada), 3,02 milliards de dollars; forces maritimes, 1,9 milliards de dollars; soutien du matériel, de l'infrastructure et de l'environnement, 0,71 milliard de dollars; soutien du personnel (y compris perfectionnement et gestion du personnel, services au personnel et services de santé), 0,75 milliard de dollars; cadres de direction du Ministère et des Forces, 0,43 milliard de dollars; communications et gestion de l'information, 0,45 milliard de dollars; et opérations interarmées et protection civile, 0,98 milliard de dollars.

Pour une description détaillée de chaque gamme de services, voir la Partie III – Rapport sur les plans et les priorités du Budget des dépenses 2001-2002 de la Défense nationale.

DND EXPENDITURES BY SERVICE LINE / DÉPENSES DU MDN PAR GAMME DE SERVICES

2001-02 ESTIMATES OF $11.39 BILLION
BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002 DE 11,39 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: 2001-02 ESTIMATES PART I AND II - PAGE 16-4

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002, PARTIES I ET II - PAGE 16-4

TREND IN DND EXPENDITURES BREAKDOWN

This graph displays, on an annual basis for the past 30 years, the share of Defence expenditures devoted to each major category. It is important to note that an increasing share does not necessarily indicate a corresponding change in the amount of money being spent for a component, only that the particular component is consuming a larger or smaller portion of the total annual expenditure.

The temporary peak of Personnel costs in 1994-95 was due to the restructuring costs as part of the Force and Civilian Reduction Plans. Actual Capital expenditures decreased until 1972-73 and, accordingly, the share spent on Capital. From a high in 1984-85 until 1991-92, this component only received the funding residual after other requirements were satisfied; hence, in a period where other component costs were rising quickly and the Department received only modest funding increases, less and less was available for Capital.

As of 1995-96, Ammunition and the majority of Research and Development expenditures (previously accounted for as Capital expenditures) were assigned to Operating expenditures to better reflect Treasury Board guidelines.

The share spent on Statutory costs, Grants and Contributions is expected to be relatively stable in 2001-2002.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU MDN

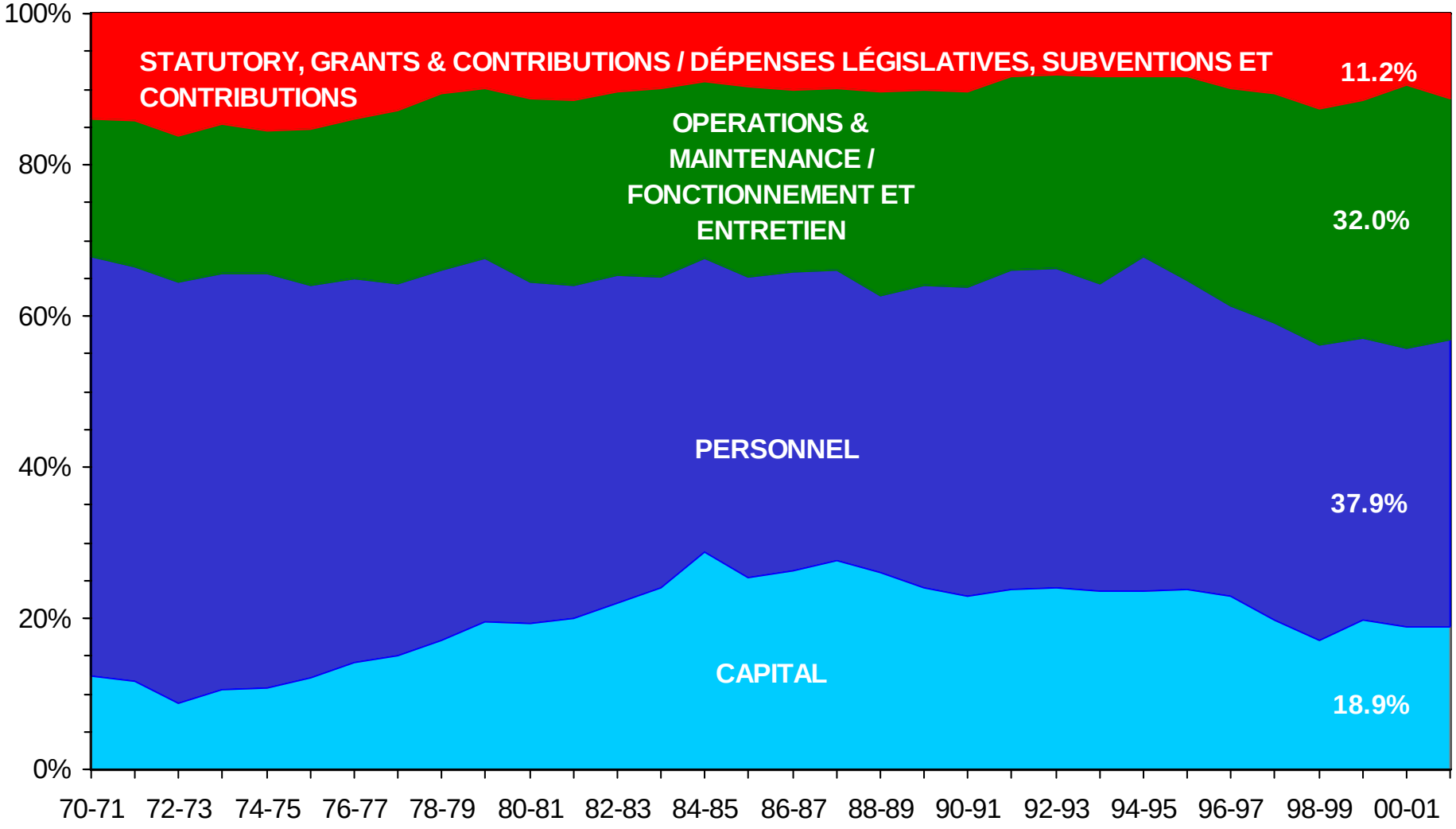
Ce graphique montre la part annuelle des dépenses du MDN consacrée à chaque grande composante au cours des 30 dernières années. Il importe de noter qu'une augmentation de la part des dépenses ne reflète pas nécessairement une augmentation correspondante des sommes dépensées, mais indique plutôt que la composante en question représente une part plus forte ou plus faible des dépenses annuelles totales.

Le sommet temporaire atteint par les frais de personnel en 1994-1995 était attribuable aux coûts de restructuration découlant des programmes de réduction des forces et du personnel civil. Les dépenses réelles en capital, et par conséquent leur part du budget, ont diminué jusqu'en 1972-1973. D’un haut en 1984-85 jusqu'à 1991-1992, cette composante ne recevait que les fonds disponibles après l'engagement des autres dépenses; c'est pourquoi au moment où les dépenses liées à d’autres composantes augmentaient rapidement et où les hausses de budget du Ministère étaient modestes, de moins en moins de fonds étaient alloués aux dépenses en capital.

Depuis 1995-1996, les dépenses en munitions et la plupart des dépenses en recherche et développement (autrefois comptabilisées comme dépenses en capital) sont imputées aux dépenses de fonctionnement, ce qui est plus conforme aux lignes directrices du Conseil du Trésor.

La part du budget consacrée aux dépenses législatives ainsi qu’aux subventions et contributions devrait demeurer relativement stable en 2001-2002.

TREND IN DND EXPENDITURES BREAKDOWN / ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU MDN



SOURCE: ESTIMATES PART III, VARIOUS YEARS

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES PARTIE III, ANNÉES DIVERSES

* ESTIMATE / ESTIMATION

DND EXPENDITURE BREAKDOWN

The Defence envelope can be broken down by spending authority. The following table depicts the estimated breakdown for the period 2001-02:

	Billions
Military and Civilian personnel	4.32
Operations and Maintenance*	3.64
Capital expenditures	2.15
Statutories, Grants and Contributions	1.28
TOTAL	11.39

*Net of revenues credited to the vote

RÉPARTITION DES DÉPENSES DU MDN

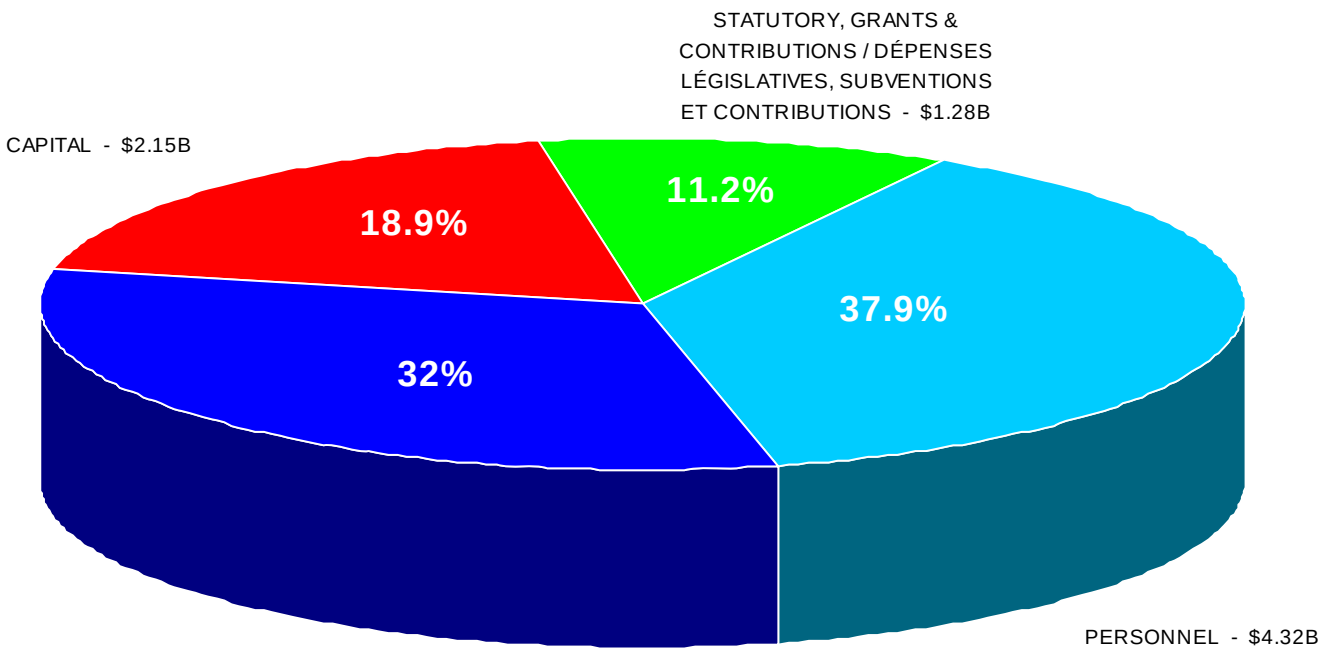
L'enveloppe de la Défense peut être divisée en autorisations de dépenser. Le tableau suivant montre les autorisations de dépenser pour l'année 2001-2002 :

	(en milliards de dollars)
Personnel militaire et civil	4,32
Fonctionnement et entretien*	3,64
Dépenses en capital	2,15
Dépenses législatives, subventions et contributions	1,28
TOTAL	11,39

*Montant net des recettes à valoir sur le crédit

DND EXPENDITURE BREAKDOWN / RÉPARTITION DES DÉPENSES DU MDN

2001-02 ESTIMATES OF $11.39 BILLION
BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002 DE 11,39 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: 2000-01 ESTIMATES PART III - REPORT ON PLANS AND PRIORITIES AND DB 4-2-2

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2000-2001, PARTIE III - RAPPORT SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS, ET DB 4-2-2

* NET OF REVENUES CREDITED TO THE VOTE /
* MOINS LES RECETTES À VALOIR SUR LE CRÉDIT

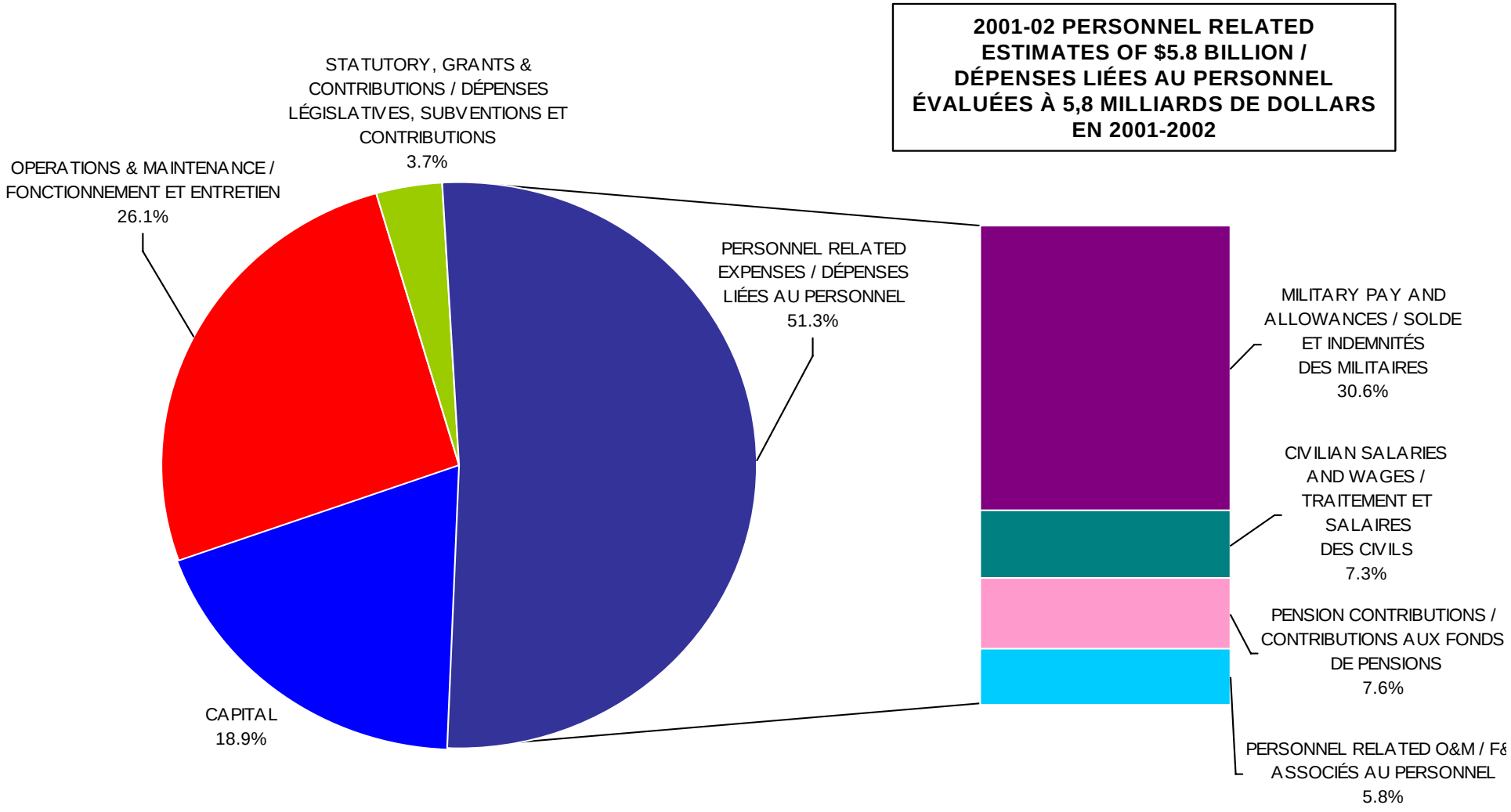
PERSONNEL (P) SHARE OF DND SPENDING

The $4.3B spent to pay our personnel, including civilians, does not include all personnel related costs. The total personnel related costs are approximately $5.8B or 51% of net National Defence expenditures. These are referred to on this chart and are divided as follows: $3.5B for Military Pay and Allowances; $0.8B for Civilian Pay and Allowances; $0.8B for Pension Plan Contributions; and $0.7B for Personnel Related O&M items such as travel, food, clothing, education of dependents, tuition, medical, rental of living quarters, and rental of buildings and facilities for education, training and recreation.

PART DES DÉPENSES DU MDN CONSACRÉE AU PERSONNEL (P)

Le montant de 4,3 milliards de dollars consacré à la rémunération du personnel, y compris le personnel civil, ne comprend pas tous les coûts liés au personnel. Les frais de personnel totalisent environ 5,8 milliards de dollars, soit 51 % des dépenses nettes de la Défense nationale. Le graphique montre ces dépenses en les divisant comme suit : 3,5 milliards de dollars pour le solde et les indemnités des militaires; 0,8 milliard de dollars pour le traitement et les indemnités des civils; 0,8 milliard de dollars pour les cotisations aux régimes de pension; et 0,7 milliard de dollars pour les dépenses de F&E liées au personnel comme les déplacements, les repas, les vêtements, l’éducation des personnes à charge, les frais de scolarité, les soins médicaux, les loyers et la location de bâtiments et d'installations pour l'éducation, l’instruction et les loisirs.

PERSONNEL SHARE OF DND SPENDING / PART DES DÉPENSES DU MDN CONSACRÉE AU PERSONNEL



SOURCE: 2001-02 ESTIMATES PART III - REPORT ON PLANS AND PRIORITIES

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002, PARTIE III - RAPPORT SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS

DND GROSS OPERATIONS AND MAINTENANCE (O&M) SPENDING

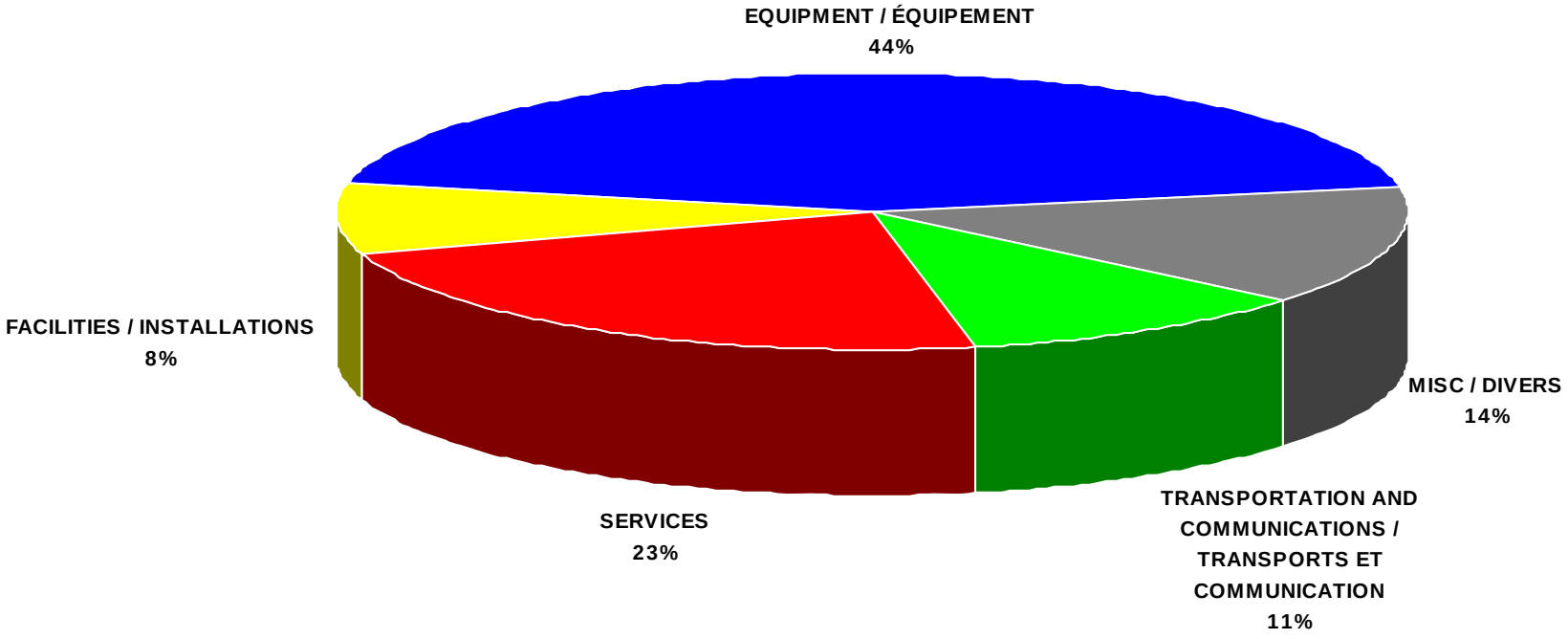
The operation of our equipment requires approximately 44% of the $3.98B Gross Operations and Maintenance budget. This includes such items as petroleum, oil and lubricants, spares, and repair and overhaul of our operational and support equipment. We spend 8% for the maintenance of our facilities and other infrastructure related costs, including contracts for janitorial services. Transportation and communication costs absorb a further 11%. We spend another 23% on a wide range of services including professional and special services, information and dependent education. Finally, 14% of O&M spending goes for the purchase of miscellaneous support items such as food and clothing, and all equipment rentals.

DÉPENSES BRUTES DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN (F&E) DU MDN

Le fonctionnement de notre l'équipement absorbe environ 44 % du budget des dépenses brutes de fonctionnement et d'entretien, qui s'élève à 3,98 milliards de dollars. Ces fonds sont dépensés notamment en produits pétroliers, en huile et lubrifiants, en pièces de rechange et en travaux de réparation et de révision du matériel opérationnel et de soutien. Nous consacrons 8 % du budget de F&E à l'entretien des installations ainsi qu'à d'autres coûts liés à l'infrastructure, comme les contrats de services de nettoyage et d'entretien. Les dépenses relatives aux transports et communication comptent pour 11 %. En outre, 23 % du budget de F&E est alloué à une vaste gamme de services, comme les services professionnels et spéciaux, l'information et l'éducation des personnes à charge. Enfin, l'achat d'articles de soutien divers, notamment des vivres et des vêtements, et la location de l'équipement comptent pour 14 % des dépenses de F&E.

DND GROSS OPERATIONS AND MAINTENANCE SPENDING / DÉPENSES BRUTES DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN DU MDN

2001-02 ESTIMATES OF $3.98 BILLION
BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002 DE 3,98 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: 2001-02 ESTIMATES PART III - REPORT ON PLANS AND PRIORITIES

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002, PARTIE III - RAPPORT SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS

DND CAPITAL SPENDING 2001- 02 ESTIMATES

In this graph, Capital spending is divided into five categories: Machinery and Equipment, which account for 86.2% of Capital spending; Land, Buildings, and Works for 5.4%; Professional Services for 3.5%; Personnel costs for 1.4%; and Other costs for 3.5%.

As additional information, following is a listing that provides the distribution of the Capital Expenditures by activity as estimated for Fiscal Year 2001-02:

	(millions)
Maritime Forces	$ 303.6
Land Forces	770.9
Air Forces	769.2
Joint Operations and Civil Emergency Preparedness	29.4
Communications and Information Management	177.8
Support to the Personnel Function	37.1
Materiel, Infrastructure and Environment Support	49.7
Department/Forces Executive	11.9
TOTAL	$ 2,149.6

DÉPENSES EN CAPITAL DU MDN BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002

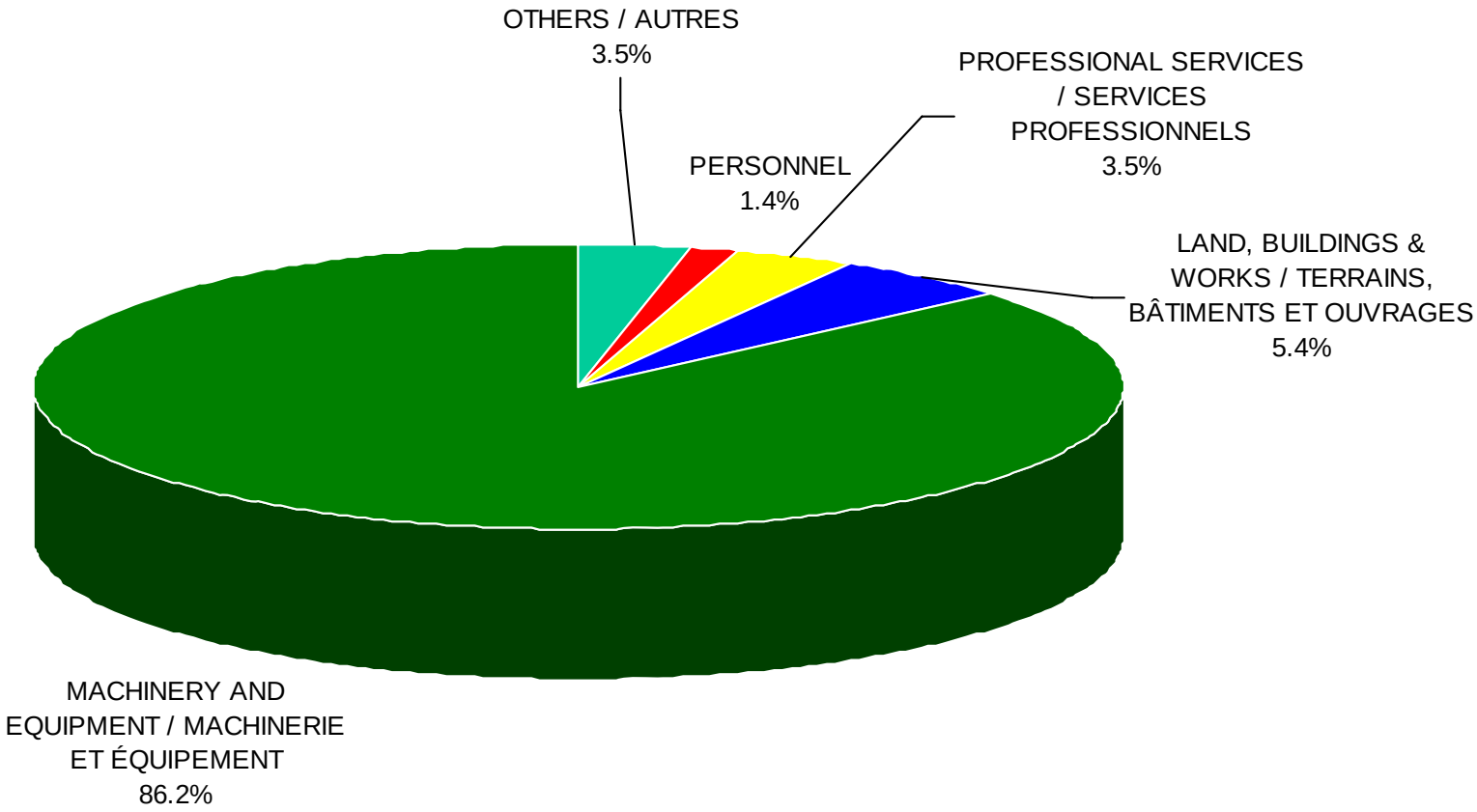
Sur ce graphique, les dépenses en capital sont divisées en cinq catégories. La machinerie et l'équipement correspondent à 86,2 % des dépenses en capital; les terrains, les bâtiments et les ouvrages à 5,4 %; les services professionnels à 3,5 %; les frais de personnel à 1,4 %; et les autres coûts à 3,5 %.

À titre d'information additionnelle, on présente ci-dessous la répartition prévue des dépenses en capital, par activité, pour l'année financière 2001-2002.

	(en millions de dollars)
Forces maritimes	$ 303,6
Forces terrestres	770,9
Forces aériennes	769,2
Opérations interarmées et protection civile	29,4
Communications et gestion de l'information	177,8
Soutien de la fonction Personnel	37,1
Soutien du matériel, de l'infrastructure et de l’environnement	49,7
Direction du Ministère et des Forces	11,9
TOTAL	$ 2 149,6

DND CAPITAL SPENDING / DÉPENSES EN CAPITAL DU MDN

2001-02 ESTIMATES OF $2.149 BILLION
BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002 DE 2,149 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: 2001-02 ESTIMATES PART III - REPORT ON PLANS AND PRIORITIES

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002, PARTIE III - RAPPORT SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS

SIGNIFICANT MAJOR CROWN PROJECTS IN DND CAPITAL SPENDING

This graph portrays the significant impact that Major Crown Projects (MCP) have on the 2001-02 Capital spending of $2.15B. MCPs are typically projects valued at $100M or more, and of exceptional importance and/or sensitivity. The forecasted expenditures for 13 MCPs (see chart next page) are currently estimated to account for 59% of the total Capital portion of the 2001-02 budget.

Detailed descriptions of the acronyms for the projects shown on the graph are as follows:

CSH	Canadian Search and Rescue Helicopter
CFUTTH	CF Utility Tactical Transport Helicopter
MILSATCOM	Protected Military Satellite Communication
APC	Armoured Personnel Carriers
CFSSU	CF Supply System Upgrade
TCCCS	Tactical Command, Control, and Communications System
SCLE	Submarine Capability Life Extension
CTS	Clothe the soldier
CF-18 IMP	CF-18 Incremental Modernization Project
MHP	Maritime Helicopter Project
M113 APC	Armoured Personel Carier Life Extension Project
ESSM	Evolved Sea Sparrow Missile
Others	All other capital project expenditures

More details are available on these MCPs and other capital projects from the National Defence 2001-02 Estimates Part III – Report on Plans and Priorities.

IMPACT DES GRANDS PROJETS DE L'ÉTAT SUR LES DÉPENSES EN CAPITAL DU MDN

Ce graphique illustre l'impact appréciable qu'ont les grands projets de l'État sur les dépenses en capital de 2,15 milliards de dollars en 2001-2002. Ces projets sont généralement évalués à 100 millions de dollars ou plus et ont une importance exceptionnelle et/ou un caractère critique. Les dépenses liées à 13 grands projets en cours (voir la page suivante) sont estimées à 59 % des dépenses en capital prévues dans le budget de 2001-2002.

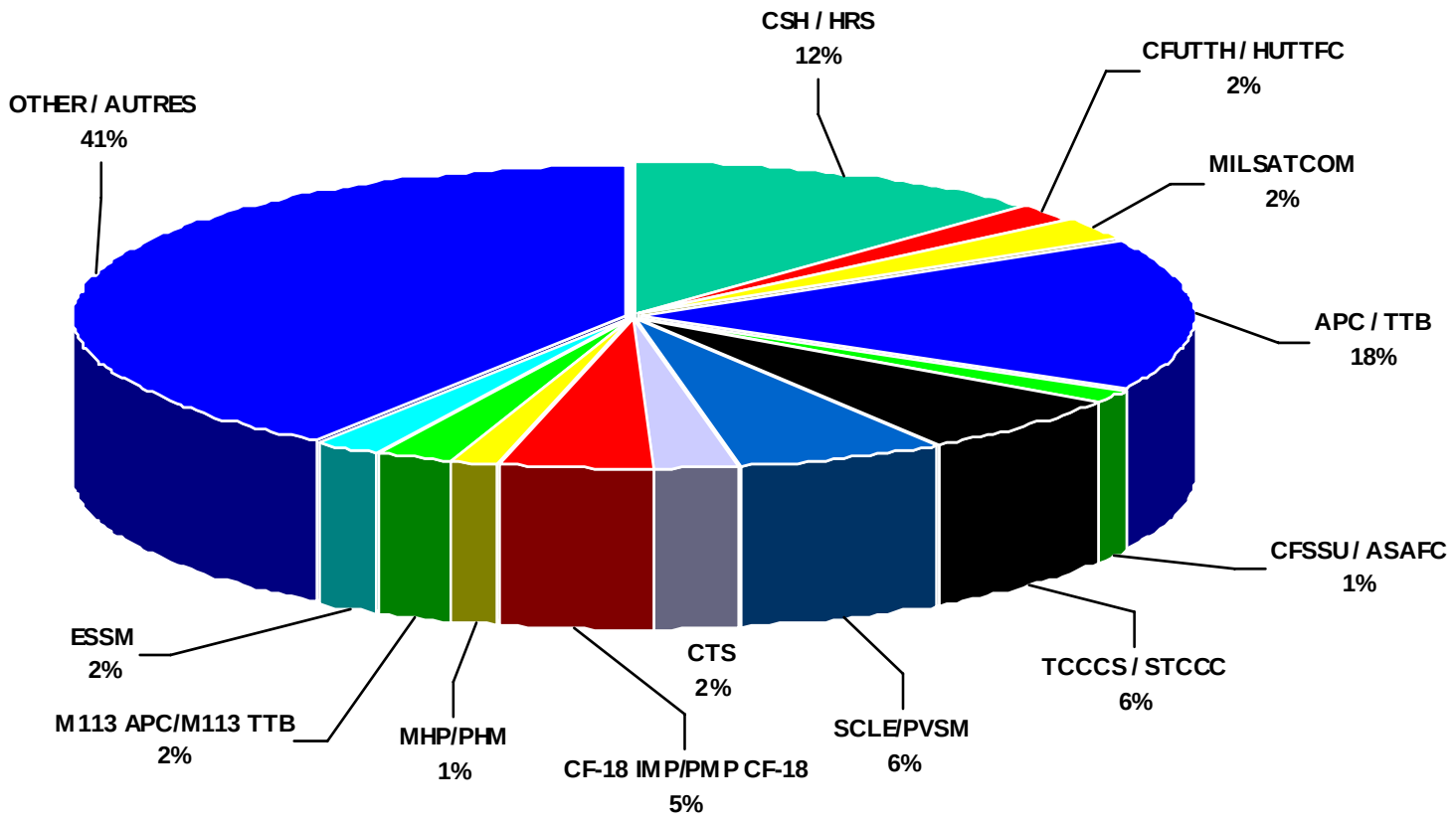
Description détaillée des sigles des projets figurant sur le graphique :

HRS	Hélicoptère canadien de recherche et de sauvetage
HUTTFC	Hélicoptères utilitaires de transport tactique des FC
MILSATCOM	Télécommunication militaires protégées par satellite
TTB	Transports de troupes blindés
ASAFC	Modernisation du système d'approvisionnement des FC
STCCC	Système tactique de commandement, de contrôle et de communication
PVSM	Programme de prolongation de la durée de vie des sous-marins
CTS	Projet habillé le soldat
PMP CF-18	Projet de modernization progressive du CF-18
PHM	Projet d'hélicoptères maritimes
M113 TTB	Projet de prolongation de la vie des transports de troupes blindés M113
ESSM	Missile SeaSparrow évolué
Autres	Toutes les autres dépenses relatives aux projets d'immobilisations

De plus amples renseignements sur ces projets et d'autres projets d'immobilisations figurent dans la Partie III – Rapport sur les plans et les priorités du Budget des dépenses 2001-2002 de la Défense nationale.

SIGNIFICANT MAJOR CROWN PROJECTS IN DND CAPITAL SPENDING / IMPACT DES GRANDS PROJETS DE L'ÉTAT SUR LES DÉPENSES EN CAPITAL DU MDN

2001-02 ESTIMATES / BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002



SOURCE: 2001-02 ESTIMATES PART III - REPORT ON PLANS AND PRIORITIES - PAGES 75 TO 107

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002, PARTIE III - RAPPORT SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS - PAGES 75 à 107

DND PERSONNEL, OPERATIONS & MAINTENANCE COSTS BY ROLE

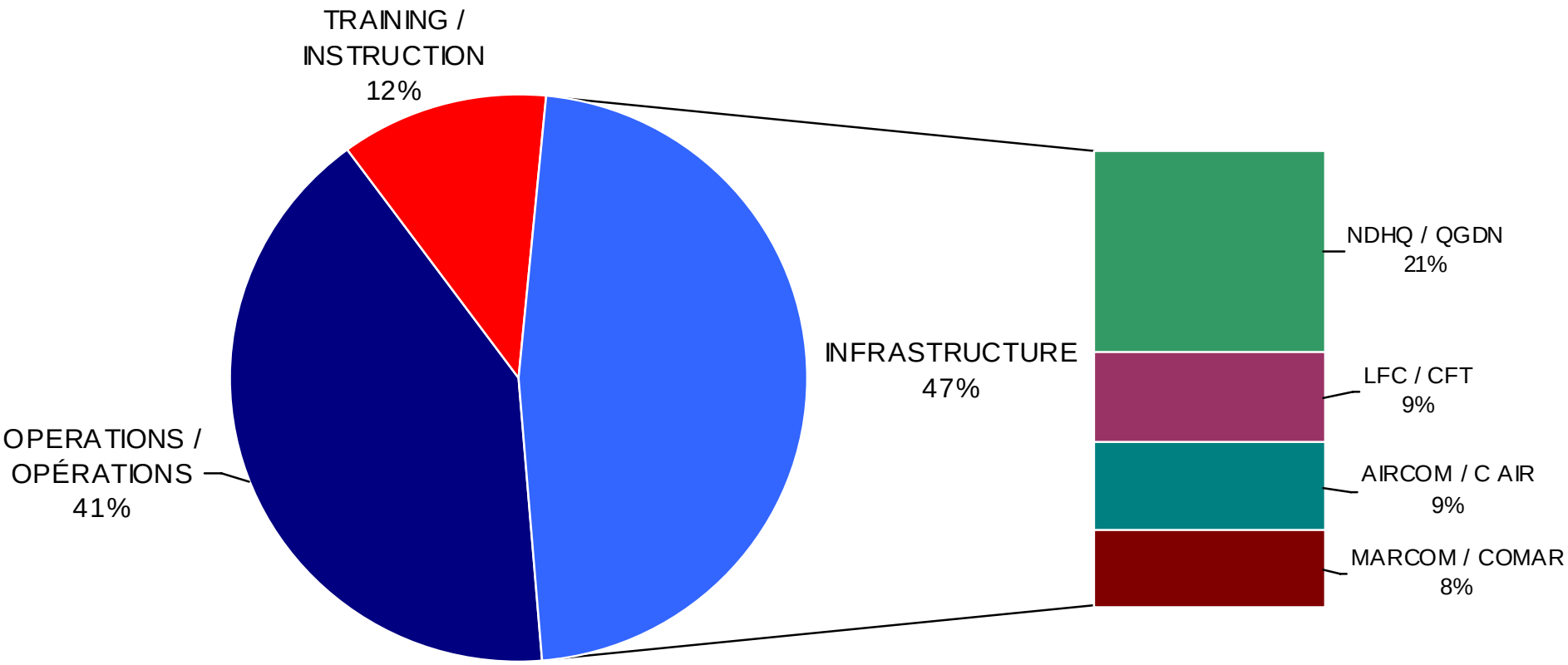
This graph highlights the allocation of Defence Personnel, Operations and Maintenance (PO&M) costs to the principal roles of Operations and Training, as well as to the Infrastructure currently in place to support these functions. The Operations role includes all operational units such as destroyer squadrons, brigade groups, and air squadrons. The Training function includes all units tasked with training including Fleet Schools, the Combat Training Center, and Canadian Forces Recruiting, Education and Training System (CFRETS) schools such as the Canadian Forces School of Administration and Logistics (CFSAL). The Infrastructure function includes all other units such as support bases, Command Headquarters, and National Defence Headquarters.

COÛTS DU MDN POUR LE PERSONNEL, LE FONCTIONNEMENT ET L'ENTRETIEN, PAR FONCTION

Ce graphique montre la répartition des coûts du personnel, du fonctionnement et de l'entretien (PF&E) relativement aux fonctions essentielles que constituent les opérations et l'instruction, ainsi que l'infrastructure qui soutient ces fonctions. La fonction «opérations» comprend toutes les unités opérationnelles telles que les escadrons de destroyers, les groupes-brigades et les escadrons aériens. La fonction «instruction» s'applique à toutes les unités qui font de l'instruction, y compris les écoles de la flotte, le Centre d'instruction au combat et les écoles du Service de recrutement, de l'éducation et de l'instruction des Forces canadiennes (SREIFC) dont l'École d'administration et de logistique des Forces canadiennes (EALFC). La fonction «infrastructure» comprend toutes les autres unités telles que les bases de soutien, les quartiers généraux de commandement et le Quartier général de la Défense nationale.

DND PERSONNEL, OPERATIONS & MAINTENANCE COSTS BY ROLE / COÛTS DU MDN POUR PERSONNEL, LE FONCTIONNEMENT ET L´ENTRETIEN PAR FONCTION

2001-2002



SOURCE: DMAC 2's DEFENCE PO&M MODEL (DPM)

SOURCEMODELE DE PF&E DE LA DÉFENSE, DCGFC 2

ALLIED SPENDING IN LOCAL ECONOMIES

This chart shows the annual spending by Allied Forces training, under international agreements, at four locations in Canada: Goose Bay; Shilo; Suffield; and Wainwright. The numbers in the boxes below each location are the 2000-01 amounts recovered by DND from the nations concerned. The average annual flowthrough of Allied Military personnel is shown in the top right-hand box. In Goose Bay, the foreign military presence is comprised of German, British, Dutch and Italian air and ground crew personnel.

It should be noted that the increase in flowthrough personnel at CFB Goose Bay is explained by a strike in 2000-2001, which resulted in an overall reduction of flowthrough personnel last year, combined with the arrival of the Italian Air Force in 2001-2002, now training at CFB Goose Bay this year.

Although Germany ceased training at CFB Shilo in December 2000, the information provided for CFB Shilo covers the April to December 2000 period.

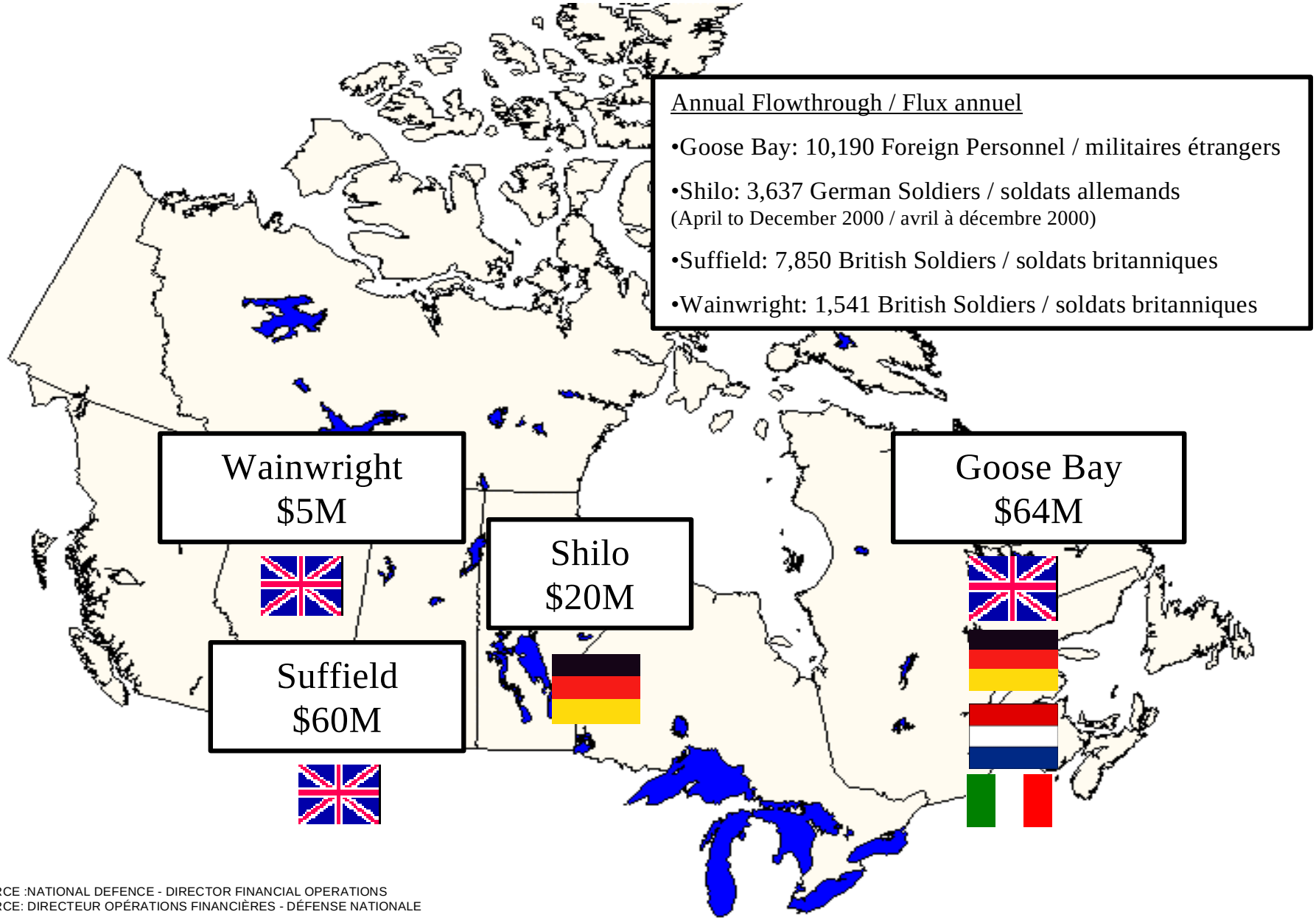
DÉPENSES DES ALLIÉS DANS LES ÉCONOMIES LOCALES

Ce graphique montre les dépenses annuelles des forces alliées qui, dans le cadre d'accords internationaux, viennent s'entraîner à quatre endroits au Canada : Goose Bay, Shilo, Suffield et Wainwright. Les montants inscrits dans les rectangles sous chaque endroit sont ceux que le MDN a recouvrés en 2000-2001 auprès des pays concernés. Le flux annuel moyen des militaires alliés est indiqué dans le rectangle supérieur droit. À Goose Bay, les forces étrangères comptent des équipages et du personnel au sol venant d'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et des Pays-Bas.

Il faut souligner que l'augmentation du nombre de militaires alliés s'entraînant à la BFC Goose Bay en 2001-2002 s'explique en partie par une réduction générale du flux de militaires en 2000-2001 causé par une grève l'année dernière, combiné à l'arrivé de la force aérienne italienne en 2001-2002 s'entraînant maintenant à la BFC Goose Bay cette année.

Malgré que l'Allemagne a cessé de s'entraîner à la BFC Shilo, l'information fournie couvre la période de avril à décembre 2000.

ALLIED SPENDING IN LOCAL ECONOMIES / DÉPENSES DES ALLIÉS DANS LES ÉCONOMIES LOCALES



SOURCE :NATIONAL DEFENCE - DIRECTOR FINANCIAL OPERATIONS
SOURCE: DIRECTEUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES - DÉFENSE NATIONALE

DEFENCE INDUSTRIAL ACTIVITIES

This chart shows the business sector dispersion of the goods and services that DND purchases annually. The numbers are for Fiscal 2000-01 and are derived from expenditures captured by General Ledger (G/L) accounts and matched to the Statistics Canada commodity and industrial classification system. The expenditures are further refined to extract financial transactions that do not belong to the Canadian business sector such as intergovernmental transactions, direct foreign purchases and grants to the non-business sectors.

In general the narrowly defined defence industrial base, which includes the aerospace, ammunition, shipbuilding, military vehicles and defence electronics accounted for $2.5 Billion of DND purchases in Fiscal year 2000-2001. Defence expenditures of approximately $3.5 Billion were spent on “not so typical” defence-related goods and services such as; construction, fuel, transportation and utilities.

ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DE LA DÉFENSE

Ce graphique montre la distribution, par secteur industriel, des biens et services que le MDN achète chaque année. Les données sont celles de l'année financière 2000-2001 et sont dérivées des dépenses inscrites aux comptes du grand livre général et assorties au système de concordance entre les classifications des produits et des industries, utilisé par Statistique Canada. On précise les dépenses afin d’en extraire les opérations financières qui ne se rapportent pas à l’industrie canadienne, notamment les transactions intergouvernementales, les achats effectués à l’étranger et les subventions accordées aux secteurs non commerciaux.

En général, l’infrastructure industrielle de défense spécialisée, qui englobe l’aérospatiale, les munitions, la construction navale, les véhicules militaires et l’électronique de défense, représentait 2,5 milliards de dollars en achats du MDN pour l’année fiscale 2000-2001. Des dépenses de défense, totalisant approximativement 3,5 milliards de dollars ont servi à l'achat de biens et de services «moins typiques» liés à la défense tel que; les frais de construction, de carburant, de transport et de services publics.

DEFENCE INDUSTRIAL ACTIVITIES / ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DE LA DÉFENSE

Ships Purchase & Rental /
Achat et location de navires
$212 M

Firearms & Ammunition /
Armes et munitions
$205.9 M

Construction / Construction
$275.2 M

Fuels / Carburants
$268.5 M

Military Equipment & Motor Vehicles /
Équipement et véhicules militaires
$374.9 M

Electronic & Navigational Instruments /
Instruments électroniques et de navigation
$551.4 M

Transportation / Transports
$403.2 M

Utilities / Services publics
$171.4 M

Aircraft/
Aéronefs
$648.9 M

Engineering & Scientific Services /
Services techniques et scientifiques
$515.4 M

Other miscellaneous expenditures/
Autres dépenses variés
$2.2 B / 2,2 milliards

The "Typical" Defence Industries /
Industries de défense "typiques"
$2.5 Billion /
2,5 milliards de dollars

The "Not So Typical" Defence Industries /
Industries de défense "moins typiques"
$3.5 Billion /
3,5 milliards de dollars

Source: National Defence - Financial and Managerial Accounting System (FMAS) and Statistics Canada
Source: Défense National - Système de computabilitéfinancière et de gestion (SCFG)et Statistique Canada

TREND IN DND MILITARY (REGULAR AND RESERVE) AND CIVILIAN PERSONNEL STRENGTH

The Military Regular Force strength line shows that the Canadian Forces, on an annual average basis, which numbered 81,769 in 1972-73, had been reduced to 78,033 by 1975-76. After more than a decade of slight increases, where the peak stood at 87,016 in 1989-90, average strength fell to 60,300 in 1998-99. A figure of approximately 58,500 is forecast for fiscal year 2001-02. However, with the implementation of an enhanced recruitment program, the Regular Force will likely reach some 60,000 members by the end of 2001-02

The Reserve strength remained steady through the 1970s and 1980s, numbering 19,490 in 1972-73 and 21,995 in 1988-89. The planning level for Reserve Force strength for 2001-02 is 30,900 personnel.

The Civilian strength line depicts a decrease in authorized person-years from 38,162 in 1972-73 to 31,086 in 1994-95. Civilian human resources are currently being measured in terms of employee “full-time equivalents” as opposed to “strength”. For 1999-00, the average Defence civilian workforce measured 19,300 employee full time equivalents. The estimated full time equivalents, for fiscal year 2001-02, is expected to be slightly under 19,000.

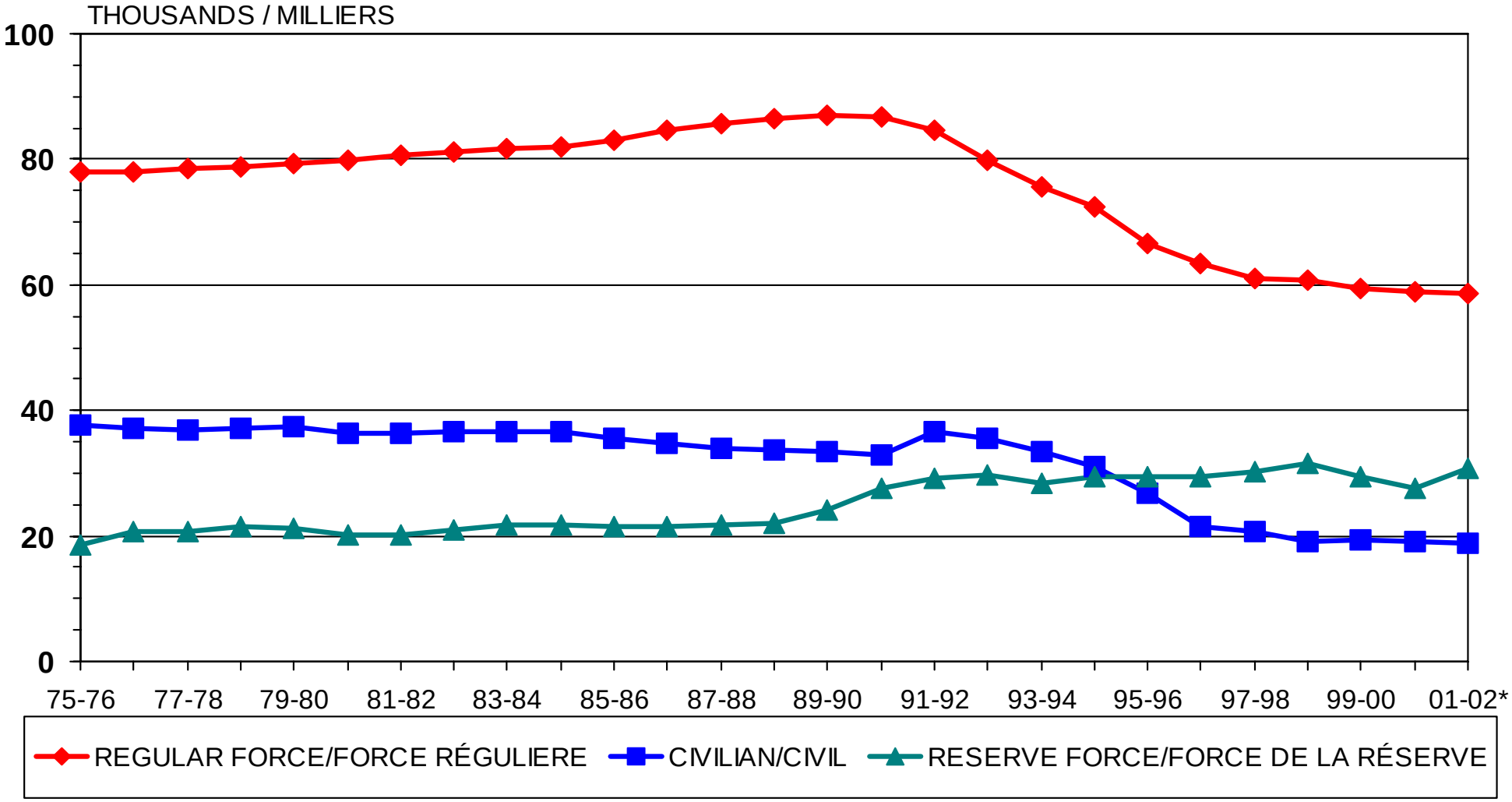
ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF MILITAIRE (FORCE RÉGULIÈRE ET RÉSERVE) ET DE L'EFFECTIF CIVIL DU MDN

Comme l'indique le graphique, l'effectif annuel moyen de la Force régulière est passé de 81 769 en 1972-1973 à 78 033 en 1975-1976. Ayant atteint un sommet de 87 016 en 1989-1990 après plus d’une décennie de légère croissance, l’effectif moyen a chuté à 60 300 en 1998-1999. Un effectif d’environ 58 500 est prévu pour l’année financière 2001-2002. Cependant, avec l'implémentation d'un programme de recrutement amélioré, la Force Régulière atteindra probablement quelques 60,000 membres par la fin de l’année 2001-02.

L'effectif de la Réserve est demeuré stable au cours des années 70 et des années 80; il se chiffrait à 19 490 en 1972-1973 et à 21 995 en 1988-1989. Le niveau de planification de l’effectif de la Réserve est 30 900 pour 2001-2002.

Quant à l'effectif civil, le graphique montre que le nombre d'années-personnes autorisées a enregistré une baisse, passant de 38 162 en 1972-1973 à 31 086 en 1994-1995. Les ressources humaines civiles sont actuellement mesurées en «équivalents temps plein» plutôt qu’en «effectif». En 1999-2000, le personnel civil de la Défense comptait en moyenne 19 300 équivalents temps plein. On en prévoit environ 19 000 pour l'année financière 2001-2002.

TREND IN DND MILITARY (REGULAR AND RESERVE) AND CIVILIAN PERSONNEL STRENGTH / ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF MILITAIRE (FORCE RÉGULIÈRE ET RÉSERVE) ET DE L'EFFECTIF CIVIL DU MDN



SOURCE: ESTIMATES PART III AND DND PRESENTATION TO SCONDVA – FEBRUARY 2002

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES, PARTIE III ET PRÉSENTATION DU MDN AU CPDNAC – FÉVRIER 2002

* ESTIMATE / ESTIMATION

REGULAR AND RESERVE FORCE MILITARY PERSON-YEARS BY SERVICE LINE

The breakdown of military person-years by activity shows that out of a total 89,400 (58,500 Regular Force and 30,900 Primary Reserve Force) planned military person-years for fiscal year 2001-02, Land Forces account for 46.3%, Air Forces (including air support to Maritime and Land Forces) 19.8%, Maritime Forces 17.1%, Support to the Personnel Function 6.4%, Communications and Information Management 4.4%, Materiel, Infrastructure and Environment Support 2.2%, Department/Forces Executive 2.0%, and Joint Operations and Civil Emergency Preparedness 1.8%. The Personnel Support share includes the Canadian Forces Recruiting, Education, and Training System.

For a detailed description of each service line, please refer to National Defence 2001-02 Estimates Part III – Report on Plans and Priorities. For Primary Reserve strength by component, please see pages 67 and 68 of this publication.

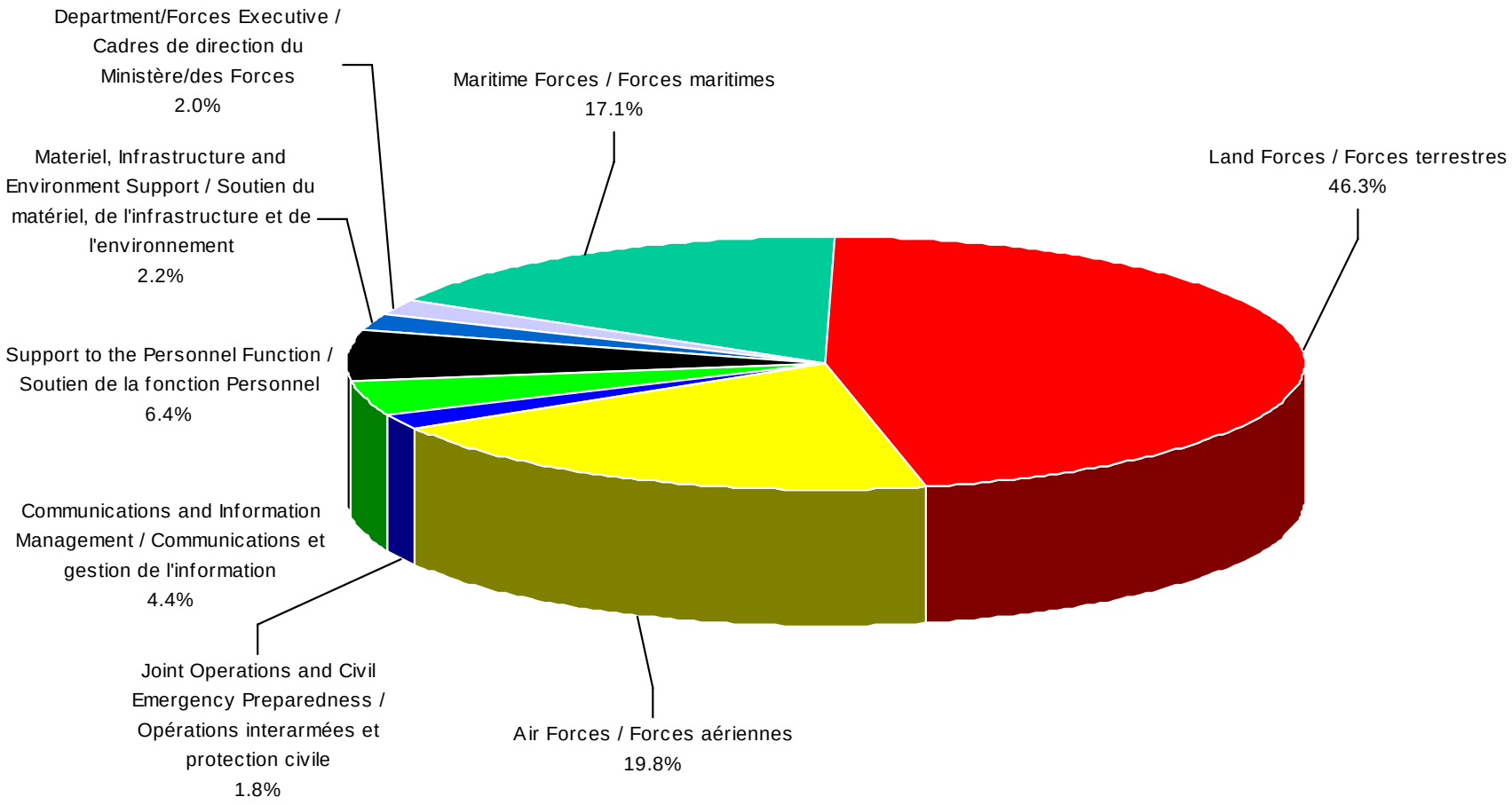
ANNÉES-PERSONNES MILITAIRES (FORCE RÉGULIÈRE ET RÉSERVE), PAR GAMME DE SERVICES

La répartition par activité des années-personnes militaires montre que sur le nombre total prévu (soit 89 400, dont 58 500 de la Force régulière et 30 900 de la Première réserve) pour l'année financière 2001-2002, la force terrestre en compte 46,3 %, la force aérienne (y compris l'appui aérien aux forces maritimes et terrestres) 19,8 %, les forces maritimes 17,1 %, le soutien de la fonction Personnel 6,4 %, les communications et la gestion de l'information 4,4 %, le soutien du matériel, de l'infrastructure et de l'environnement 2,2 %, la direction du Ministère et des Forces 2,0 %, et les opérations interarmées et la protection civile 1,8 %. La part allouée au soutien du personnel inclut le Service du recrutement, de l'éducation et de l'instruction des Forces canadiennes.

Pour une description détaillée de chaque gamme de services, voir la Partie III – Rapport sur les plans et les priorités du Budget des dépenses 2001-2002 de la Défense nationale. Pour connaître l'effectif de la Première réserve par composante, voir les pages 67 et 68 du présent document.

REGULAR AND RESERVE FORCE MILITARY PERSON YEARS BY SERVICE LINE / ANNÉES-PERSONNES MILITAIRES (FORCE RÉGULIÈRE ET RÉSERVE), PAR GAMME DE SERVICES

2001-02 ESTIMATES / BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002



SOURCE: 2000-01 ESTIMATES PART III - REPORT ON PLANS AND PRIORITIES AND DND/CF INFO KIT - RESTRUCTURING THE RESERVES

SOURCE: BUDGET DES DÉPENSES 2000-2001, PARTIE III - RAPPORT SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS ET TROUSSE D'INFO DE LA DN/FC - RESTRUCTURATION DE LA RÉSERVE

CIVILIAN WORKFORCE BY SERVICE LINE

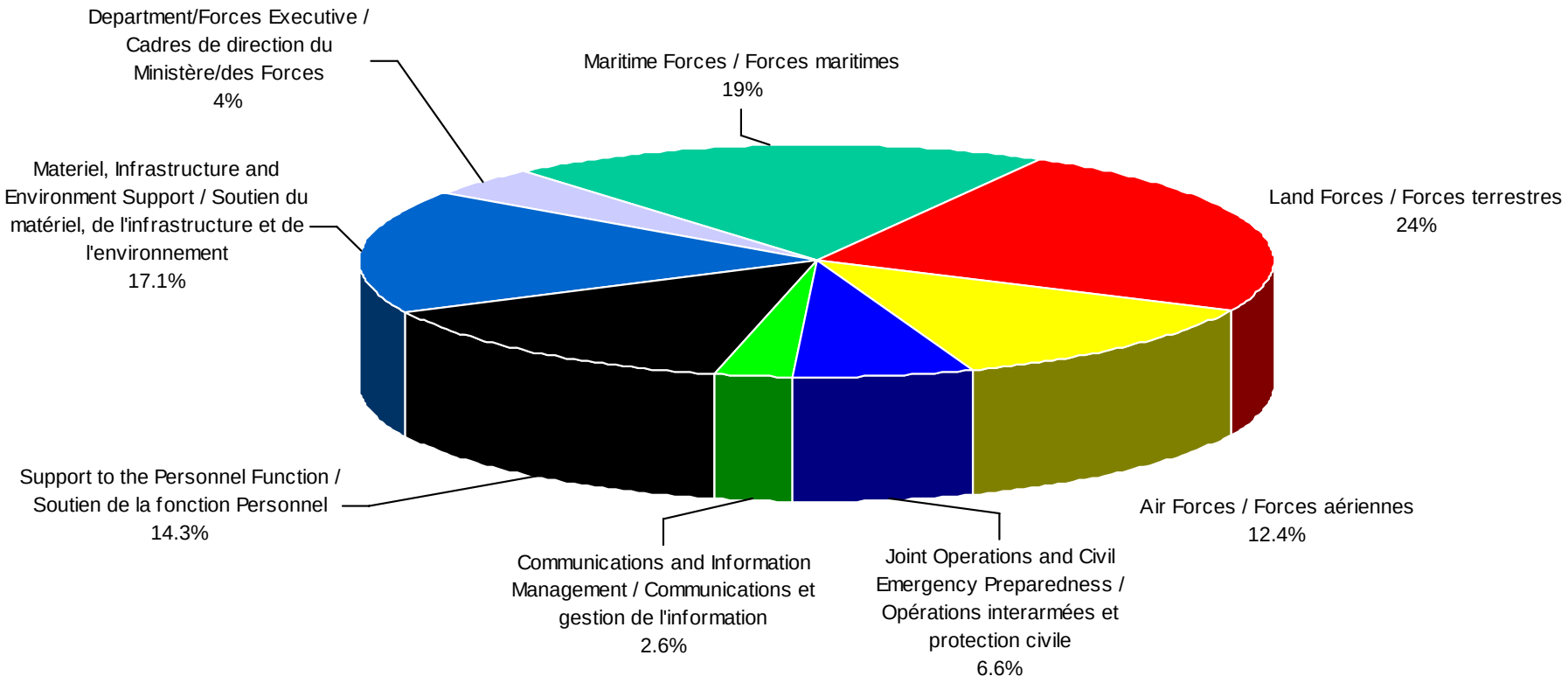
A breakdown of the civilian workforce by service line shows a total of 18,759 employee full time equivalents. Maritime Forces account for 19% of this number; Land Forces 24%; Air Forces (including air support to Maritime and Land Forces) 12.4%; Joint Operations and Civil Emergency Preparedness 6.6%; Communications and Information Management 2.6%; Support to the Personnel Function 14.3%; Materiel, Infrastructure and Environment Support 17.1%; and Department/Forces Executive 4%.

PERSONNEL CIVIL, PAR GAMME DE SERVICES

La répartition du personnel civil par gamme de services montre que sur un total de 18 759 équivalents temps plein, les forces maritimes en comptent 19 %, la force terrestre 24 %, la force aérienne (y compris l'appui aérien aux forces maritimes et terrestres) 12,4 %, les opérations interarmées et la protection civile 6,6 %, les communications et la gestion de l'information 2,6 %, le soutien de la fonction Personnel 14,3 %, le soutien du matériel, de l’infrastructure et de l'environnement 17,1 %, et la direction du Ministère et des Forces 4 %.

CIVILIAN WORKFORCE BY SERVICE LINE / PERSONNEL CIVIL, PAR GAMME DE SERVICES

2001-02 ESTIMATES / BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002



SOURCE: NATIONAL DEFENCE 2001-02 ESTIMATES PART III - RPP

SOURCE:DÉDENSE NATIONAL - BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002, PARTIE III - RPP

PRIMARY RESERVE STRENGTH BY COMPONENT

The Primary Reserve is comprised of four components. Authorized strength of each is: a) Army Reserve (Militia) –18,500; b) Naval Reserve – 5,400; c) Air Reserve – 3,000; and d) Communications Reserve – 2,000. In addition, the Health Services Reserve authorized strength is 1,500. There is an authorized ceiling of 500 Reservists employed and assigned specialized tasks at National Defence Headquarters and its elements.

The total planning level of the Reserve Force for 2001-02 is 30,900 personnel.

For a detailed description of the Reserve Force, please refer to National Defence 2001-02 Estimates, Part III – Report on Plans and Priorities.

EFFECTIF DE LA PREMIÈRE RÉSERVE, PAR COMPOSANTE

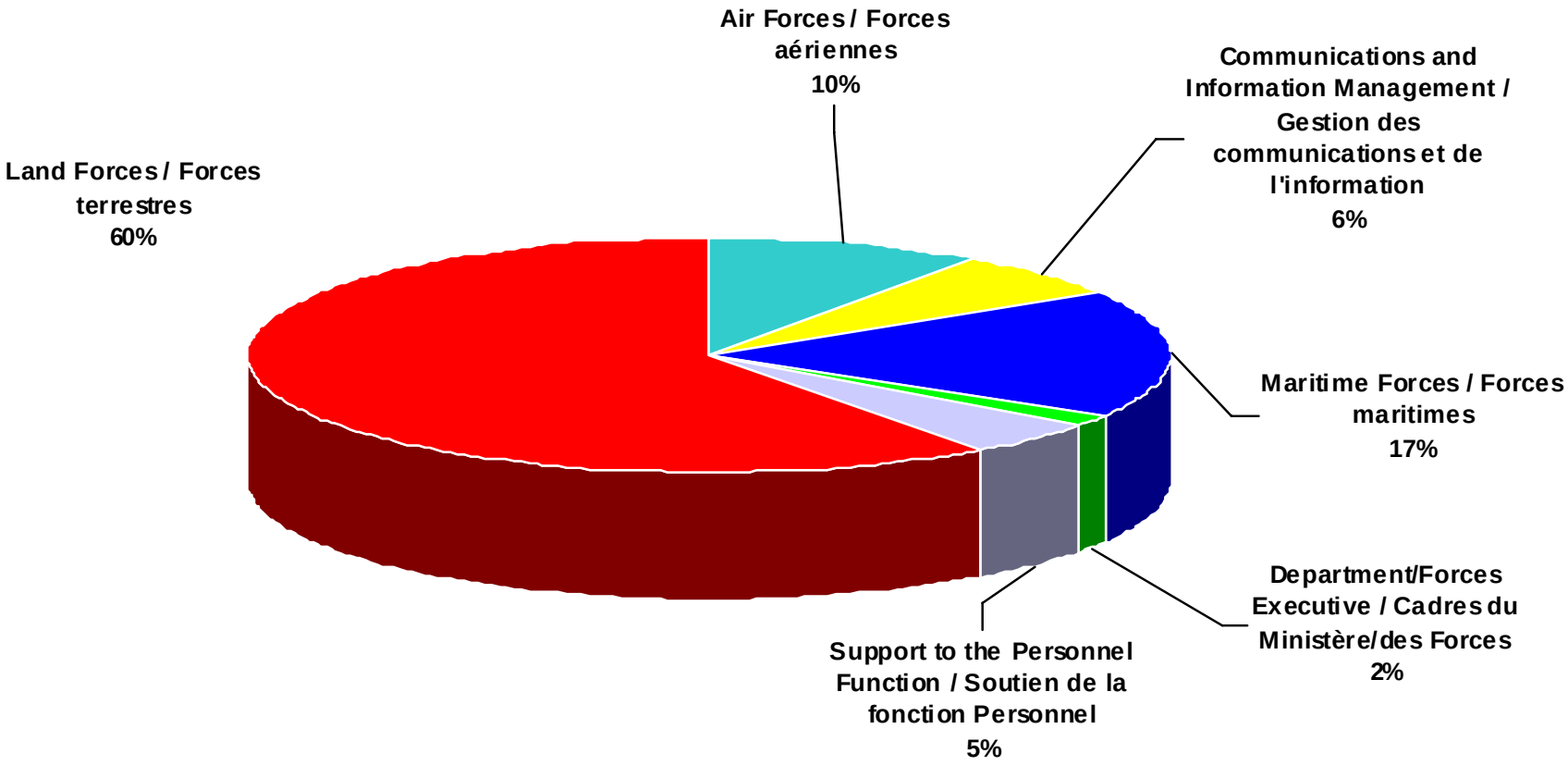
La Première réserve se divise en quatre composantes. La Réserve de l'Armée de terre (Milice) compte 18 500 membres, la Réserve navale, 5 400, la Réserve aérienne, 3 000 et la Réserve des communications, 2 000. De plus, l’effectif autorisé de la Réserve des services de santé est de 1 500. Le plafond autorisé est des 500 réservistes, affectés à des tâches spécialisées au Quartier général de la Défense nationale et ses éléments.

Le niveau total de planification de la Réserve est de 30 900 pour 2001-2002.

Pour une description détaillée de la Réserve, veuillez consulter la Partie III – Rapport sur les plans et les priorités du Budget des dépenses 2001-2002 de la Défense nationale.

PRIMARY RESERVE STRENGTH BY COMPONENT / EFFECTIF DE LA PREMIÈRE RÉSERVE, PAR COMPOSANTE

2001-02 ESTIMATES / BUDGET DES DÉPENSES 2001-2002



SOURCE: DND PRESENTATION TO SCONDVA - FEBRUARY 2002

SOURCE: UNE PRÉSENTATION DU MDN AU CPDNAC - FÉVRIER 2002

NATO DEFENCE BUDGETS IN US$

The United States 2001 projected defence budget is approximately $310.5B. For comparison purposes, the United Kingdom's defence budget is estimated at $34B, France's at $25.3B, Germany's at $21B, Italy's at $15.3B, Canada's at $7.3B, and Spain's at $6.9B in US$.

NATO budgets are classified differently from Canada's. However, the classification is consistent across all countries and is, therefore, useful for comparative analysis.

For reference purposes, explanations of the acronyms/abbreviations used on the graph are as follows:

BEL - Belgium
CAN - Canada
CZE - Czech Republic
DEN - Denmark
FRA - France
GER - Germany
GRE - Greece
HUN - Hungary
ITA - Italy
LUX - Luxembourg
NET - Netherlands
NOR - Norway
POL - Poland
POR - Portugal
SPA - Spain
TUR - Turkey
UK - United Kingdom
USA - United States of America

Note that Iceland is not included as it has no armed forces. It should also be noted that the Czech Republic, Hungary and Poland joined the Alliance in 1999.

BUDGETS DE DÉFENSE DE L'OTAN EN DOLLARS US

Le budget de défense prévu des États-Unis pour l'année 2001 est d'environ 310,5 milliards de dollars. À des fins de comparaison, on présente ici les budgets de défense de divers pays, soit le Royaume-Uni, 34 milliards de dollars; la France, 25,3 milliards de dollars; l'Allemagne, 21 milliards; l'Italie, 15,3 milliards de dollars; le Canada, 7,3 milliards de dollars et l'Espagne 6,9 milliards de dollars, en dollars US.

Des classifications différentes sont employées dans les budgets de l'OTAN et dans ceux du Canada; ces classifications sont cependant les mêmes d'un pays à l'autre et, de ce fait, elles permettent les comparaisons.

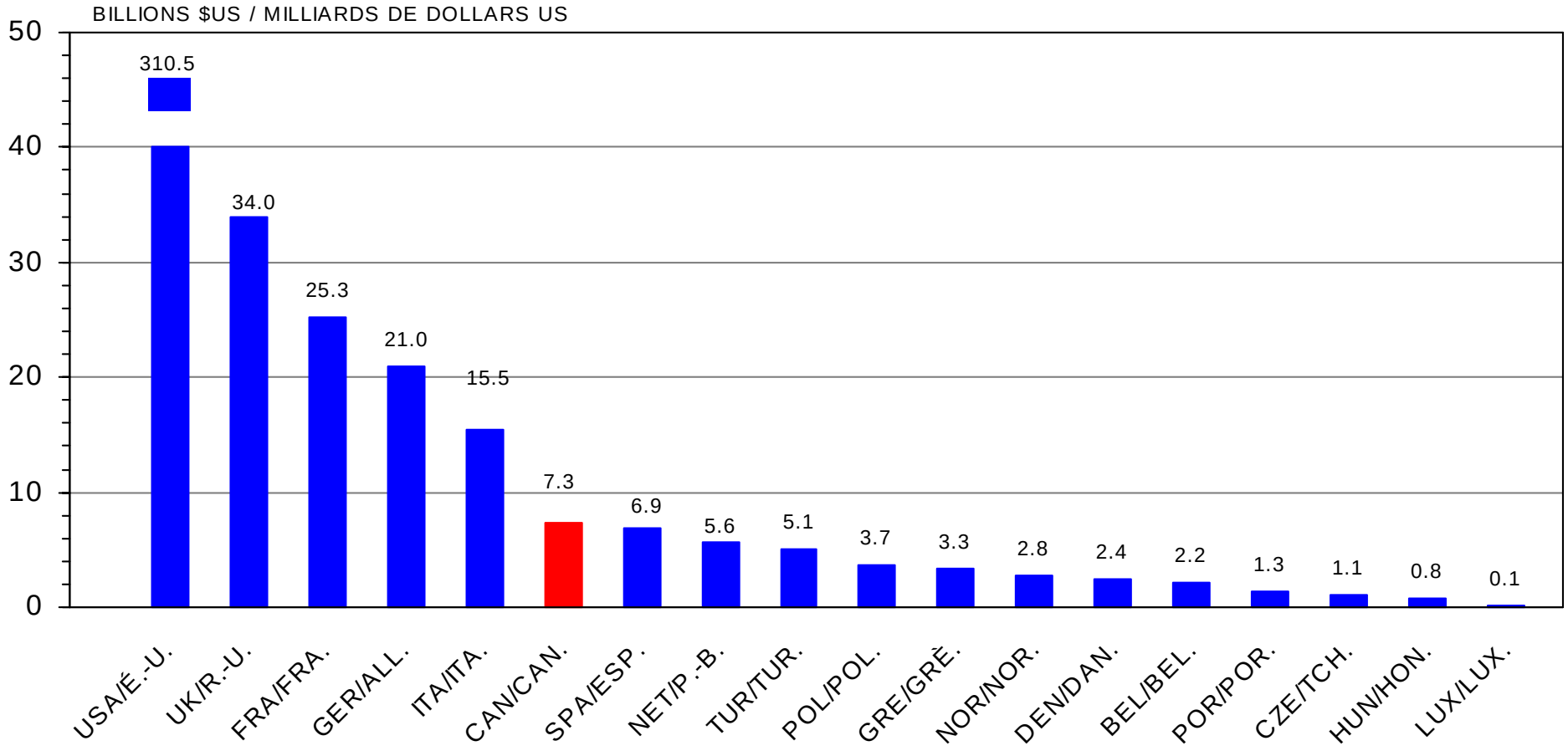
Acronymes et abréviations employés dans le graphique :

ALL - Allemagne
BEL - Belgique
CAN - Canada
DAN - Danemark
ESP - Espagne
É.-U. - États-Unis
FR - France
GRÈ - Grèce
HON - Hongrie
ITA - Italie
LUX - Luxembourg
NOR - Norvège
P.-B. - Pays-Bas
POL - Pologne
POR - Portugal
R.-U. - Royaume-Uni
TCH - République tchèque
TUR - Turquie

L'Islande n'est pas incluse car elle ne possède pas de forces armées. Il est aussi à noter que la République tchèque, la Hongrie et la Pologne se sont joints à l'alliance en 1999.

NATO DEFENCE BUDGETS IN US $ / BUDGETS DE DÉFENSE DE L'OTAN EN DOLLARS US

2001 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2001



SOURCE: NATO PRESS RELEASE 2001

SOURCE: COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'OTAN 2001

NATO DEFENCE EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GROSS DOMESTIC PRODUCT

It is estimated that Canada will spend 1.1% of its Gross Domestic Product (GDP) on Defence in 2001. At the other end of the scale, it is estimated that Turkey will spend 5.0%, Greece 4.8%, and the United States 2.9%. While this ratio is commonly used to compare defence expenditures, it should be used with some caution because of many differences in various national measures of GDP.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 69.

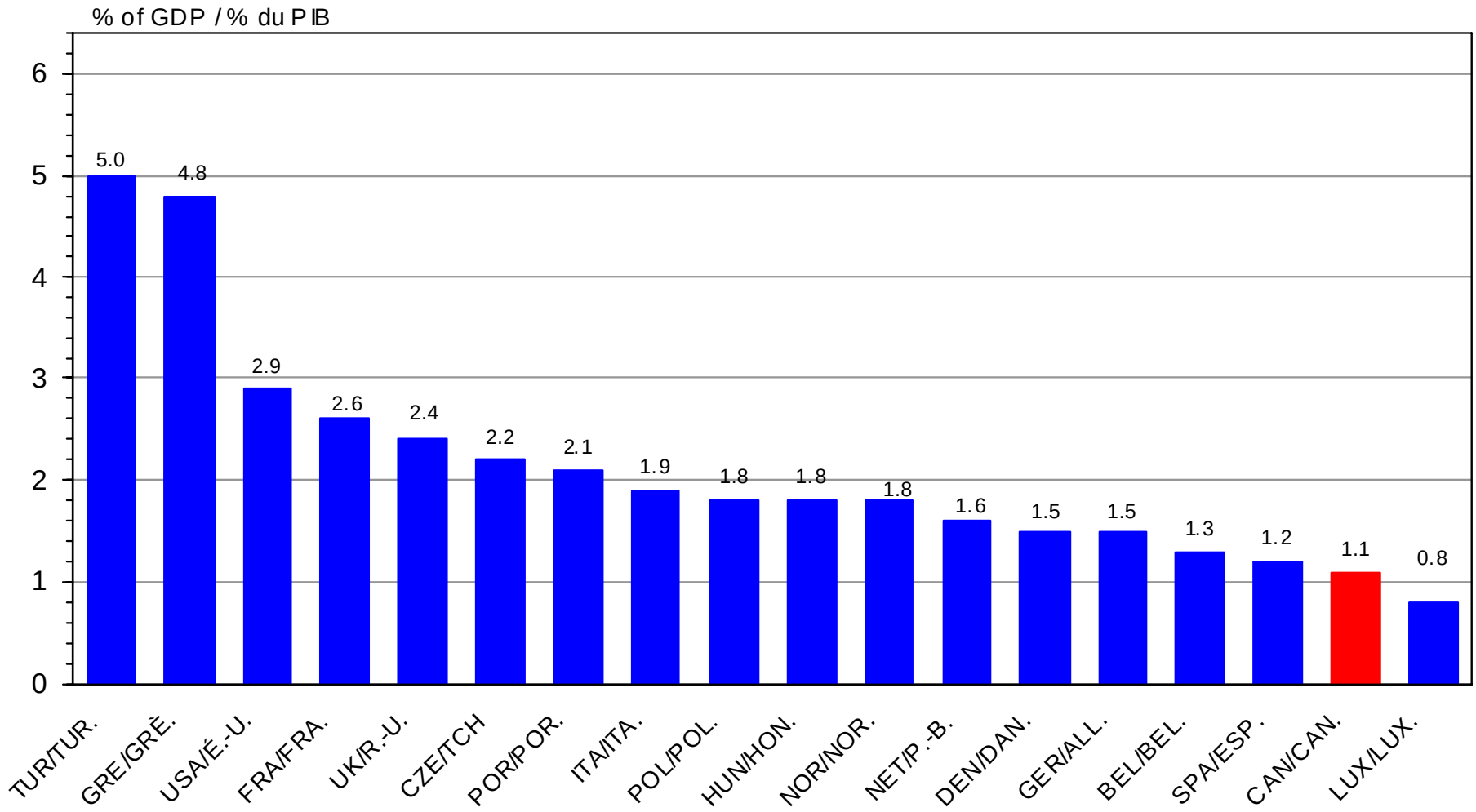
DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

On estime que le Canada consacrera à la défense 1,1 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2001. À l’autre extrémité de l’échelle se trouvent la Turquie (5,0 %), la Grèce (4,8 %) et les États-Unis (2,9 %). Bien que le PIB soit couramment employé pour comparer les dépenses militaires, il devrait être utilisé avec prudence étant donné qu'il n'est pas calculé de la même façon dans tous les pays.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 69.

NATO DEFENCE EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GROSS DOMESTIC PRODUCT / DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

2001 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2001



SOURCE: NATO PRESS RELEASE 2001

SOURCE: COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'OTAN 2001

NATO EQUIPMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES

It is estimated that Canada will spend 13.6% of its total Defence expenditures on equipment in 2001. Compared to other NATO countries, we are spending an average share of our budget on equipment. Turkey devotes the largest percentage of its defence budget to equipment, at 36.7%, followed by the United Kingdom at 24.8%, Norway at 23.3% and the United States at 22%.

Also note that equipment expenditures shown on this chart make up only a portion of Canada's overall Capital expenditures as shown on some earlier graphs. For example, construction (part of the Canadian Defence Capital) is not included in this comparison.

NATO budgets are classified differently from Canada's. However, the classification is consistent across all countries and is, therefore, useful for comparative analysis.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 69.

DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

On estime que le Canada dépensera en équipement 13,6 % des dépenses totales de défense en 2001. Par rapport aux autres pays de l'OTAN, nous nous situons dans la moyenne quant à ce type de dépenses. La Turquie est en tête (36,7 %), suivie du Royaume-Uni (24,8 %), la Norvège (23,3 %) et les États-Unis (22 %).

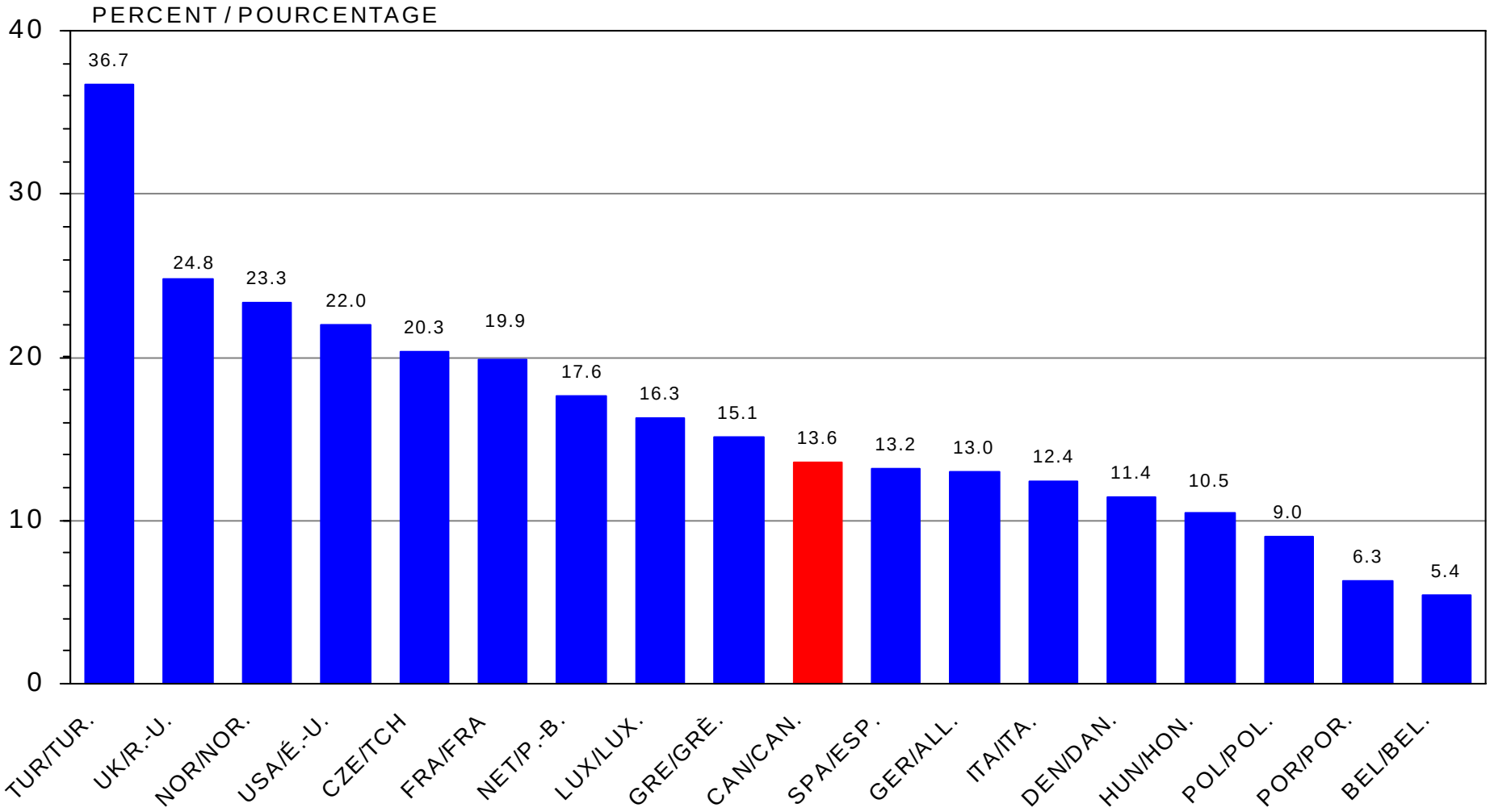
On notera également que les dépenses d'équipement figurant sur ce graphique ne constituent qu'une partie des dépenses en capital du Canada illustrées dans les graphiques précédents. Par exemple, la construction (qui fait partie des dépenses en capital au Canada) n'est pas incluse dans la comparaison.

Les classifications figurant dans les budgets de l'OTAN diffèrent de celles employées au Canada; elles sont cependant uniformes d'un pays à l'autre et, de ce fait, elles permettent les comparaisons.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 69.

NATO EQUIPMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

2001 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2001



SOURCE: NATO PRESS RELEASE 2001

SOURCE: COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'OTAN 2001

NATO PERSONNEL EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES

Personnel represent the largest single expenditure item for all the NATO countries' armed forces. This item is less significant for Canada than most other countries. The generally lower expenditure shares for personnel are indicative of armed forces, which are more equipment/technology intensive. The use of conscripted military personnel also skews the information for some countries.

It is noteworthy that, for Canada, the Personnel share has shrunk from an average of approximately 61% through the late 1970's to 43.1% forecast for 2001. Also, note that the NATO calculation of Canadian personnel percentage expenditures shown on this chart is lower than the personnel percentage shown on page 48, primarily due to the inclusion of Statutory payments.

NATO budgets are classified differently from Canada's. However, the classification is consistent across all countries and is, therefore, useful for comparative analysis.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 69.

DÉPENSES EN PERSONNEL DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

Le personnel représente la dépense la plus importante pour les forces armées de tous les pays de l'OTAN. Toutefois, cette dépense est moins élevée au Canada que dans la plupart des autres pays. En général, des frais de personnel peu élevés sont le fait des forces armées plus axées sur l'équipement et la technologie. En outre, le recours à la conscription fausse les données de certains pays.

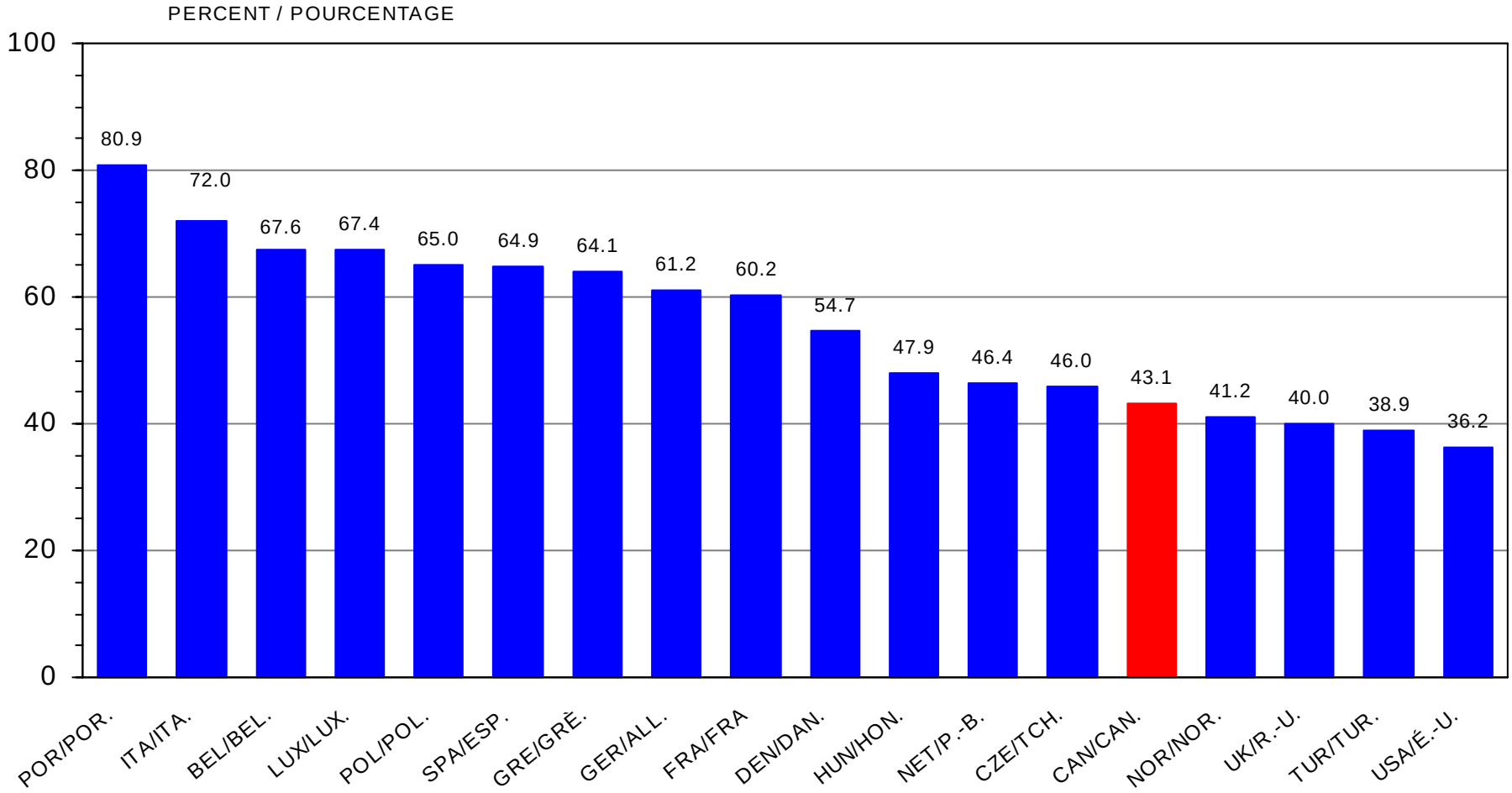
Il est à noter qu'au Canada, les dépenses en personnel ont chuté d'une moyenne d'environ 61 % vers la fin des années 70 à 43,1 % prévu en 2001. Il faut aussi souligner que le pourcentage calculé par l'OTAN à l'égard des dépenses en personnel au Canada, et précisé sur le graphique de la page suivante, est inférieur au pourcentage indiqué à la page 48, principalement en raison des paiements législatifs.

Les classifications figurant dans les budgets de l'OTAN diffèrent de celles employées au Canada; elles sont cependant uniformes d'un pays à l'autre et, de ce fait, elles permettent les comparaisons.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 69.

NATO PERSONNEL EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES EN PERSONNEL DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

2001 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2001



SOURCE: NATO PRESS RELEASE 2001

SOURCE: COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'OTAN 2001

NATO ARMED FORCES

It is estimated that during 2001-02, 0.5% of Canada's labour force participated in Defence. Greece has the highest participation rate, at 5.2%, followed by Turkey at 3.9%. Users should note that the percentage estimates of a country's population employed in defence, as shown on page 78, includes civilian employees.

It is interesting to observe that while only 1.5% of the U.S. labour force is employed in the U.S. Regular Forces, this includes over 1.36M military personnel.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 69.

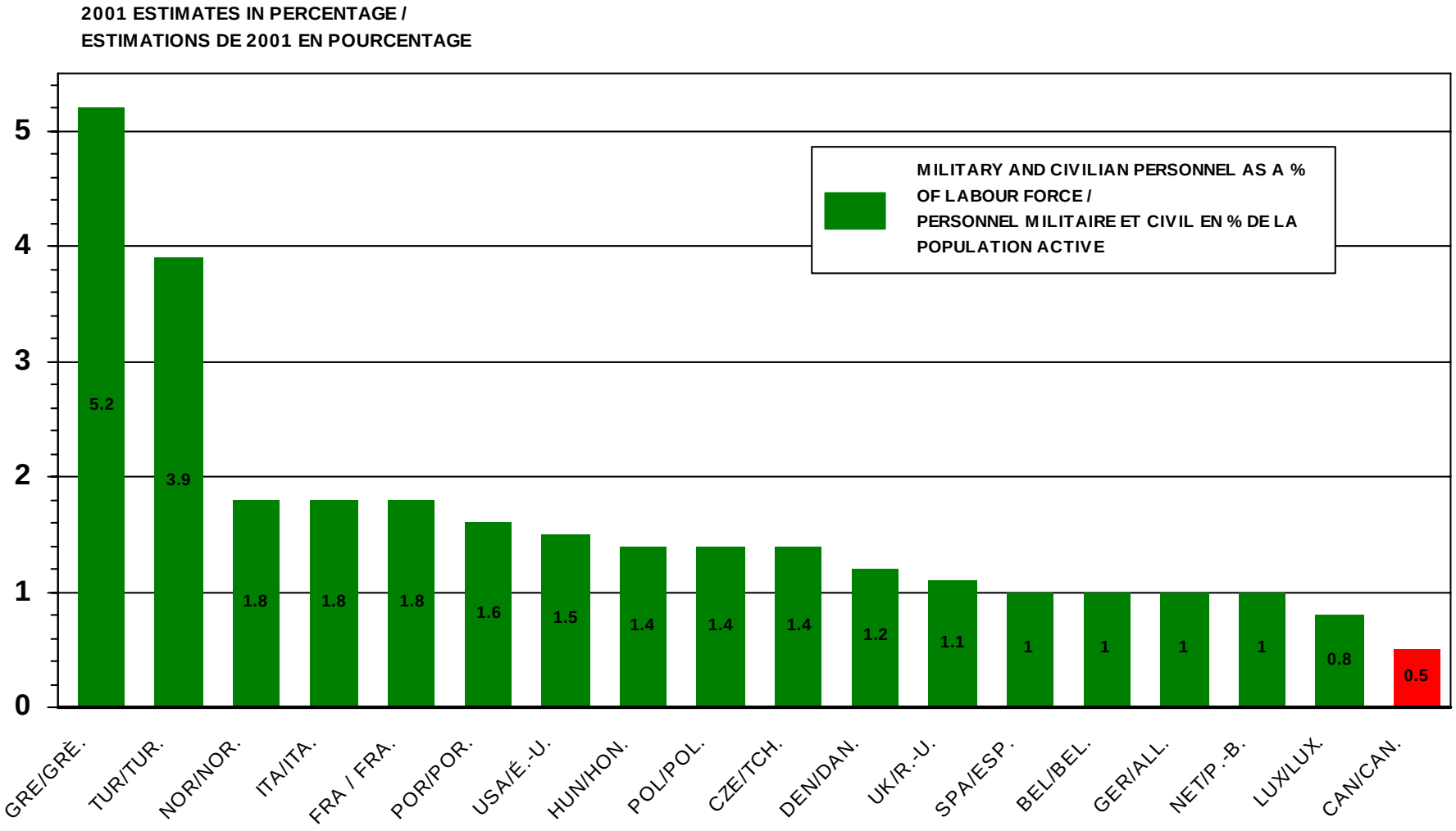
FORCES ARMÉES DE L'OTAN

On estime qu'en 2001-2002, la défense emploie 0,5 % de la population active du Canada. Les pourcentages les plus élevés se retrouvent en Grèce (5,2 %) et en Turquie (3,9 %). Il faut tenir compte du fait que les employés civils sont inclus dans le pourcentage estimatif de la population nationale au service de la défense, comme l'indique la page 78.

On notera avec intérêt que même si les forces régulières américaines n'emploient que 1,5 % de la population active du pays, elles comptent plus de 1,36 million de militaires.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 69.

NATO ARMED FORCES / FORCES ARMÉES DE L'OTAN



SOURCE: NATO PRESS RELEASE M-DPC-2(2000)107

SOURCE: COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'OTAN M-DPC-2(2000)107

COMPARISON OF NATO COUNTRIES' REGULAR AND RESERVE PERSONNEL STRENGTHS

This comparison depicts the relationship between the Regular and Reserve personnel strengths of the NATO countries for 2001. At one end of the scale, it is estimated that the United States has 1,368,000 Regular and 1,200,600 Reserve personnel, that Turkey has 515,100 Regular and 378,700 Reserve personnel, and that Germany has 308,400 Regular and 363,500 Reserve personnel. At the other end of the scale, Canada has approximately 56,800 Regular and 35,400 Reserve (Primary and Supplementary Reserve) personnel.

Note that these figures are from The Military Balance 2001-2002 which differ from the 2001-02 Estimates Part III – Report on Plans and Priorities. Therefore, readers should be aware that the Reserves of several of our NATO allies consist of no more than a list of personnel who at some point have had military training. The Canadian Reserve data, on the other hand, only include Primary Reserve and Supplementary Reserve numbers making no allowance for the Canadian Rangers and Cadet Instructor Cadre.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 69.

ÉVALUATION COMPARATIVE DES FORCES RÉGULIÈRES ET DE RÉSERVE DES PAYS DE L'OTAN

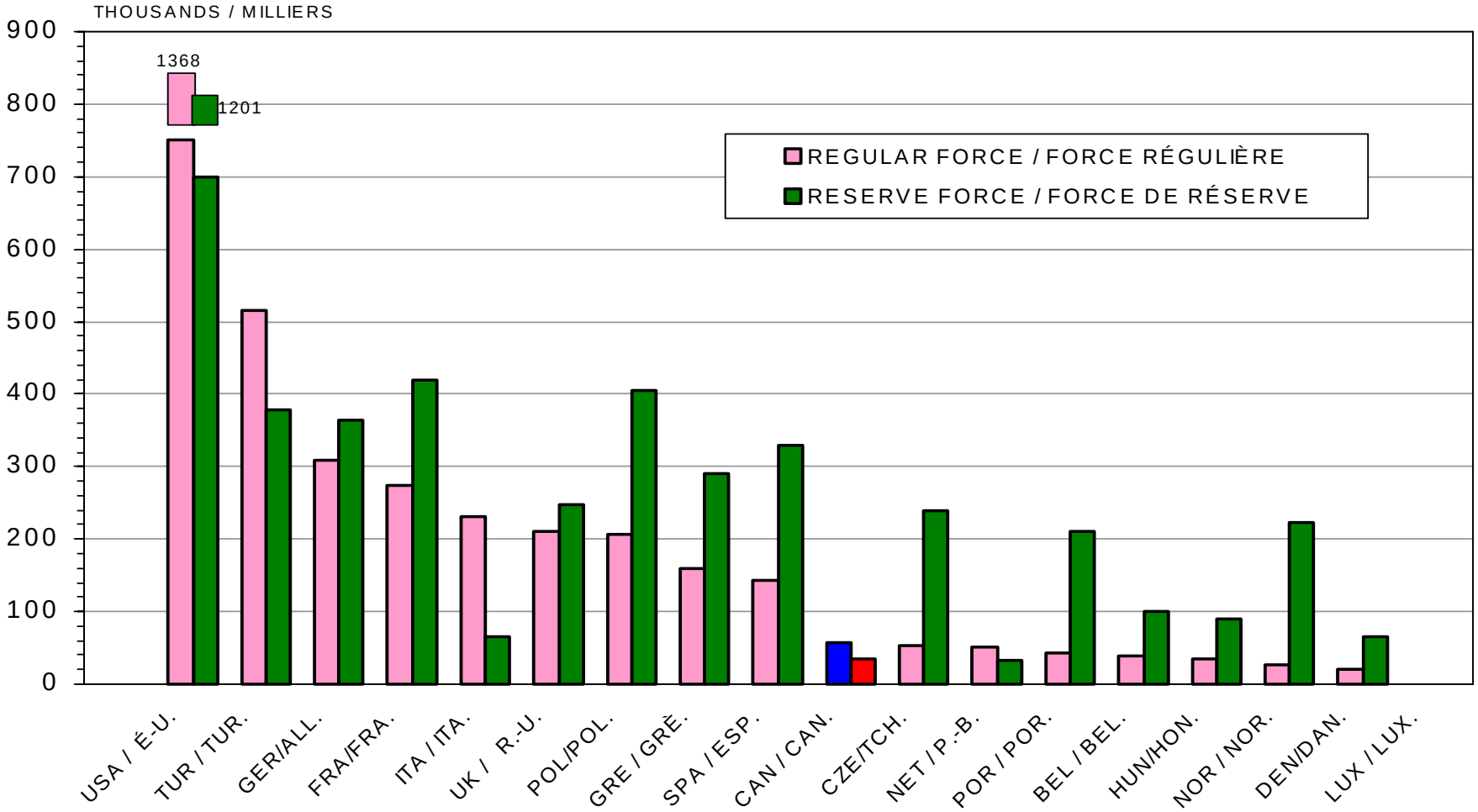
Cette évaluation comparative décrit le rapport entre les effectifs des forces régulières et de réserve des pays de l'OTAN pour l'année 2001. À une extrémité de l'échelle se trouvent les États-Unis, dont la Force régulière et la Réserve compteraient respectivement 1 368 000 et 1 200 600 membres. Viennent ensuite la Turquie, qui compterait 515 100 réguliers et 378 700 réservistes, et l'Allemagne, dont la Force régulière et la Réserve compteraient respectivement 308 400 et 363 500 membres. À l'autre extrémité de l'échelle se trouve le Canada, qui compte environ 56 800 réguliers et 35 400 réservistes (Première réserve et Réserve supplémentaire).

Ces données, tirées de la publication *The Military Balance 2001-2002*, diffèrent des données de la Partie III – Rapport sur les plans et les priorités du Budget des dépenses 2001-2002. Par conséquent, le lecteur doit savoir que dans plusieurs pays de l'OTAN, les forces de réserve se limitent à une liste de personnes qui ont reçu une forme quelconque de formation militaire. D'autre part, les données sur la Réserve du Canada ne portent que sur la Première réserve et la Réserve supplémentaire, et ne tiennent pas compte des Rangers canadiens ni du Cadre des instructeurs de cadets.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 69.

COMPARISON OF NATO COUNTRIES' REGULAR AND RESERVE PERSONNEL STRENGTH / ÉVALUATION COMPARATIVE DES FORCES RÉGULIÈRES ET DE RÉSERVE DES PAYS DE L'OTAN

2001 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2001



SOURCE: "THE MILITARY BALANCE 2000-2001", IISS

SOURCE: "THE MILITARY BALANCE 2000-2001", IISS